

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14906 – 7 F

MARDI 29 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Coup de semonce en Irak

UNE fois de plus, le chef de l'Etat irakien se sera livré à un douteux calcul. Estimant sans doute qu'en période de transition présidentielle aux Etats-Unis les Américains et leurs alliés de la guerre du Golfe – occupés en Somalie et plus que préoccupés au sujet de la Bosnie – auraient relâché leur vigilance en Irak, M. Saddam Hussein s'est livré à une véritable provocation.

Il est en effet difficile de croire que l'incident qui a eu lieu dimanche au sud du 32e parallèle – au cours duquel un Mig 25 irakien a été abattu par un F 16 américain – soit dû à une erreur de pilotage. Les avions irakiens, selon la version donnée par le Pentagone, sont en effet revenus à la charge à deux reprises et, la seconde fois, *« se sont tournés pour faire face »* aux avions américains envoyés à leur rencontre et qui leur avaient demandé de *« s'identifier »*.

LE président George Bush et son successeur, M. Bill Clinton, ne s'y sont pas trompés, qui y ont vu la volonté de l'Irak de « tester » la détermination des Etats-Unis. Mais l'un et l'autre ont rappelé qu'en toute circonstance, et quelle que soit l'administration en place, Washington reste toujours aussi déterminé à faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

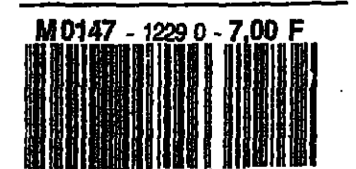
C'est la résolution 688 qui, le 27 août dernier, a imposé à l'Irak une zone d'exclusion aérienne dans la partie méridionale du pays afin de protéger les populations chiites. Le régime de Bagdad, qui a menacé dimanche de *« répondre au moment opportun et de la manière qui convient »* aux *« agresseurs »*, ne s'était pas hasardé jusqu'alors à violer cette résolution.

En revanche, au sol, il continuait de sévir contre les populations du Sud, procédant à des arrestations par milliers, et achevant de construire, entre Tigre et Euphrate, ce qu'il appelle le *« troisième fleuve »*, un canal qui lui permettra notamment d'assécher les marais où rebelles civils et militaires se réfugiaient. Au point que l'opposition chiite a multiplié les appels pour que soit totalement interdite la présence de l'armée et des organismes para-militaires de Bagdad dans cette région, comme c'est déjà le cas dans le Kurdistan irakien, au nord du 36e parallèle.

TOUTEFOIS, même au Kurdistan supposé être un havre de paix pour les quelque trois millions cinq cent mille personnes qui y vivent, Bagdad a été tenu pour responsable de plusieurs actes de « provocation » au cours des dernières semaines. Responsable du ravitaillement du Kurdistan en vertu d'un accord conclu le 22 octobre dernier avec l'ONU, le gouvernement irakien est en effet soupçonné d'avoir fait piéger à l'explosif huit camions d'un convoi d'approvisionnement. Sommé, la semaine dernière, d'accepter que des « gardes » de l'ONU accompagnent les convois, il avait commencé par refuser, proposant des « inspections conjointes ». Comme pour se faire pardonner l'incident aérien au sud du 32e parallèle, son représentant à l'ONU a annoncé dimanche que Bagdad était *« prêt à accepter »* la demande des Nations unies.

Le président irakien devrait comprendre le *« message »* que constitue la riposte de l'aviation américaine. Pour le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, *« cela doit servir d'avertissement dans les jours à venir »*. Un message qui pourrait aussi s'adresser à la Serbie.

Lire l'article d'ALAIN FRACHON page 6



Pour faire respecter l'interdiction de survol du territoire

La France « prendra sa part » à une action contre l'aviation serbe en Bosnie

M. Roland Dumas a déclaré dimanche 27 décembre que la France « prendra sa part » dans une action militaire internationale pour mettre fin aux violations par l'aviation serbe de l'interdiction de survol de la Bosnie. Il a annoncé une décision dans ce sens du Conseil de sécurité dans les prochains jours. A Genève, cependant, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kosyrev, ont exprimé leurs réserves sur une telle intervention.

par Claire Tréan

La menace d'une action militaire ponctuelle des Occidentaux en Bosnie-Herzégovine s'est faite plus précise ce week-end.

En abattant dimanche un appareil qui violait l'interdiction de survol au-dessus du sud de l'Irak, les responsables américains – ceux de l'administration Bush finissante comme ceux qui vont leur succéder – ont délivré un message qui ne s'adresse pas uniquement à Saddam Hussein et que les dirigeants serbes auront vraisemblablement entendu : les Etats-Unis sont décidés à faire respecter par la force la résolution de l'ONU qui, en octobre, a interdit à l'aviation serbe le survol de la Bosnie et qui n'a cessé d'être violée depuis.

La France, qui depuis des mois s'était abstenue de toute menace de cette nature en direction des forces serbes, paraît de son côté avoir sauté le pas. C'est du moins ce qui ressort des propos tenus dimanche sur France 2 par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, présentant comme *« acquis »* le principe d'une action militaire pour mettre fin aux violations de l'interdiction aérienne. *« La France prendra sa part dans l'action militaire lorsque celle-ci sera décidée, comme elle a pris sa part dans l'action diplomatique,* a notamment déclaré M. Dumas.

Il apparaît, comme cela vient de se produire en Irak, que des exemples doivent être faits pour faire respecter la décision du Conseil de sécurité interdisant le survol de la Bosnie. »

Lire la suite et nos informations page 3

La bataille du franc

Depuis l'été, le marché européen des changes a connu une série de week-ends meurtriers

par Erik Izraelewicz et Françoise Lazare

Mardi 22 septembre. Bloqués, inquiets et éberlués, les banquiers parisiens qui viennent d'assister, à Washington, à la grand-messe annuelle du Fonds monétaire international (FMI) attendent avec impatience le départ de leur métro à eux, le Concorde pour Paris. Dans le salon d'honneur d'Air France, à l'aéroport J.-F.-Kennedy de New-York, l'ambiance est, en ce mardi 22 septembre, électrique. *« Deux heures de retard »*, annonce l'hôtesse. Déconnectés temporairement du marché des changes, ils ne cachent pas leur nervosité – et celle qui règne autour du franc – après le petit « oui » des Français au référendum sur Maastricht.

Ils assistent cependant à une scène peu commune. Ils n'en comprendront le sens que bien plus tard. Là, sous leurs yeux, à quelques mètres, Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, et Philippe Lagayette, alors sous-gouverneur, entourent un Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, tout affairé au téléphone. Ils ne captent que quelques propos, d'apparence anodine. Usant d'un langage codé, le ministre vient en fait d'arrêter, avec son interlocuteur, Jean-Claude Trichet, resté à Washington, la riposte pour mettre à bas la spéculation contre le franc. Face à la plus gigantesque agression dont une monnaie ait jamais été l'objet ces dernières années, l'alliance franco-allemande vient d'être scellée. A Paris, au cours d'un entretien de deux heures entre M. Kohl et M. Mitterrand. A Washington, où, après deux jours de dures négociations, le « pack » français a réussi à convaincre les argentiers germaniques.

Lire la suite page 19

Liban : ne plus subir

En refusant son assistance aux Palestiniens expulsés par Israël, Beyrouth affirme l'autorité de l'Etat

MARJ-EZ-ZOUHOUR

de notre envoyée spéciale

C'est dans la neige, qui est tombée en abondance au Liban, que les quatre cent quinze Palestiniens expulsés par Israël ont passé leur dixième jour d'exil, et le froid est devenu leur principal ennemi.

« Nous avons passé la nuit à enlever la neige qui s'accumulait sur les tentes, de peur de les voir s'effondrer », nous a affirmé Nasser, l'un des expulsés. *« Cela ne peut pas continuer, ce n'est pas humain. »* La situation de deux des blessés, évacués vendredi 25 décembre de l'hôpital libanais où ils étaient soignés *(le Monde daté 27-28 décembre)*, est particulièrement préoccupante, et les médecins du camp qui les veillent ne cachent pas leur inquiétude quant à leur survie dans de telles conditions. Seul réconfort pour l'ensemble de ces hommes : des vivres et du kérosène leur sont parvenus, en petite quantité, des villages druzes et chiites voisins. Discrets sur les moyens employés pour leur acheminement, les Palestiniens se contentent d'affirmer qu'ils les ont payés, *« mais à un prix bien inférieur à leur valeur »*.

Victimes de l'épreuve de force engagée entre le Liban et Israël, c'est maintenant de l'envoyé spécial de l'ONU, M. James Jonah – qui devrait venir se rendre compte sur place de leurs conditions de survie, – que les Palestiniens attendent, sans trop y croire, une solution à leur drame.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite et nos informations page 6



Le nouvel âge de Greenpeace

Une multinationale verte

L'organisation écologiste Greenpeace est passée de l'ère des militants à celle des managers. Riche des quelque 150 millions de dollars que lui apportent annuellement ses quatre millions de donateurs, le mouvement, fondé par une bande de copains en 1971, est aujourd'hui organisé et géré comme une puissante multinationale, à partir de son siège d'Amsterdam.

Employant plus de mille salariés à plein temps, ses trente bureaux à travers le monde font de Greenpeace l'organisation écologique la moins nombreuse en adhérents, mais la plus prospère, donc la plus efficace.

Elle dispose d'une flotte de sept navires opérationnels avec une centaine d'hommes d'équipage et, pour assurer les liaisons avec la terre, d'un centre de retransmission par satellite. Le seul budget de la division marine de Greenpeace, à Amsterdam, est de 5,8 millions de dollars (30 millions de francs), dont la moitié sert à payer les équipages. Au total, la division marine absorbe 14 % du budget de Greenpeace International. Dirigé par Steve Sawyer, un Américain diplômé de philosophie et d'astronomie, le mouvement donne ainsi l'impression d'être partout. Ainsi, après avoir fait le siège de Cherbourg, en novembre, pour gêner l'embarquement de plutonium sur l'*Akatsuki-Maru*, les militants seront au Japon pour l'arrivée du navire début janvier. Entre-temps, ils ont affrété un remorqueur, puis un avion pour le suivre à la trace : coût de l'opération, plus de 3,5 millions de francs.

En crise permanente, la branche française n'a jamais pesé d'un grand poids dans l'organisation internationale ; elle ne s'est jamais remise de l'affaire du *Rainbow Warrior*...

Lire page 8 l'enquête de ROGER CANS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Un entretien avec Jacques Schlanger

« La vie des idées nous est aussi indispensable que l'oxygène »

Professeur de philosophie à l'université hébraïque de Jérusalem, Jacques Schlanger, qui a fait ses études en France et a publié une dizaine d'ouvrages en français, est un penseur original qui suit son chemin sans tapage. Après deux livres consacrés au philosophe juif du XIe siècle Salomon Ibn Gabirol (Brill, 1968 ; Aubier-Montaigne, 1971), la réflexion de Jacques Schlanger s'est orientée vers une analyse des différents aspects de la construction de la connaissance.

Depuis la Structure métaphysique, *texte centré sur l'œuvre de Plotin (PUF, 1975) jusqu'à* la Situation cognitive *(Klincksieck, 1990), en passant par* Objets idéels, une théorie du savoir *et* l'Activité théorique *(Vrin, 1978 et 1983) ou par son essai, très accessible, intitulé* Solitude du penseur de fond *(Critérion, 1990), ce philosophe se demande d'où viennent et comment s'organisent ces édifices que nous appelons des philosophies, des sciences, ou plus généralement des théories.*

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il expose quelques éléments de ses conceptions concernant le développement de l'univers des idées et son caractère indispensable à l'existence humaine. Il évoque également le type d'imagination propre aux métaphysiciens et l'idéal du sage aujourd'hui.



« On considère souvent le domaine de la philosophie comme un monde à part, abstrait, difficile, voire inutile – en tout cas réservé à quelques-uns seulement. C'est à vos yeux, je crois, tout l'inverse qu'il faudrait dire....

– Il me semble que la vie des idées est aussi indispensable à notre existence la plus quotidienne que l'oxygène. Même quand nous l'ignorons, nous vivons dans les idées. Une personne qui n'aurait plus d'idées, plus du tout, ne vivrait plus. Si nous imaginons un être humain qui mange, boit, digère, dort, etc., sans avoir jamais la moindre idée, nous pouvons même nous demander si c'est encore, véritablement, un être humain.

» Je suis convaincu que les idées sont pour ainsi dire un élément naturel de la vie humaine. Nous vivons enveloppés d'idées et d'objets idéels, tout comme nous vivons dans des environnements de réalités matérielles. Sans être entourés par des châteaux d'idées qui constituent notre monde et notre rapport à la réalité, nous ne serions pas en mesure d'exister humainement.

– Que tous les humains parlent et pensent, et qu'ils aient en ce sens une vie intellectuelle, c'est une évidence. Cela signifie-t-il pour autant que tous soient philosophes, ou puissent l'être, ou doivent l'être ?

– N'allons pas trop vite. Je voulais simplement, en premier lieu, rappeler que l'opposition entre un monde des idées, qui serait abstrait et spécialisé, et un monde de la vie courante, qui lui serait réel, concret, etc., est une fausse opposition. Une telle coupure n'a pas de sens ! On ne la rencontre que dans les propos de ceux qui ne réfléchissent pas suffisamment.

» Que sont donc ce que nous appelons l'humanité, l'histoire, les droits de l'homme, la vérité, la justice, etc., sinon des idées ? Nous vivons en elles et parmi elles. Nous nous engageons pour elles, nous nous battons pour elles, et il arrive qu'on meure pour elles. Même si les idées diffèrent selon les époques ou selon les cultures, il n'y a pas de monde humain sans des enveloppes idéelles dans lesquelles il se déploie, se développe et se meut.

– Cela ne dit encore rien des philosophes...

– Effectivement ! Il ne faudrait surtout pas accorder aux philosophes je ne sais quel privilège insensé. Ils n'ont pas l'exclusivité de la pensée ni le monopole des idées ! Les scientifiques, les artistes, les théologiens et d'autres encore sont aussi des gens qui entretiennent un lien particulier et fondateur avec le monde des idées, dans la mesure où ils s'efforcent, chacun à leur manière, de penser le monde.

La particularité des philosophes, à mes yeux, c'est qu'ils s'occupent essentiellement des idées. Ils se consacrent à elles exclusivement. Ils les aiment, ils prennent plaisir à être en contact avec elles, à les manipuler, à jouer avec elles en les retournant dans tous les sens. Ils aiment jouer avec les idées comme l'enfant-éboueur de Fourier trouve son plaisir à jouer avec les ordures, et le poète avec les mots.

> *« On peut considérer les philosophes comme des écologistes de l'esprit »*

Il y a véritablement une part de jeu dans ce qu'ils font, mais c'est un jeu très sérieux. En effet, on peut considérer les philosophes comme des écologistes de l'esprit, comme des spécialistes de l'entretien, de la réparation, de la modification, de la construction des châteaux d'idées dans lesquels nous vivons. Il y a donc une part de jeu, mais aussi une part d'audace.

» Vouloir œuvrer dans le monde des idées est en effet plus audacieux qu'il n'y paraît. Il faut de l'endurance, de la résistance pour être philosophe. Il faut s'obstiner, s'acharner ; la philosophie est une activité difficile qui demande du caractère. Ce jeu et cette audace ont directement trait à notre manière de vivre et engagent, en fin de compte, toute notre existence.

– De quelle façon ?

– Si vous m'accordez que nous vivons, en tant qu'êtres humains, dans des châteaux d'idées, et que les philosophes sont ceux qui se consacrent à entretenir, réparer, modifier, parfois, de tels châteaux, il me semble que vous devrez conclure qu'ils ont finalement une importance bien plus grande qu'on ne veut généralement le reconnaître...

» Encore une fois, je ne dis pas qu'ils sont les plus importants ! On a eu tendance, trop souvent et trop longtemps, à considérer la philosophie comme un summum. Les philosophes, et en particulier les métaphysiciens, ne sont ni les propriétaires exclusifs de la pensée et de la vérité ni les maîtres de la conscience universelle. Mais il ne faut pas tomber dans l'excès inverse et les tenir pour méprisables ou négligeables. Mieux vaut simplement les voir à leur place, qui est une place très importante.

– Pourquoi les métaphysiciens vous paraissent-ils plus particulièrement importants ?

– Parce que la métaphysique est l'art – au sens de l'artisan aussi bien que de l'artiste – de créer pour notre monde des enveloppes d'idées, de dessiner des configurations pour nos châteaux d'idées. Et, comme dans tous les artisanats, certaines propositions sont meilleures que d'autres. Elles sont plus intéressantes ou plus riches de possibilités.

» Si un tel travail est important, c'est parce que les gens vivent avec les idées, alors que peu d'entre eux peuvent en inventer. Ceux qui y parviennent sont rares, et les autres utilisent leurs constructions. Nous mettons sans cesse les idées en œuvre, qu'il s'agisse de la démocratie, de la justice, des questions morales, de la vérité, etc. C'est pourquoi il ne faut pas négliger la nourriture d'idées ni ceux qui travaillent à son élaboration.

– En parlant de nourriture, d'oxygène, d'enveloppe, d'habitation..., vous suggérez le caractère vital, presque organique, des systèmes d'idées dans nos existences. Construire un monde d'idées, est-ce aussi, à vos yeux, un processus de type organique ?

– En un sens, mais il faut préciser. Quand on étudie l'histoire de la philosophie, on ne cesse de passer en revue des mondes d'idées possibles, qui nous paraissent plus ou moins proches ou convaincants. Chacun de ces mondes possède sa logique interne. Mais cette cohérence interne n'est pas uniquement d'ordre intellectuel. Pour prendre une métaphore naturaliste – ce n'est évidemment qu'une métaphore, – les métaphysiciens me paraissent procéder comme les huîtres. C'est autour d'un grain de sable que l'huître, en l'enveloppant de nacre, fabrique une perle.

» Le « grain de sable » des métaphysiciens, c'est un fragment de la réalité (ou une fiction qu'ils croient réelle, ce qui revient au même), à partir et autour desquels ils bâtissent un monde d'idées capable d'intégrer cette donnée tout en expliquant la totalité du monde, ou le maximum d'aspects du monde.

» Par exemple, le « grain de sable » de Platon est la constatation (incontournable pour lui) que nous possédons une âme et qu'elle est séparée du corps. A nos yeux, il peut s'agir d'une fiction ou d'une erreur. A ses yeux, c'est un fait aussi réel que la présence d'autrui. Et c'est à partir de ce « grain de sable » que Platon élabore, de proche en proche, l'ensemble de sa métaphysique. Il s'efforce, en effet, de comprendre ce qu'est cette âme, comment elle se souvient, pourquoi elle oublie ou s'égare, de quelle manière elle se rapporte à d'autres âmes, etc. Les questions de fond de Platon (qu'est-ce que le monde ? qu'est-ce que le bien ?) trouvent une réponse en relation avec cette donnée : l'âme est séparée et immortelle.

» Le point de départ sera évidemment différent chez d'autres philosophes. Mais il me semble que le même geste leur est commun à tous : chercher à comprendre le monde à partir d'une donnée qui leur paraît impossible à écarter ou à supprimer, en produisant une enveloppe idéelle nouvelle, un nouveau monde d'idées, capable d'inclure cette donnée et toutes ses conséquences.

– Doit-on en conclure qu'un type particulier d'imagination est à l'œuvre dans ce travail créateur des philosophes ?

– Je le crois. Il y a, en quelque sorte, une poétique des idées, et surtout un « imaginaire idéel » qui autorise la construction d'un système plus ou moins complet, tout comme il y a un imaginaire propre aux mathématiciens, aux physiciens ou aux artistes. Pour bâtir un nouveau monde d'idées, ce ne sont pas uniquement des lectures et des facultés logiques qui sont requises. Il me semble qu'un don personnel est également nécessaire, qui permet l'élaboration de montages, leur expérimentation en pensée, leur agencement en ensembles de plus en plus vastes autour de ce noyau.

» Cet imaginaire métaphysique est peu répandu, surtout de nos jours. Il en est peu d'exemples contemporains. Whitehead, par exemple, a eu un tel don. Il part de la « vérité » de la théorie de la relativité. Si cette théorie est vraie, elle devient un élément de la réalité, comme une table ou une chaise. Et il faut alors se demander comment le monde se reconstruit autour de ce noyau de vérité, d'une manière nouvelle. C'est ce qui l'amène, entre autres, à considérer les objets comme des événements, des processus, des transformations et non plus des entités fixes. Et voici un nouveau château d'idées qui se précise, même si Whitehead croit qu'il n'est qu'une note en bas de page de l'œuvre de Platon.

> *« Nous savons bien que nous ne sommes pas sages, mais nous rêvons de l'être »*

– Vous qui êtes francophone et vivez hors de France, comment percevez-vous la vie philosophique dans notre pays ?

– J'ai une grande admiration pour beaucoup d'écrivains, et pour quelques philosophes. Mais trop d'esprits qui avaient des choses importantes à dire ont laissé perdre le philosophe qu'ils auraient pu être. A mes yeux, il y a ceux qui regardent autour d'eux pour plaire, et ceux qui obstinément s'occupent de construire leurs châteaux d'idées. Je préfère ces derniers.

– C'est un jugement moral ?

– C'est plutôt, de mon point de vue, un jugement esthétique. Je suis très sensible à la beauté de la sagesse. Si nous avons de l'amour pour les idées, si nous prenons la peine, la joie, le risque d'explorer des mondes d'idées, il est clair que ce n'est pas seulement pour le plaisir d'un jeu purement intellectuel. L'image du sage, de celui qui gouverne sa vie avec dignité, qui a compris que la mort n'est pas à craindre et que l'œuvre de pensée n'est pas vaine, cette image nous fascine toujours. Nous savons bien que nous ne sommes pas sages et que, peut-être, nous ne le serons jamais, mais nous rêvons encore de l'être. Respirer en philosophe, regarder autrement, prendre distance envers soi-même, se regarder être et vivre, *« sculpter sa propre statue »*, comme le dit si bien Plotin, cela nous concerne. Les figures de Socrate, de Diogène, d'Epicure nous attirent toujours.

» Si elles nous paraissent admirables, c'est avant tout parce que de tels hommes nous paraissent beaux. Bien sûr, Socrate était laid, Plotin avait une maladie de peau etc., mais leur beauté intérieure est sans doute l'aspect des philosophes de l'Antiquité qui nous fait rêver. Si nous tentons d'être sages, si nous désirons rester dignes, c'est uniquement, me semble-t-il, parce que nous avons l'ambition d'être le plus beaux possible. »

Propos recueillis par **ROGER-POL DROIT**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Dans un discours à la nation serbe

M. Milosevic évoque la paix et la lutte contre la corruption

S'adressant à la nation à l'occasion de sa réélection, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, a plongé, samedi 26 décembre, une partie des téléspectateurs dans la perplexité : dans un discours tranchant avec le bellicisme de sa campagne électorale, il a exprimé sa volonté d'aider à rétablir une paix *« juste et durable »* dans l'ex-Yougoslavie, de relancer l'économie et de se battre contre la criminalité et la corruption.

BELGRADE

de notre correspondante

Qu'il s'agisse d'une manœuvre politique ou de l'annonce d'un *revirement*, les *déclarations* de M. Slobodan Milosevic ressemblaient à celles qu'aurait pu faire son rival le premier ministre yougoslave, *M. Milan Panic, qui*, en prônant une politique de paix et de conciliation, n'a obtenu que 34,02 % des suffrages exprimés. Au moment où la communauté internationale doit décider d'une éventuelle intervention militaire et où les plus hauts représentants politiques et militaires de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) s'apprêtent à se réunir le 2 janvier à Genève pour tenter de négocier une fois de plus la fin des hostilités, M. Milosevic prend l'initiative en se déclarant prêt à apporter *« son aide au rétablissement de la paix »* dans l'ex-Yougoslavie et notamment en Bosnie-Herzégovine. *« Pour que la paix soit durable, elle doit être juste et pour être juste, elle doit respecter les intérêts de tous les peuples »*, a-t-il précisé.

Mais M. Milosevic a aussi annoncé qu'il allait *« créer de nouveaux emplois et relever le niveau de vie »*. Pendant sa campagne, il avait *affirmé* que l'embargo *international* était un *« stimulant »* pour l'économie serbe qui avait, selon lui, assez de ressources pour vivre en autarcie. Aujourd'hui, il parle investissements et relance économique, une priorité dans un pays touché par une hyperinflation (près *de 20 000 % en 1992). En cinq ans* – depuis que M. Milosevic est arrivé sur le devant de la scène politique – le PNB a baissé de 41 %.

« Toutes les forces réunies »

Ces propos peuvent surprendre au moment où deux chefs de milices *paramilitaires serbes* figurant sur la liste des « criminels de guerre » établie par le département d'Etat américain entrent au Parlement serbe. D'autant plus que M. Milosevic avait souligné récemment l'estime qu'il avait pour M. Vojslav Seselj, le chef ultrana*tionaliste* serbe *dont les milices* sont accusées d'exactions en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. M. Zeljko Raznjatovic, dénommé Arkan et qui représentera désormais le Kosovo (province du sud de la Serbie) à l'Assemblée de Serbie, est, pour sa part, accusé d'exécutions sommaires en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, et notamment à Brcko (nord de la Bosnie), où il aurait, selon des sources américaines, ordonné l'exécution de 3 000 Musulmans.

Au lendemain des élections du *20 décembre, qui ont vu une montée* en force des ultranationalistes serbes, la position de M. Milosevic est délicate. S'il a été réélu avec *56,32 % des suffrages, son parti* socialiste n'a plus la majorité absolue aux Parlements serbe et fédéral yougoslave. Une coalition avec le Parti radical (SRS) de M. Seselj lui apporterait la majorité des deux tiers dans les deux assemblées, mais le desservirait à l'étranger. Aussi a-t-il précisé, dans son discours, qu'il comptait sur *« toutes les forces réunies »* du pays. M. Milosevic aurait-il fléchi face aux menaces d'intervention et s'apprêterait-il à former un gouvernement de coalition ? Ou chercherait-il *à former un gouvernement* minoritaire socialiste, mais avec une plate-forme acceptable pour l'opposition ? Dans tous les cas, M. Milosevic cherche à gagner du temps pour préserver les conquêtes territoriales d'une guerre que ses troupes alliées ont déjà gagnée en Bosnie-Herzégovine. Comme il l'avait fait en décembre 1991 lorsqu'il avait finalement accepté, sous la *pression internationale*, le *plan* de paix de M. Cyrus Vance qui, faute d'application stricte, n'a fait que geler les acquis serbes en Croatie.

FLORENCE HARTMANN

MM. Boutros-Ghali et Kozyrev expriment leurs réserves sur une éventuelle intervention en Bosnie

GENÈVE

de notre correspondante

C'est en champion d'une solution négociée au conflit qui ensanglante la Bosnie-Herzégovine que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a mené divers entretiens – officiels et officieux – samedi 26 et dimanche 27 décembre à Genève. Il a trouvé un allié sans réserve en la personne du ministre des affaires étrangères de Russie, M. Andreï Kozyrev, pour qui *« il est parfaitement indiqué de faire porter l'accent sur un processus politique plutôt que sur le recours à la force, laquelle dans cette situation serait non seulement contre-productive, mais aurait des conséquences imprévisibles »*.

M. Kozyrev a précisé que les réserves du secrétaire général de *l'ONU et les siennes concernaient* également une éventuelle intervention militaire pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie.

Dans les milieux internationaux, certains se sont étonnés que M. Boutros-Ghali, qui s'est pourtant longuement entretenu sur le problème des droits de l'homme avec M. Kozyrev, n'ait pas encore mis à profit sa présence dans la capitale des droits de l'homme qu'est Genève pour élever la voix contre « l'épuration ethnique » en Bosnie et ait passé quasiment sous silence les persécutions que cette pratique inflige à des populations civiles.

Un certain optimisme

Le secrétaire général a fait montre d'un certain optimisme, notamment en ce qui concerne l'acheminement de l'aide humanitaire et, plus généralement, l'évolution de la situation. Il s'est félicité de l'ensemble des dispositions mises en place par l'ONU pour encourager les pourparlers.

C'est dans ce cadre que dimanche le président croate *Franjo Tudjman* et le *président* bosniaque musulman Alija Izetbegovic se sont rencontrés deux fois au Palais des Nations, en présence de Lord Owen *et de M. Cyrus* Vance, et une troisième fois sans témoin étranger.

Le porte-parole des deux coprésidents de la conférence de l'ex-Yougoslavie, M. Fred Eckhard, a parlé de progrès et de rapprochement des positions. Il ne s'agissait toutefois que de préparer la réunion du 2 janvier, toujours à Genève, à laquelle doivent également prendre part les représentants serbes.

ISABELLE VICHNIAC

□ **M. Emmanuelli se prononce pour des *« zones de sécurité militairement protégées »*.** – M. Henri Emmanuelli, président (PS) de l'Assemblée nationale, affirme dans *le Journal du dimanche* du 27 décembre que *« la France doit exiger de l'ONU et de l'Europe la mise en place de zones de sécurité militairement protégées, à commencer par la ville de Sarajevo ». « Quant aux moyens militaires*, ajoute-t-il, *il faut que l'on nous explique les déclarations contradictoires des différents chefs d'état-major qui se succèdent dans l'inobservation de leur devoir de réserve. »*

La France « prendra sa part » à une action militaire

Suite de la première page

En réalité ce n'est pas la première fois que M. Dumas se prononce dans ce sens. Il l'avait fait notamment au conseil européen d'Edimbourg, le 12 décembre, et le président de la République avait alors annoncé que la France allait saisir le Conseil de sécurité des Nations unies d'un nouveau projet de résolution. Depuis cette date, cependant, les négociations, auxquelles ne participent pour l'instant que Français, Britanniques et Américains, ont achoppé à New-York sur la nature et les modalités d'une intervention occidentale (*le Monde* du 25 décembre). Français et Britanniques s'opposaient en effet aux Américains sur trois points : le délai dont il convient ou non d'assortir la menace, la portée de l'intervention elle-même et les mécanismes de décision. Les Américains sont en effet partisans de punir sans délai les infractions déjà commises, *y compris* par la destruction au sol de certaines cibles des forces serbes, dont les aérodromes. Ils souhaitent d'autre part que les *états-majors occidentaux qui* participeront à ces opérations punitives en gardent le contrôle.

Dissuasion ou intervention ?

Les dirigeants français, de même que les Britanniques, qui, comme eux, craignent des représailles serbes contre leurs contingents de « casques bleus » *stationnés* en Bosnie, sont partisans d'actions beaucoup plus finement dosées. Ils souhaitaient d'autre part, la semaine dernière encore, qu'aucune menace ne soit mise à exécution avant que l'on connaisse l'issue des nouvelles tentatives diplomatiques actuellement menées à Genève auprès des différents belligérants sous l'égide de MM. David Owen et Cyrus Vance, et qui doivent culminer le 2 janvier avec une nouvelle réunion de la conférence internationale, à laquelle participera notamment le président bosniaque Izetbegovic.

Bref, alors que les Etats-Unis semblaient prêts à prendre le risque d'un engrenage militaire, Français et Britanniques s'efforçaient de jouer plutôt la dissuasion et de ne pas sacrifier les actions diplomatiques et humanitaires à une opération de police contre des violations de l'espace aérien bosniaque dont ils contestent la portée.

Si l'on en juge par les propos *tenus dimanche par M. Roland* Dumas, les positions françaises ont quelque peu évolué, sans doute lors de la réunion qui a eu lieu la semaine dernière à l'Elysée avec les ministres et responsables militaires concernés. Une intervention, a dit M. Roland Dumas, pourrait prendre la forme d' *« actions de force »* contre les avions serbes, *« éventuellement contre les aires de décollage de ces avions et contre les hélicoptères s'il s'en trouve »*. L'idée de bombarder les aérodromes aux mains des Serbes, à laquelle la France s'opposait, n'est plus exclue, encore que le ministre ne semble toujours l'envisager à ce stade que comme une menace et ne se soit pas explicitement rallié au projet américain de frappes dites *« préventives »*. Une nouvelle réunion doit avoir lieu mardi à New-York entre représentants français, britanniques et américains.

Paris plaidait d'autre part, contre Washington, pour que le secrétaire général de l'ONU garde la maîtrise d'éventuelles opérations de recours à la force, ce qui était aussi une garantie de retenue. Les déclarations faites ce week-end à Genève par l'intéressé font tomber d'elle-même cette revendication :



M. Boutros-Ghali, qui se déclare hostile au recours à la force dans *l'ex-Yougoslavie, ne veut pas de* cette responsabilité. Il faudrait, pour en venir là, lui forcer la main, comme on le fit il y a deux ans avec son prédécesseur à propos de l'Irak.

Mais M. Boutros-Ghali ne parlait pas seul à Genève. Il était en compagnie de M. Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, qui, pour des raisons de politique intérieure, est en train de se départir de la réserve observée jusqu'à présent par Moscou à propos *du conflit dans l'ex-Yougoslavie*. M. Kozyrev avait en quelque sorte annoncé la couleur en mimant, la semaine dernière devant ses homologues des pays membres de *la* CSCE réunis à Stockholm, le discours que pourrait tenir en faveur de la grande Serbie un conservateur partisan de la grande Russie. Sans aller jusqu'à reprendre de tels propos à son compte, M. Kozyrev s'est clairement prononcé dimanche contre une intervention militaire occidentale dans l'ex-Yougoslavie, quand bien même elle n'aurait que l'objectif limité de faire respecter l'interdiction de survol de la Bosnie.

D'autres voix se sont aussi élevées ce week-end, en Grèce, pour mettre en garde contre une telle action militaire occidentale. Les responsables français, qui n'ont fini par hausser le ton que sous la pression des Etats-Unis et celles des dirigeants des différents partis politiques, qui se sont multipliées la semaine dernière, devraient s'en réjouir.

CLAIRE TRÉAN

A Genève

Les Etats-Unis et la Russie tentent de boucler l'accord de désarmement stratégique START-II

Le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, devait rencontrer, lundi 28 décembre, à Genève son homologue russe, M. Andreï Kozyrev, pour tenter de réduire les derniers obstacles à un accord sur le désarmement stratégique (START-II).

Parlant aux journalistes qui l'accompagnent, M. Eagleburger a estimé que ses entretiens avec son homologue russe pouvaient conduire avant mardi à un accord sur le traité Start-II. *« Les chances que nous aboutissions sont supérieures à 50 % »*. Il a précisé que si *« les idées et le langage »* des deux parties étaient compatibles, la mise au point d'un accord ne nécessiterait pas plus de vingt-quatre *heures. La rédaction d'un traité* prendrait trois jours de plus, et START-II pourrait être signé par MM. Bush et Boris Eltsine après le *jour de l'An.*

Les négociations durent depuis l'annonce, le 17 juin, à Washington, par les présidents Bush et Eltsine, de leur intention de réduire des deux tiers leurs arsenaux stratégiques. Le traité doit permettre de faire passer en dix ans le nombre des armes stratégiques de chacun de quelque 10 000 à 3 500.

Il prévoit l'élimination des missiles à longue portée et à têtes multiples de l'ex-URSS, les SS-18 et 19, qui ont constitué l'armature de sa puissance nucléaire et une menace directe contre les villes américaines. Washington, de son coté, réduirait de moitié le nombre de ses missiles à têtes multiples embarqués sur des sous-marins.

« Détails techniques »

Toutefois le bouclage de la négociation bute sur ce que Washington a appelé pendant longtemps des *« détails techniques »*, constitués *essentiellement par des demandes* russes. Le secrétaire d'Etat a laissé entendre que les Etats-Unis étaient disposés à prendre en considération les demandes formulées lors de sa dernière rencontre avec M. Kozyrev à Stockholm il y a deux semaines. Il a en effet indiqué que les délégations discutaient du nombre des silos de SS-18 qui devaient être détruits, modérant ainsi l'exigence américaine que tous le soient.

M. Eagleburger a également laissé entendre que la Russie pourrait conserver des SS-19 avec une tête nucléaire alors qu'il était prévu que tous soient éliminés.

Il a indiqué également que la question des bombardiers était un problème pour les Américains. La question est de savoir comment les armes embarquées dans ces avions seront comptées, dans la mesure où, jusqu'à présent, un avion était considéré comme une arme en soi sans tenir compte du nombre de têtes nucléaires qu'il emportait. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : trente morts en deux jours.** – La police sud-africaine a indiqué, samedi 26 décembre, que trente personnes ont trouvé la mort en deux jours, dont une dizaine lors de violences à caractère politique. A Sebokeng, *dans la région minière du Vaal*, trois hommes ont été tués dans un foyer pour travailleurs migrants. – *(AFP.)*

□ **BANGLADESH : Dacca dément rapatrier de force des réfugiés birmans.** – Le ministre bengalais des affaires étrangères a démenti, samedi 26 décembre, les accusations du Haut-Commissariat des *Nations unies pour les réfugiés* (HCR) et du département d'Etat américain selon lesquelles des réfugiés birmans ont été rapatriés de force. *« A ce jour, seulement 4 000 refugiés sont rentrés* (en Birmanie), a indiqué M. Reaz Rahman. *S'ils étaient rapatriés de force, ce nombre serait beaucoup plus élevé. »* Environ 250 000 réfugiés birmans musulmans, ou Rohingyas, se trouvent actuellement dans des camps au Bangladesh. – *(AFP.)*

□ **CHINE : dix lamas tibétains condamnés à des peines de prison.** – Dix lamas tibétains ont été condamnés à des peines allant de cinq à neuf ans de prison pour avoir participé à des manifestations indépendantistes à Lhassa en février et en mai derniers, a rapporté, samedi 26 décembre, le Réseau tibétain d'information, une organisation de défense des droits de l'homme basée à Londres. La condamnation la plus lourde a *été prononcée, selon cette source*, contre un moine de vingt ans, Lobsang Dorje, accusé d'avoir incité une vingtaine de collègues à protester contre la présence chinoise devant le monastère du Jokhang. – *(Reuter.)*

□ **GHANA : l'opposition boycotte les élections législatives.** – Les quatre partis d'opposition qui réclamaient *une refonte* des listes électorales, fortement *« gonflées »* selon eux, et une enquête sur des fraudes dénoncées à l'issue du scrutin du 3 novembre, ont décidé de boycotter, mardi 29 décembre, l'élection des deux cents membres du Parlement. *Seules les trois formations* qui avaient constitué une alliance électorale pour soutenir M. Jerry Rawlings, lors de la présidentielle, devaient participer. – *(AFP.)*

□ **INDE : New-Delhi va acquérir le site de la mosquée d'Ayodhya.** – *Le gouvernement indien a décidé*, dimanche 27 décembre, d'acquérir le site de la mosquée historique d'Ayodhya, détruite par des fanatiques hindouistes le 6 décembre. Selon un communiqué officiel, un temple hindou et une mosquée y seront construits. D'autre part, environ deux mille hindous ont été arrêtés vendredi à Faizabad alors qu'ils tentaient de se rendre sur le site d'Ayodhya. – *(AFP.)*

□ **MALAWI : 133 personnes devant la justice pour « réunion illégale ».** – Arrêtées lors d'une manifestation de l'opposition, cent-trente-trois personnes accusées de *« réunion illégale »* et de *« complot en vue d'un délit »*, comparaîtront devant la justice fin décembre et courant janvier, a indiqué dimanche 27 décembre M. Harry Chiume, porte-parole de l'Alliance pour la démocratie (AFORD), qui doit lui-même comparaître le 30 décembre. Plus de 200 personnes avaient été arrêtées le 20 décembre à Blantyre, alors qu'elles manifestaient contre la condamnation à deux ans de prison de l'opposant Chakufwa Chihana, dirigeant de l'AFORD, le principal parti d'opposition. – *(AFP.)*

□ **NIGER : la nouvelle Constitution a été adoptée.** – Les Nigériens ont *adopté à une large majorité*, samedi 26 décembre, la Constitution qui entrera en vigueur à l'issue de la période de transition, en février ou mars prochain selon le calendrier prévu. Les résultats provisoires, rendus publics dimanche, et portant sur 70 % des 4 615 bureaux de vote, indiquent que les électeurs ont répondu « oui » à 89 % au projet qui leur était soumis par référendum, *54,4 % d'entre eux ayant participé* au scrutin. – *(AFP.)*

□ **PHILIPPINES : dix-huit catholiques assassinés dans le sud du pays.** – Dix-huit villageois catholiques ont été assassinés, vendredi 25 décembre, dans le sud du pays, a indiqué dimanche un porte-parole militaire, selon lequel les responsables seraient des bandits *musulmans*. L'armée vérifie les informations selon lesquelles ce massacre aurait été perpétré en représailles après le meurtre, par une milice gouvernementale, de plusieurs agriculteurs musulmans lors de la prière dans une mosquée. – *(Reuter, UPI.)*

□ **SÉNÉGAL : M. Abdou Diouf candidat à sa succession.** – Le chef de l'Etat sénégalais, M. Abdou Diouf, a été officiellement désigné, samedi 26 décembre, au cours du congrès du Parti socialiste, candi*dat à l'élection présidentielle* de février prochain. Il a affirmé que son nouveau mandat serait celui de la relance économique. D'autre part, les troubles dans la région de Casamance (sud du pays) ont fait de nouvelles victimes. Les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) auraient tué sept personnes ces derniers jours. – *(AFP, Reuter.)*

□ ***SRI-LANKA : soixante-dix morts lors d'un affrontement.*** – Un affrontement entre séparatistes tamouls et militaires a fait soixante-dix morts le 24 décembre dans le nord-est de l'île, a-t-on appris de source militaire. Une patrouille est tombée dans une embuscade tendue par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Quarante militaires ont été tués, vingt autres blessés, tandis que les assaillants auraient perdu trente hommes. – *(AFP.)*

□ **ZAÏRE : présentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur de France.** – Le nouvel ambassadeur de France au Zaïre, M. Philippe Bernard, a présenté, jeudi 24 décembre, ses lettres de créance au chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu Sese Seko. M. Bernard remplace à Kinshasa M. Henri Réthoré.

[Né le 21 mars 1931, M. Philippe Bernard est issu de l'Ecole de la France d'outre-mer. Il a été, ces dernières années, en poste à Ankara, à Rabat et à Caracas.]

EUROPE

Russie : Magadan, terre d'empire à la dérive

Dans l'Extrême-Orient russe en proie aux luttes d'influence régionales l'ancienne ville-bagne tente de survivre

MAGADAN

de notre envoyé spécial

Il faut un effort pour imaginer la distance entre Moscou et la statue de Lénine qui trône sur la place centrale de cette ville perdue : vingt-quatre jours de voiture... quand la route est praticable, les courts mois d'été ! L'éloignement explique peut-être pourquoi, à deux pas de Magadan, Oleg Victorovitch Volkov paraît se comporter comme si la guerre froide perdurait.

Il arme de missiles son Sukhoï-25, fait le plein, décolle, et bombarde sa cible en évitant les avions ennemis, identifiés sur son écran comme américains. Et cela plus d'un an après la tentative de putsch qui, à Moscou, fit mourir l'URSS. En fait, la mission d'Oleg est conduite, dans son bureau de commissaire divisionnaire de la milice, avenue du Prolétariat, sur une copie sud-coréenne d'ordinateur IBM, à l'aide d'une version piratée d'un jeu informatique américain ! *« A la prochaine partie*, lance-t-il, *je peux piloter un avion américain lancé contre une cible soviétique ! »*

Magadan, ville maudite du Goulag, édifiée autour de l'exploitation de prisonniers politiques par la dictature de l'ex-URSS, commence à sentir le vent d'asiatisation qui balaie les confins orientaux de l'empire russe. Ce finistère oriental de l'Asie a été rattaché à l'Europe en 1645, lorsque les Cosaques atteignirent la mer d'Okhotsk, après avoir assujetti les Yakoutes (Turcs). Ils ouvraient ainsi une période de voisinage délicat avec les Mandchous, dont le territoire s'étendait jusqu'à l'actuelle Vladivostok.

Le KGB toujours présent

Cette terre sera, par la suite, âprement disputée entre les tsars et un Japon soucieux d'affirmer sa puissance régionale – jusqu'au conflit de 1905, qui marquera un coup d'arrêt à l'expansion russe en Extrême-Orient. Ce n'est qu'en 1922 que la toute jeune République d'Extrême-Orient, pro-soviétique, reviendra au sein du nouvel empire « prolétarien » d'Europe... pour en devenir la poubelle politique. Les Soviets, il est vrai, n'innovèrent nullement : la Sibérie était devenue, dès le dix-huitième siècle, colonie de déportation.

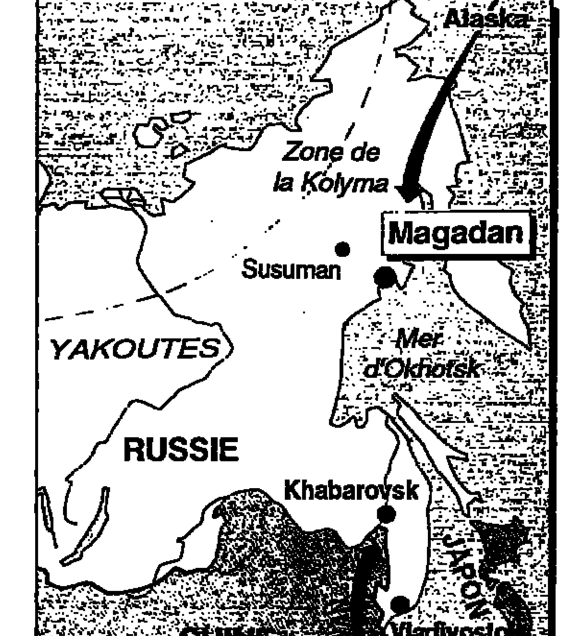
Magadan devint le centre de « triage » du Goulag après la découverte d'importants gisements d'or, à la fin des années 20. Par la suite, la zone de Kolyma, au nord, deviendra tristement célèbre pour avoir accueilli nombre de dissidents. Encore aujourd'hui, le folklore local, produit par quantité d'artistes-troupiers, chante Magadan comme un symbole du Kremlin rouge.

Le Kremlin n'est plus rouge, mais la distance fait que la politique moscovite paraît ici relever d'un autre pays. Huit fuseaux horaires, ce n'est pas rien. Pour économiser les transmissions, les informations télévisées nationales parviennent ici sous forme d'un condensé de bulletin. Alors Magadan hésite entre deux mondes : l'héritage du Goulag, et l'Asie dynamique des « tigres » économiques voisins – à quoi s'ajoute la « proximité » nord-américaine.

La persistance du monde ancien saute aux yeux. *« Le KGB est-il toujours ici ? »* A cette question, la réponse – hormis de la part des « guébistes » – est invariablement : *« En fait, oui. »* Et les vestiges du Goulag qu'on veut bien nous montrer, à bord d'un hélicoptère d'Aeroflot affrété par une équipe de télévision allemande, ne sont que la facette abandonnée, pour cause de vétusté, d'anciennes activités.

Au flanc d'une colline apparaissent les ruines désertées d'un camp de détention installé autour d'une mine de cobalt. L'endroit avait été délaissé en 1956, mais les bâtiments de bois sont restés debout, avec le mirador. Les dortoirs étaient agrémentés de bacs floraux au pied des fenêtres à barreaux de fer. Plus loin, ce sont les restes inquiétants d'une mine d'uranium désertée. On nous avertit de ne pas y mettre les pieds, en raison des radiations.

Officiellement, les prisons ne recèlent plus de détenus politiques, mais seulement des « droit commun ». Tel n'est pourtant pas l'avis de certains prisonniers que les autorités, après de longues négociations, nous autorisent à interroger dans l'ex-camp pour femmes, naguère appelé *« colonie AV 261/4 »* et devenu prison d'Uptar, près de l'aéroport. Ancien musicien, Leonid Tutov nous est tout d'abord présenté comme *« le journaliste qui édite le journal interne »* du camp. Il met les pieds dans le plat, devant ses geôliers et la caméra : *« En fait, le Goulag existe toujours. »* Leonid avait été interné *« pour délit d'opinion »*. Il est toujours assigné à résidence dans la prison. La conversation est brusquement interrompue quand il se lance dans la description de brutalités infligées aux prisonniers.



La visite de l'atelier où les détenus fabriquent des panneaux de béton pour préfabriqués donne lieu à un nouvel incident entre prisonniers et officiels. Cette fois, c'est à propos des conditions de détention : rareté des cigarettes (cinq paquets par mois), misère des vêtements (un pantalon par an), lenteur des améliorations du traitement des hommes (n'avoir plus la tête rasée...). Réponse des matons : *« Moscou est si loin, les ordres mettent longtemps à arriver... »*

Les instructions de la capitale ne semblent pas avoir mis fin à l'usage du mitard aux parois inclinées en « V », sans surface plane au sol, où le prisonnier ne peut ni s'asseoir, ni s'allonger, ni se tenir debout. *« Ce qu'on y fait ? On devient fou, c'est tout. »* Les accompagnateurs s'énervent. *« Si vous continuez, nous allons saisir la cassette vidéo et tout effacer. »* La transparence est encore limitée au fin fond de l'ex-archipel. Il ne nous a plus été possible, après ces scènes, de visiter d'autres centres d'internement.

L'ensemble urbain de Magadan, ruines modernes assorties d'une voirie lamentable, est à la hauteur du désastre soviétique. La statue de Lénine se dresse devant une façade de bâtiment en construction dont aucune des 168 fenêtres déjà posées n'est intacte. Dans des clapiers plus ou moins spacieux survivent quelques rescapés du Goulag, qui ne veulent guère se souvenir. Au musée est installée une exposition à la mémoire d'un temps peuplé, dit l'explicatif, d'un million et demi de forçats.

Sur cet univers règne une mafia qui se nourrit des trafics rendus possibles par l'ouverture limitée sur l'Extrême-Orient asiatique. Son quartier général est à l'Hôtel Magadan, établissement de réputation et d'allure assez sinistres. L'arrivée d'étrangers porteurs de devises fait ici l'effet d'un appel au larcin. Ou pis : un représentant en prêt-à-porter de Chine populaire a été assassiné dans sa chambre, en mai dernier ; ligoté à son lit, il a été battu à mort. *« Personne n'a rien entendu dans l'hôtel »*, raconte, résigné, le lieutenant Volkov.

Si les villes proches de la frontière sont d'évidentes cibles pour les marchands chinois, la présence de l'empire du Milieu se fait sentir jusque dans des localités reculées, comme Susuman, fief des chercheurs d'or, au nord de Magadan. Principale exportation chinoise visible dans les rues : la « doudoune » en plumes de canard, d'une couleur criarde, qui tranche sur la grisaille vestimentaire soviétique.

Le retour des Japonais

Chronologiquement, ce ne sont pas les ressortissants de la Chine, toute proche, qui ont ouvert la région aux affaires. Depuis des années, les hommes d'affaires japonais traînent dans le coin. A Khabarovsk, les firmes de commerce nippones ont installé assez d'agents pour justifier l'existence de restaurants japonais pratiquant les prix de Tokyo (pour un repas normal : six semaines de salaire d'un pilote d'Aeroflot).

Pour les Japonais, le secteur présente l'attrait d'une terre vierge. Un archéologue nippon nous a affirmé avoir découvert, près de Magadan, un site antique de la culture coréenne, sur lequel il écrira une étude sur *« l'origine du peuple japonais »*, vieille marotte pas toujours dénuée d'arrière-pensées économiques. A l'aéroport de Khabarovsk, un adolescent japonais fait le fier devant ses copines dans un uniforme soviétique acheté au marché noir.

Les *yakuza* (gangsters japonais) sont aussi très présents, si l'on en juge par le nombre de voitures nippones manifestement volées qui circulent, avec ou sans plaque d'immatriculation. La plupart portent encore la vignette japonaise. La milice de Magadan s'est d'ailleurs équipée de 4x4 nippons pour poursuivre les criminels : l'antique Jeep soviétique se faisait semer par les véhicules modernes des truands.

Autres nouveaux venus : les Américains d'Alaska. Avant même la dislocation de l'URSS, Magadan avait été jumelée avec Anchorage. Trois fois par semaine, en été, un vol de la compagnie Air Alaska dépose dans l'ex-capitale du Goulag son chargement de touristes, principalement du troisième âge, avant de rejoindre Khabarovsk. Parmi eux figurent surtout des Américains d'origine russe, ainsi que des amateurs de chasse ou de pêche.

Avec les touristes américains sont venus les évangélistes. Un temple baptiste est en construction à Magadan, derrière un panneau publicitaire orné d'un portrait du Christ. Un groupe de visiteurs de même confession a visité la prison d'Uptar et laissé aux gardiens une photo de groupe dédicacée de formules sentimentales : *« En souvenir d'un séjour émouvant, avec amour... »*

Les Chinois de Taïwan, enfin, ne sont pas en reste. L'une des deux compagnies aériennes de l'île, Evergreen, pose régulièrement ses gros porteurs à Khabarovsk. C'est, en fait, une Babylone du commerce asiatique qui se crée ici. Le Musée d'histoire militaire a fermé toutes ses salles à l'exception d'une seule, transformée en braderie de médailles. Tout s'y vend en dollars. Dans la cour finissent de rouiller quelques carcasses de blindés et un exemplaire d'« orgues de Staline ». L'aile arrière du bâtiment abrite une Association pour la coopération d'affaires avec les pays de la région Asie-Pacifique.

Ces frémissements capitalistes coexistent avec des scènes anachroniques, comme la prospection de l'or selon les méthodes utilisées au dix-septième siècle dans l'Ouest américain. A Susuman, entre les mois de gel, des hommes accroupis au fond d'un ruisseau lavent encore la pierre, avec planche de bois et piolet, pour en retirer la pépite qui, espèrent-ils, les rendra riches. A côté des exploitations d'Etat – archi-surveillées – des privés ont ainsi été autorisés à prospecter, contre une taxe représentant un tiers de leurs revenus. Certains n'hésitent pas à risquer jusqu'à quinze ans de prison pour se livrer sans permis à cette activité. Que ferez-vous quand vous aurez purgé votre peine, demande-t-on à l'un d'eux, qui s'est fait pincer. *« Je recommencerai. Que voulez-vous que je fasse d'autre, ici ? »*

FRANCIS DERON

□ **ALBANIE : cinq anciens responsables condamnés.** – L'ancien chef de la police de Shkoder (nord de l'Albanie), M. Capajev Taci, et quatre autres ex-responsables ont été condamnés, samedi 26 décembre, à des peines allant de quinze à vingt ans de prison, pour avoir ordonné, en avril 1991, de tirer contre des manifestants, dont quatre avaient été tués. – *(AFP.)*

□ **ALLEMAGNE : les handicapés seraient la cible des extrémistes de droite.** – Les handicapés vivant en Allemagne sont de plus en plus la cible des extrémistes de droite, indique M. Walter Hirrlinger, président de la VdK, une fédération représentant notamment les handicapés et les victimes de guerre, dans un entretien publié lundi 28 décembre par le quotidien *Express*. M. Hirrlinger cite un cas où des extrémistes ont éteint leurs cigarettes contre la gorge d'un handicapé. D'autres sont menacés verbalement : *« Avant, vous auriez été gazés »*, déclarent, par exemple, les agresseurs. Les incidents qui se multiplient montrent qu'*« à la haine contre les étrangers succède maintenant la violence contre les plus faibles de notre société »*, estime le président de la VdK. – *(AFP.)*

□ **ARMÉNIE : appel à l'aide internationale.** – Le président arménien Ter Petrossian a adressé, samedi 26 décembre, des messages aux présidents Eltsine, Bush et au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, demandant l'aide de la communauté internadont souffre le pays. Outre l'absence de chauffage dans les maisons, le métro d'Erevan a cessé de circuler samedi, et des dizaines de centraux téléphoniques ne fonctionnent plus. – *(AFP.)*

□ **ESPAGNE : manifestations pro et anti-ETA.** – Plusieurs milliers de personnes ont formé une chaîne humaine qui s'est étendue sur 1,5 kilomètre, dimanche 27 décembre dans le centre de Vitoria (province basque d'Alava), pour protester contre le terrorisme de l'organisation indépendantiste basque ETA. Le temps fort de la manifestation, organisée par des associations défendant les droits de l'homme, s'est produit au moment où d'anciens militants de l'ETA et des parents de victimes d'attentats se sont embrassés dans un geste de réconciliation. La veille, quelque huit mille personnes avaient participé à un rassemblement traditionnel de soutien aux détenus de l'ETA près de la prison de haute sécurité d'Herrera-de-la-Mancha (province de Ciudad Real, au sud de Madrid). – *(AFP, Reuter.)*

□ **M. François Mitterrand s'est entretenu avec le premier ministre turc.** – M. François Mitterrand, actuellement en visite privée en Turquie *(le Monde* du 26 décembre), a rencontré samedi 26 décembre dans la station balnéaire de Kemer, sur le littoral méditerranéen, près d'Antalya, le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel. Le chef de la diplomatie turque, M. Hikmet Cetin participait à l'entretien. *« J'ai demandé à M. Mitterrand d'user de son influence personnelle sur l'Arménie pour un cessez-le-feu dans le conflit armé entre Arméniens et Azerbaïdjanais au Nagorny-Karabakh »*, a déclaré M. Demirel, cité par l'agence de presse semi-officielle Anatolie, à l'issue de l'entretien, qui a porté sur les relations entre Ankara et Paris ainsi que sur la situation en Bosnie-Herzégovine, a ajouté M. Demirel. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le procureur chargé de l'« Irangate » devrait convoquer M. Bush après le 20 janvier

WASHINGTON

de notre correspondant

Le journal politique tenu par M. George Bush depuis novembre 1986 suscite aujourd'hui toute l'attention de la presse. Ces notes dactylographiées par ses collaborateurs, qu'il dictait lui-même en fin de journée sur une minicassette, se retrouvent au cœur de « l'Irangate », le scandale des armes vendues clandestinement à l'Iran par l'administration Reagan en 1985-1986, depuis que M. Bush, usant de son droit de grâce, a, la semaine dernière, accordé son « pardon » aux derniers protagonistes de cette affaire. Ce geste a suscité la colère du procureur indépendant Lawrence Walsh, qui s'apprêtait à requérir, début janvier, contre une des « vedettes » de « l'Irangate », l'ancien secrétaire à la défense M. Caspar Weinberger, et ce après six ans d'instruction et une note de frais d'enquête de quelque 35 millions de dollars (d'argent public).

Le juge Walsh a affirmé qu'il se retournait contre M. Bush lui-même et qu'il le convoquerait sans doute après le 20 janvier – date de la passation des pouvoirs à M. Bill Clinton – pour l'entendre et obtenir certaines pièces manquantes de ce fameux « journal » politique. Préparant ses valises avant de quitter la Maison Blanche, M. Bush avait, le 11 décembre dernier, transmis l'essentiel de son « journal » au juge Walsh ; démarche bien tardive et surprenante puisque le président affirmait depuis longtemps avoir donné au procureur tous les documents qui pouvaient l'intéresser.

« Il y a des trous » concernant *« des mois importants »*, a dit M. Walsh, assurant qu'il userait de ses pouvoirs judiciaires pour se faire remettre l'essentiel du « journal ». La Maison Blanche se dit tout à fait disposée à obtempérer : le « journal », pièces manquantes comprises, ne serait rien d'autre qu'un carnet de route politique personnel tenu par M. Bush à partir de janvier 1986, date à laquelle, encore vice-président, il avait décidé de se lancer dans la course à la présidence.

Une double infraction criminelle

L'« Irangate » entacha sérieusement le deuxième mandat du président Ronald Reagan. Certains hauts fonctionnaires de la Maison Blanche et de la CIA ont commis une double infraction criminelle : en vendant des armes à l'Iran (contrairement à la loi), pour obtenir la libération des otages américains de Beyrouth (contrairement à la politique proclamée), puis en se servant des fonds ainsi recueillis pour procurer des armes à la rébellion de la Contra nicaraguayenne (là encore en violation de la loi). Le président Reagan a dit que l'opération avait été montée à son insu par des collaborateurs trop zélés. Nommé pour trouver d'éventuels responsables politiques, le juge Walsh est convaincu que nombre de membres du gouvernement de l'époque – à commencer par M. Weinberger – ont menti au Congrès et à la justice pour « couvrir » le président Reagan.

M. Bush, alors vice-président, a toujours indiqué ne pas avoir été tenu au courant de tous les détails de l'affaire. Il savait que des armes avaient été vendues à l'Iran et n'ignorait sans doute pas non plus que l'opération était destinée à amadouer les preneurs d'otages ; il n'a, en revanche, jamais été prouvé que le vice-président savait que l'argent des ventes d'armes allait à la Contra. Certains avancent la thèse suivante pour expliquer le « pardon » de la semaine dernière : si le procès Weinberger avait eu lieu, M. Bush aurait pu être convoqué comme témoin et être obligé de déposer sous serment devant la justice.

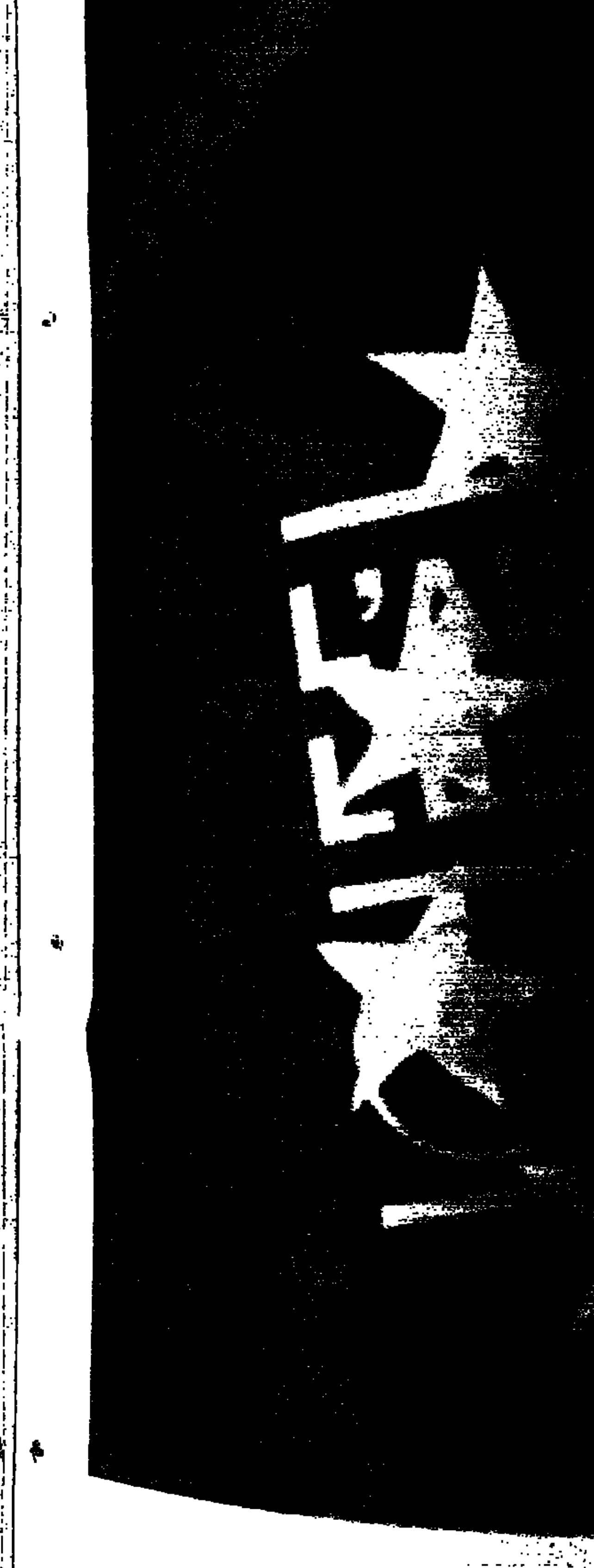
Apparemment, M. Bush n'a plus grand-chose à craindre. Si la majorité démocrate au Congrès ordonne – comme elle l'a annoncé – une enquête sur ces grâces, cela ne devrait pas aller bien loin : nombre de ténors démocrates au Sénat et à la Chambre, proches de M. Weinberger, n'étaient pas opposés au « pardon » présidentiel pour mettre un terme à une affaire qui n'en finit plus et à laquelle la majorité des Américains ne comprennent plus rien.

Ce dossier refermé, ou presque, la présidence Clinton s'annonce avec un autre scandale politico-judiciaire qui, durant les quatre années à venir, devrait alimenter copieusement journaux et investigations judiciaires. C'est l'affaire de l'enquête menée il y a quelques mois à la section des passeports du département d'Etat ; il s'agissait de savoir si l'étudiant Bill Clinton, opposé à la conscription durant la guerre du Vietnam, n'avait pas cherché à changer de nationalité.

Enquête menée, semble-t-il, dans des conditions illégales, voire criminelles, et qui a pu être ordonnée aux plus hauts échelons de l'équipe menant la campagne de M. Bush. Un des dirigeants de la campagne et pas des moindres, M. James Baker, ainsi que deux de ses collaboratrices viennent de prendre des avocats ; l'objet du délit, cette fois, est le passeport de M. Clinton du début des années 70.

ALAIN FRACHON

□ **COLOMBIE : les combats entre l'armée et la guérilla ont fait plus de trente morts.** – Les affrontements opposant l'armée colombienne à la guérilla marxiste ont fait plus de trente morts au cours du week-end, ont rapporté, lundi 28 décembre, les médias colombiens. Douze membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont été tués dans la province de Putumayo, à la frontière équatorienne, selon Radio Caracol. Six soldats ont été tués dans la province de Huila, au nord de Putumayo, a ajouté la radio. Les affrontements entre l'armée et les guérilleros se multiplient depuis que le président César Gaviria a décrété l'état d'urgence début novembre. – *(Reuter.)*



PROCHE-ORIENT

Le sort des 415 Palestiniens expulsés d'Israël

Faute de pouvoir s'entendre sur la poursuite ou l'arrêt des négociations de paix, la direction de l'OLP et des représentants du Mouvement islamique de résistance, Hamas, ont réclamé dimanche 27 décembre, au terme d'une réunion de trois jours à Tunis, l'annulation de l'expulsion de quatre cent quinze Palestiniens des territoires occupés.

Dans un communiqué, les participants ont appelé toutes les *« forces arabes et islamiques, ainsi que les instances internationales soucieuses du respect des droits de l'homme, à apporter leur soutien aux déportés en vue d'assurer leur retour »*. Hamas et l'OLP *« poursuivront le dialogue dans l'intérêt du peuple palestinien »*, leur prochaine rencontre étant en principe prévue à Khartoum le 2 janvier prochain.

De son côté, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a invité les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à exercer des pressions sur Israël, afin qu'il revienne sur sa décision et que soit mis un terme aux *« violations de la souveraineté du Liban »*.

A Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, dans un entretien sur France 2, a qualifié dimanche d'*« intolérable »* la situation des expulsés. *« Il est inadmissible de laisser dans les conditions où ils sont des hommes exposés à la neige, au froid, à la maladie et à la famine »*, a estimé M. Dumas. Paris multiplie *« les contacts et les démarches »* avec Tel-Aviv et Beyrouth.

Un groupe de médecins pourraient *« dès demain prendre l'avion et se rendre dans ces camps pour apprécier la situation et connaître les besoins de ces populations malheureuses »*, a ajouté le chef de la diplomatie française. Il a indiqué qu'il avait demandé au ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, de se tenir prêt à intervenir.

M. Rabin demeure intraitable face à l'envoyé spécial de l'ONU

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un esprit de fronde s'est emparé des Arabes israéliens. Cette communauté, forte de 750 000 personnes, fermement opposée à l'expulsion de quatre cent quinze de ses frères des territoires occupés, a décidé de braver M. Itzhak Rabin. Un convoi de plusieurs camions bourrés de vivres, médicaments et ustensiles de camping est parti de la petite localité de Shefaram, à une vingtaine de kilomètres de Haïfa, en direction de la frontière israélo-libanaise. L'acte est purement symbolique puisque le premier ministre a déjà fait savoir qu'il interdirait le franchissement de cette frontière.

C'est à une même opposition que l'émissaire spécial des Nations unies s'est heurté, dimanche 27 décembre, à Jérusalem. M. James Jonah, dépêché par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a pourtant déployé tous ses efforts pour convaincre M. Rabin d'appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité, adoptée le 18 décembre, qui non seulement condamne l'expulsion, mais encore exige *« le retour immédiat et en toute sécurité »* des personnes concernées. M. Rabin a également rejeté une proposition de M. Jonah prévoyant le parachutage de ravitaillement par les avions de la FINUL (Force intérimaire de l'ONU au Liban). Rien n'y fait. Même le chef de la diplomatie, M. Shimon Pérès, qui s'était démarqué de la décision d'expulsion prise alors qu'il se trouvait en visite officielle au Japon, n'a pas manqué d'accuser le Conseil de sécurité d'avoir pris une décision *« unilatérale »*, sans considérer *« les crimes des intégristes du Hamas et du Jihad islamique »*.

En fin diplomate, M. Pérès a pris soin de rappeler à son interlocuteur que l'expulsion ne pouvait excéder deux ans et que *« la seule issue à l'impasse est que les expulsés se pourvoient devant les commissions militaires d'appel créées à cet effet »*. Une solution qui, jusqu'à présent, n'a pas soulevé l'enthousiasme des 415 Palestiniens bloqués dans les neiges du Liban puisqu'un seul d'entre eux a, pour l'instant, opté pour cette voie. Les autres, dont au moins sept personnes expédiées au Liban à la suite d'une erreur d'identité, disposent encore de quarante jours pour faire appel. L'armée examine les possibilités de les rapatrier rapidement. En attendant, la Cour suprême, saisie par un député arabe israélien, M. Abdel Wahab Daraoushé, a accordé soixante-douze heures au gouvernement pour s'expliquer sur son refus d'autoriser le passage des convois du Comité international de la Croix-Rouge.

Préférant éviter un débat juridique avec M. Jonah, le chef du gouvernement a, quant à lui, dressé, pendant une heure trente d'entretien, l'inventaire des opérations des intégristes contre des civils et des militaires israéliens, pour finalement repousser la demande de l'ONU sur l'acheminement du ravitaillement à travers la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban sud. *« J'ai expliqué à mon interlocuteur que mon gouvernement est décidé à combattre sans merci le terrorisme des extrémistes islamiques*, a dit M. Rabin. *C'est sur le gouvernement de Beyrouth que repose l'entière responsabilité du blocus. »*

Protestation des Arabes israéliens

Pendant ce temps, devant le siège du gouvernement à Jérusalem, deux cents maires, conseillers municipaux et députés arabes israéliens brandissaient des pancartes appelant au retour des proscrits et à la fin de l'occupation des territoires de Cisjordanie et de Gaza, *« seule solution aux maux de la région »*. M. Rabin n'a pas caché son irritation. Il a accepté de mauvaise grâce de recevoir des représentants des manifestants, mais refusé de serrer la main d'un député, M. Hachem Mahmid, dont les récents propos, hostiles aux expulsions et favorables à d'un redoublement de l'Intifada, ont été très mal vus à Jérusalem. Ce qui n'a pas empêché M. Mahmid d'interroger le premier ministre, qui est aussi en charge du portefeuille de la défense, sur la multiplication du nombre de tués et de blessés palestiniens par balles depuis trois semaines dans la bande de Gaza. *« Les consignes de tir demeurent inchangées »*, lui a répliqué le premier ministre, qui a révélé par la même occasion que les douze morts et les dizaines de blessés palestiniens depuis le 1er décembre dans ce territoire sont *« le fait d'une unité qui n'a pas respecté les ordres et que j'ai décidé de renvoyer à sa base »*.

Fort peu satisfaits de cette explication, et encore moins de la confirmation du caractère *« irrévocable »* de l'expulsion, les députés des deux partis arabes israéliens, six mois après sa formation du gouvernement, menacent de quitter la coalition gouvernementale, accentuant les tiraillements au sein de celle-ci à propos des expulsions.

Hasard ou pas, c'est le moment qu'ont choisi les médias israéliens pour publier un sondage révélant que trente députés travaillistes sur quarante-quatre sont favorables à un dialogue direct avec l'OLP. Un coup dur supplémentaire pour M. Rabin qui s'y oppose catégoriquement. – *(Intérim.)*

Premier incident grave au sud du 32e parallèle

La chasse américaine a abattu un avion irakien

Pour la première fois depuis qu'a été imposé, le 27 août dernier, une *« zone d'exclusion aérienne »* au sud du 32e parallèle en Irak, un avion de combat F-16 américain a abattu, dimanche 27 décembre, un Mig-25 de l'armée de l'air irakienne qui avait violé l'interdiction de survol de cette zone. L'Irak a confirmé l'incident et rendu *« les agresseurs responsables de ce crime injustifié »*. Bagdad se réserve *« le droit d'y répondre au moment opportun et de la manière qui convient »*, a déclaré un porte-parole officiel. Cependant, le représentant irakien aux Nations unies, M. Nizar Hamdoun, a estimé qu'il ne s'agissait que d'un incident *« isolé »* et annoncé, en outre, que son pays était disposé à accepter que des gardes de l'ONU accompagnent les convois d'aide humanitaire destinés au Kurdistan d'Irak, au-dessus duquel est maintenue une autre zone d'exclusion aérienne, au nord du 36e parallèle.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration Bush comme la future administration Clinton estiment que le message était clair : en *« provoquant »* un incident au-dessus de la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, le président Saddam Hussein a cherché à *« tester »* la détermination des Etats-Unis au moment de la transition entre les deux présidents.

M. Bill Clinton s'est senti tout particulièrement visé. *« M. Saddam Hussein se trompe s'il croit que les Etats-Unis vont manquer de résolution dans cette période pour faire appliquer la zone d'exclusion »*, destinée à protéger les chiites, a dit le président élu dans un communiqué. L'équipe Clinton se voit un peu dans la situation du « jeune » président Kennedy que les Soviétiques, persuadés de son inexpérience et de son peu de résolution, avaient voulu défier dès son entrée en fonction. C'est notamment l'opinion d'un démocrate comme M. Lee Hamilton, un des ténors de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, qui déclarait dimanche soir : *« Saddam Hussein défiera certainement le président après son entrée en fonction le 20 janvier. »*

L'opinion la plus répandue à Washington est que ce sentiment d'être sous surveillance, ou mis à l'épreuve conduira M. Clinton à être plus décidé encore que n'importe quel président républicain dans l'application des engagements pris par les Etats-Unis – en Irak ou en Bosnie-Herzégovine.

Selon la version donnée par les militaires américains, l'Irak a provoqué l'incident de dimanche matin en envoyant à deux reprises deux chasseurs survoler la zone d'exclusion aérienne imposée par l'ONU dans le sud du pays. C'est avec la deuxième vague de chasseurs, deux Mig-25, que l'affrontement a eu lieu. Détectés par un avion radar AWACS, poursuivis par deux chasseurs américains F-16 basés en Arabie saoudite, les deux Mig-25 auraient refusé de *« s'identifier »*. Lorsque l'un d'eux s'est mis en position d'attaque, un des F-16 a tiré un missile : un appareil irakien a été abattu, l'autre a pris la fuite.

Au Texas, où il participait à une partie de chasse, le président George Bush a estimé que M. Saddam Hussein avait commis *« une grosse erreur »* : *« J'ai entendu dire qu'il s'agissait d'un test de notre volonté à la fin de ma présidence : les F-16 lui ont renvoyé un message assez clair. »*

ALAIN FRACHON

Liban : ne plus subir

Suite de la première page

Le Liban, pour sa part, a rejeté la demande de la France selon laquelle une mission médicale devrait être dépêchée auprès de ces gens, à partir de Beyrouth et de Jérusalem. Ce refus est une nouvelle illustration de la fermeté du gouvernement libanais, qui n'entend pas céder sur cette affaire, relevant, à ses yeux, de *« la seule responsabilité d'Israël »*. Recevant, dimanche, M. Daniel Husson, l'ambassadeur de France au Liban, le premier ministre, M. Rafic Hariri, a réaffirmé la position *« inébranlable »* de son pays, qui ne veut en aucun cas, non seulement voir ces Palestiniens – « installés » dans un no man's land entre la zone d'occupation israélienne et le territoire libanais sous contrôle du gouvernement – entrer réellement au Liban, mais non plus, assurer leur ravitaillement, ce qui sous-entendrait qu'il assume la responsabilité de leur sort.

Réhabilitation de l'Etat

Au-delà de cette affaire, la détermination du Liban illustre aussi la volonté du nouveau premier ministre de montrer qu'il y a désormais un gouvernement à Beyrouth et que le Liban n'est plus un pays sans Etat, à l'égard duquel chacun, Israël en particulier, peut se comporter comme il veut. Si on affirme à Beyrouth déplorer la situation des Palestiniens sur le plan humanitaire, on n'en souligne pas moins qu'il faut faire respecter le principe de l'autorité de l'Etat et que le Liban ne peut accepter les conséquences d'une situation qui lui a été imposée.

Cette nouvelle fermeté est, il est vrai, d'autant plus aisée à défendre que, pour l'instant, l'unanimité est totale à Beyrouth sur ce sujet et que l'OLP et Damas appuient la position libanaise. Les Etats-Unis eux-mêmes se refusent en la matière à faire pression sur Beyrouth. Dès la première crise de politique étrangère depuis qu'il est premier ministre, M. Hariri a donc placé la barre haut, et il entend bien se tenir à cette position envers et contre tout.

Cette réhabilitation de l'Etat, qui s'est accentuée depuis la formation du nouveau gouvernement en octobre dernier, M. Hariri veut l'affirmer dans tous les domaines, et c'est dans ce contexte qu'il faut voir la vaste opération policière entreprise samedi dans plusieurs régions du Liban contre des trafiquants de drogue, des gangs de voleurs de voitures et de faux-monnayeurs. Fait plus important politiquement, c'est dès mardi que l'armée libanaise devrait se déployer dans la banlieue sud de Beyrouth, un des traditionnels fiefs du mouvement intégriste chiite pro-iranien du Hezbollah.

Même si cette réaffirmation de l'autorité de l'Etat risque de prendre beaucoup de temps, dans un pays où les particularismes communautaires ou « claniques » restent très forts, c'est un pas que la majorité des Libanais apprécient et espèrent définitif.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **Rumeurs de contacts secrets entre Damas et Jérusalem.** – Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, s'est déclaré, dimanche 27 décembre, encouragé par l'attitude des dirigeants syriens, qui, a-t-il dit, *« parlent à leur peuple de paix avec Israël comme jamais auparavant »*. Deux représentants des colons du plateau du Golan avaient indiqué la veille que, lors de contacts secrets avec la Syrie, Israël avait accepté *« le principe de restituer des parcelles du nord du Golan aux Syriens en échange de la signature d'un accord, première étape vers la paix »*. Le porte-parole du gouvernement israélien a démenti ces informations. – *(AFP, Reuter.)*

□ **BAHREIN : mise en place du Conseil consultatif.** – L'émir de Bahrein, cheikh Issa Ben Salmane al-Khalifa, a désigné dimanche 27 décembre, par décret, les trente membres du Conseil consultatif, dont il avait annoncé la formation une semaine auparavant. Il a nommé l'actuel ministre du transport, M. Ibrahim Homaidane, président de ce Conseil, qui doit tenir sa première réunion le 16 janvier. Les membres sont des notables et des hommes d'affaires, ainsi que des membres de l'ancienne Assemblée nationale, dissoute en 1975. – *(AFP.)*

AFRIQUE

ALGÉRIE : la lutte contre le terrorisme

Les forces de l'ordre se plaignent de l'indifférence de la population

Le procès d'une soixantaine d'élèves-officiers et de gradés s'est ouvert, dimanche 27 décembre, devant le tribunal militaire de Béchar, dans le sud-ouest du pays. Ces prévenus doivent répondre, à huis clos, d'activités de propagande en faveur de l'ex-Front islamique du salut (FIS), portant *« atteinte à la sûreté de l'Etat »*. Déjà, le 6 mai dernier, le tribunal militaire de Blida avait condamné à mort deux sous-officiers d'active, impliqués dans une attaque contre l'Amirauté d'Alger.

ALGER

de notre envoyé spécial

Des militaires au banc des accusés : rien de très surprenant à cela. La tourmente dans laquelle est plongé leur pays a de quoi déboussoler plus d'un Algérien, fût-il en uniforme. Les hommes de troupe et ceux qui les encadrent ne sont pas insensibles, eux aussi, au chant des sirènes intégristes. Essayant de cerner la personnalité de l'assassin de l'ancien président Boudiaf, la commission nationale d'enquête relevait, dans son second rapport, que *« le sentiment de frustration né de la pauvreté familiale »* du sous-lieutenant Lembarek Boumaarafi *« s'est aiguisé à l'Ecole des cadets de la révolution de Koléa et dans l'armée, au constat de certaines inégalités et d'injustices »*. Et de conclure : *« Comme des milliers de jeunes de son âge, même dans l'armée, il a pu, logiquement, adhérer à l'idéologie islamique. »*

Si les désertions, peut-être facilitées par un manque de discipline, ne se comptent pas sur les doigts d'une main, comme on le dit en haut lieu, du moins ne sont-elles pas massives : quelque trois cents « soldats perdus » au cours des derniers mois, pour une armée qui compte environ 140 000 hommes, dont la moitié d'appelés. La fuite, au mois de septembre, d'une dizaine de militaires de la caserne de Réghaia, près d'Alger, avec plus de 150 armes à feu, a, tout de même, ébranlé le moral des gens au pouvoir, puis renforcé leur détermination à déjouer les tentatives d'infiltration des islamistes.

L'embuscade de Kouba

Ces menaces de déstabilisation créent un malaise certain au sein d'une armée qui, néanmoins, fait bloc contre le « péril vert ». Pour autant, personne ne se hasarde à affirmer que l'institution militaire, placée au cœur du pouvoir, continuera à réagir comme un seul homme, si devait s'éterniser la lutte contre le terrorisme à laquelle elle est mêlée plus étroitement que jamais, sous l'autorité du général-major Mohamed Lamari, ancien commandant en chef des forces terrestres.

Depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, le 9 février dernier, ce serait, au total, selon des décomptes non officiels, quelque quatre cents membres des forces de l'ordre qui auraient été assassinés par des individus armés, identifiés comme islamistes. Moins aguerris et surtout davantage exposés aux pressions des « fous d'Allah » et à leurs coups que les militaires, car ils vivent au contact de la population, les policiers ont payé le plus lourd tribut au terrorisme. C'est dire que certains agents, surtout des jeunes, mesurant les risques du métier, retournent à la vie civile.

Beaucoup de policiers se plaignent de l'ingratitude, voire de la simple indifférence, que leur témoigne la population dont ils assurent, pourtant, la sécurité et qui se réfugie derrière les abus d'autorité de certains pour justifier sa méfiance. Ils lui reprochent de se montrer, parfois, trop attentive à la mauvaise publicité que les intégristes leur font, trop crédule aussi au point d'imaginer qu'assassinats et embuscades se ramèneraient à des règlements de comptes entre membres des forces de l'ordre.

Le ras-le-bol des policiers a failli prendre forme, à la mi-décembre, après l'embuscade qui, à Alger, dans le fief islamique de Kouba, avait coûté la vie à cinq des leurs. Il s'en est fallu de peu que, sous le coup de la colère, ils s'en aillent, sur-le-champ, *« casser du barbu »*. Pour ramener le calme dans les esprits, M. Belaïd Abdesslam, le premier ministre, a dû réunir tour à tour les cadres supérieurs de la sûreté nationale et de la gendarmerie pour leur confirmer qu'il n'y aurait *« pas de compromis avec les groupes subversifs »* et que des *« moyens supplémentaires »* seraient fournis aux forces de l'ordre pour mener à bien leur mission.

JACQUES DE BARRIN

□ **Quatre-vingt-quatre islamistes armés arrêtés près de Sétif.** – La radio algérienne a annoncé dans la soirée du dimanche 27 décembre que quatre-vingt-quatre islamistes armés ont été arrêtés près de Sétif (300 kilomètres à l'est d'Alger). Ces hommes, réfugiés dans des forêts de la région, étaient, selon la radio, spécialisés dans le sabotage de lignes téléphoniques et électriques à haute tension, ainsi que dans l'incendie de bâtiments publics. Les forces de l'ordre ont récupéré des pistolets, des fusils de chasse et d'autres armes de fabrication artisanal. A Ouezra, dans le département de Médéa, un civil a été assassiné, dimanche, par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. Par ailleurs, le procureur de la République de Tlemcen, dans l'extrême Ouest algérien, a été blessé par balle, au visage, devant son domicile. La veille, trois policiers avaient été blessés dans une embuscade tendue à Batna, dans l'Est algérien. – *(AFP.)*

SOMALIE : alors que les troupes américaines préparent leur retrait

Un nouvel accord de paix a été signé à Mogadiscio

Les deux principaux « seigneurs de la guerre » de Mogadiscio, le général Mohamed Farah Aïdid et le « président par intérim » Ali Mahdi Mohamed, ont signé, samedi 26 décembre, à l'ambassade des Etats-Unis, un accord général de paix prévoyant la solution des conflits claniques et politiques, la suppression des *« frontières artificielles »* qui délimitent les secteurs qu'ils contrôlent et la cessation des hostilités. Cet accord, conclu sous le parrainage du représentant spécial du président George Bush en Somalie, l'ambassadeur Robert Oakley, n'est pas le premier du genre. Les deux chefs de guerre somaliens s'étaient déjà rencontrés, le 11 puis le 19 décembre, sans grand succès, malgré le fort écho médiatique donné à ces rencontres. Cette fois-ci, la partie américaine a pris soin d'exprimer des réserves. *« Il faut attendre et voir, il y a beaucoup de problèmes au sein de chaque clan et sous-clan »*.

La suppression de la *« green line »*, qui coupe Mogadiscio en deux, n'est sans doute pas pour demain, quoi qu'en disent les chefs de guerre. Cette bande-frontière, sorte de *no man's land* au cœur de la ville, reste aux mains de pillards armés n'obéissant à aucun des deux dirigeants. Samedi, en début d'après-midi, une concession hébergeant des observateurs des Nations unies a ainsi été attaquée par des tireurs, dont on ne connaît pas l'origine ou l'appartenance clanique. Et lundi, sur l'aéroport de Mogadiscio, des « marines » américains ont abattu un Somalien qui tirait sur eux au kalachnikov.

Cet accord de paix intervient à quelques jours de la réunion d'Addis-Abeba (Ethiopie), que doit présider, le 4 janvier, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Dès le lendemain de sa signature, le conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a fait savoir que les Etats-Unis souhaitaient commencer à retirer leurs troupes avant le 20 janvier, date de l'investiture du président-élu Bill Clinton. – *(AFP, Reuter.)*

POLITIQUE

Après la nomination de M. Tapie

M. Emmanuelli (PS) condamne le recours à un «placebo médiatique»

Le *Journal officiel* du 27 décembre a publié le décret, en date du 26 décembre, portant nomination de M. Bernard Tapie comme ministre de la ville et de M. François Loncle comme secrétaire d'Etat au Plan. Ce décret a été signé par M. Mitterrand en Turquie, comme en témoigne la mention : *«Fait à l'ambassade de France à Ankara.»* Le chef de l'Etat est en visite privée en Turquie et devrait regagner Paris avant le 31 décembre.

Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 27 décembre, M. Henri Emmanuelli, président (PS) de l'Assemblée nationale, critique une nouvelle fois la nomination de M. Tapie. Répondant à ceux qui croient que le retour de l'homme d'affaires au gouvernement peut *«redonner du tonus à la gauche»*, il déclare : *«Ce dont il est question, ce n'est pas de X ou de Y. C'est de la confusion, imputable à ceux qui la commettent, entre la forme et le fond, entre l'apparence et la réalité. Sauf à renier le plus profond et le plus authentique d'elle-même, la gauche ne peut renoncer à cette distinction. Esbroufe et mise en scène ne peuvent pas être substituées à la réflexion et à l'action. J'ai trop de respect pour le peuple pour accepter que sa faveur puisse passer par la réédition des aventures de Superman ! Je suis pour son éducation, pas pour sa mystification.»*

«Le socialisme est un mouvement qui occupe dans notre histoire et qui occupera dans notre avenir une place qui dépasse de très loin ceux qui s'en servent ou qui le servent, ajoute le député des Landes. *Vouloir substituer à ce mouvement, à cette culture, un placebo médiatique qui ne serait justifié que par des considérations de circonstance serait une erreur.»*

Pour sa part, le mouvement France Plus *«note avec satisfaction»* que M. Tapie *«a attendu que justice lui soit rendue pour exercer à nouveau des fonctions ministérielles»*. Il souligne toutefois que *«le temps imparti à Bernard Tapie pour redonner vie aux banlieues est désormais compté»* et annonce qu'il *«suivra avec attention»* les mesures que compte mettre en œuvre le ministre de la ville durant les cent jours à venir *«en faveur de la lutte contre toutes les formes d'exclusion sociale»*.

M. Loncle n'a pas voulu devenir «le supplétif» du ministre de la ville

M. François Loncle, nommé secrétaire d'Etat au Plan après avoir occupé les fonctions de secrétaire d'Etat à la ville pendant sept mois, déclare, dans un entretien publié lundi 28 décembre par *Libération*, qu'*«il y a une logique»* à ce que M. Bernard Tapie revienne au ministère de la ville, même si *«cela manque un peu de stabilité»*. Indiquant que le premier ministre lui avait proposé de conserver son poste auprès du ministre, M. Loncle explique ainsi sa préférence pour le Plan : *«Quand on a travaillé avec Pierre Mendès France et avec M. Pierre Bérégovoy, il est difficile de devenir le supplétif de M. Tapie.»*

Interrogé sur les réactions provoquées au PS par le retour de M. Tapie au gouvernement, M. Loncle déclare : *«Je comprends le désarroi de ceux qui déplorent la politique-spectacle. Avec eux, j'ai toujours préféré l'agir au paraître. Mais il y a, au Parti socialiste, trop de pénitents, trop d'autoflagellation, trop de défaitisme ambiant. C'est pourquoi j'ai participé récemment avec plaisir à l'initiative de MM. Roland Dumas et Louis Mermaz, qui veulent défendre notre bilan et prévenir le pays des risques d'un retour de la droite»* (*le Monde* du 8 décembre).

M. Loncle défend l'action qu'il a menée en soulignant que, pendant les sept mois écoulés, *«c'est l'ensemble du gouvernement qui s'est mobilisé pour la politique de la ville»* et que *«l'interministériel a fonctionné à plein, sauf pour les problèmes de la drogue»*. *«On peut me reprocher de ne pas avoir communiqué suffisamment*, admet-il, *mais cela eût été ridicule de faire du Tapie après Tapie. J'ai agi constamment sur le terrain. Je n'accepterai jamais les dérives médiatiques de la vie publique.»*

La préparation des élections législatives

Alsace : la chance des écologistes

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Si les Verts et Génération Ecologie appliquent à la lettre le principe de la candidature unique, leurs représentants ont apparemment de bonnes chances d'arriver en deuxième position dans la plupart des seize circonscriptions alsaciennes à l'issue du premier tour des élections législatives. Dans cette hypothèse, les socialistes risquent de se retrouver en troisième position, voire, dans certains cas, en quatrième, en raison de la forte implantation du Front national. Ces calculs se fondent sur les résultats des élections régionales analysés circonscription par circonscription.

Ainsi Mme Andrée Buchmann, l'un des quatre porte-parole nationaux des Verts, a-t-elle une sérieuse carte à jouer dans la première circonscription (Strasbourg centre). Elle peut miser non seulement sur les voix potentielles des écologistes (18,4 % en mars dernier) mais aussi sur la divison de la *«majorité alsacienne»*, la candidature du député sortant, M. Emile Kœhl (CDS), étant contestée par M. Jean Waline (RPR). Dans cette circonscription, le PS (15,5 % aux régionales) sera représenté par M. Roland Ries, premier adjoint au maire de Strasbourg.

Battue en 1988 par M. Marc Reymann (CDS) dans la deuxième circonscription, Mme Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, n'a pas l'intention de renouveler cette mauvaise expérience de 1988. Mme Yveline Moeglen (GE), devenue en mars dernier vice-présidente du conseil régional, devrait se présenter. Elle se heurtera au premier tour à une forte concurrence, le Front national et le mouvement dissident Alsace d'abord ayant recueilli près de 23 % des suffrages aux régionales contre 20 % aux écologistes. Dans la troisième circonscription, *«réservée»* par le PS à un candidat d'ouverture, le député sortant, M. Jean Oehler (PS), s'efface au profit du maire de Schiltigheim, M. Alfred Muller (France unie), qui partira largement favori.

Le maire de Mulhouse en danger

Dans les six autres circonscriptions du Bas-Rhin, les députés sortants investis par l'UPF devraient en toute logique retrouver leurs sièges, à l'exception de M. Jean-Marie Caro (CDS), qui, battu aux cantonales de mars, affrontera sans doute dans la sixième un candidat RPR.

Dans le Haut-Rhin, les scores obtenus aux régionales par les écologistes dépassent partout 20 % des suffrages et 12,5 % des inscrits, ce qui pourrait leur permettre de se maintenir au deuxième tour. Les sièges des deux sortants socialistes seront en danger. Dans la cinquième circonscription, les résultats de mars (19,7 % pour la liste PS) font apparaître que le maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, aura besoin, comme en 1988, d'une triangulaire pour espérer être réélu. Dans la septième (Guebwiller), le fauteuil de l'autre député socialiste du sud de l'Alsace, M. Jean-Pierre Baeumler, est aussi en danger, l'UPF ayant réalisé 27,3 %, les écologistes 21,3 % et la liste PS seulement 18,7 % en mars dernier. C'est M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, qui représentera les écologistes dans cette circonscription, où se trouve la centrale nucléaire de Fessenheim (*le Monde* daté 20-21 décembre). Ailleurs, les candidats UPF ne devraient pas rencontrer de difficultés majeures pour l'emporter, même si l'extrême droite peut brouiller les cartes, notamment dans la sixième (Wittenheim), où les listes FN (21,3 %) et Alsace d'abord (5,3 %) ont dépassé celles de l'UPF (23,8 %) et des écologistes (20 %).

MARCEL SCOTTO

□ **Alpes-Maritimes : primaires UDF-RPR à Nice.** – Comme ils l'avaient laissé entendre (*le Monde* du 28 octobre), MM. Didier Linotte (UDF-PR) et Bernard Asso (RPR) ont annoncé officiellement leurs candidatures à Nice, respectivement dans la deuxième et la troisième circonscription des Alpes-Maritimes. Le premier affrontera M. Christian Estrosi, député sortant RPR de la cinquième circonscription, le second sera opposé à M. Rudy Salles, député sortant UDF-PR. C'est aussi dans cette circonscription que se présente M. Le Pen, président du Front national.

POINT DE VUE

Engagés, mais insatisfaits

par Jânine Mossuz-Lavau

Après MM. Max Gallo, Yves Cochet et Bernard Stasi (*le Monde* des 16, 24 et 27-28 décembre), Mme Janine Mossuz-Lavau, directeur de recherche au CNRS, répond à notre enquête sur «la crise morale de la politique» publiée dans *le Monde* du 12 décembre.

DEPUIS près de cinq ans, les observateurs diagnostiquent, sous des vocables divers, une «crise de la politique» sur laquelle une enquête effectuée entre janvier et mai 1992, à l'aide d'entretiens non directifs, apporte des précisions. Ces entretiens ont été conduits à Paris, en banlieue et dans plusieurs localités de province avec la consigne suivante : *«Voulez-vous que nous parlions de ce que la politique représente pour vous ?»* (1).

A partir du matériel ainsi recueilli, on peut construire sept modèles correspondant à sept manières d'être en politique. La première, la «politique tranquille», est celle des personnes qui n'ont pas d'états d'âme, pour qui la poitique reste «d'évidence» et le système légitime. De gauche ou de droite, ces Français sont des électeurs fidèles à leurs premiers choix. Estimant qu'ils n'ont pas changé dans les options fondamentales, ils ne voient pas pourquoi ils désavoueraient les forces qu'ils soutiennent de longue date.

Tous les autres ont mal à leur politique. Le deuxième modèle, celui de la politique «désidéologisée», rassemble ceux qui, désormais, refusent la guerre gauche-droite. La faillite de la gauche ayant répondu à la faillite de la droite, l'avenir ne peut plus être envisagé comme une succession d'alternances politiques.

Jugeant qu'il y a de bonnes idées à prendre aussi bien chez l'une que chez l'autre famille, qu'il n'y a pas, de surcroît, de grandes différences entre elles, ces personnes considèrent qu'il faut s'entendre pour régler les graves problèmes que connaît la société française aux prises avec la crise économique. Cette nouvelle alliance devrait, selon elles, être mise en œuvre par des hommes *«neufs»*, des jeunes, *«quelqu'un d'apolitique»*, des *«hommes de terrain»* (on cite Bernard Kouchner), des francs-tireurs (on évoque Michel Noir, Raymond Barre, Jacques Delors, qui semblent moins inféodés que d'autres aux partis politiques, ou encore Michel Rocard parce qu'il a *«l'air moral»*).

La troisième modèle, celui de la politique «déprofessionnalisée», réunit des individus exprimant un vif intérêt pour les problèmes politiques mais rejetant la classe politique. Au travers de leurs discours, celle-ci apparaît en panne d'honnêteté, soucieuse d'occuper le pouvoir pour être au pouvoir, loin des vrais problèmes des gens sinon coupée de la réalité, usant enfin d'un langage trop abstrait. Certains vont jusqu'à lui préférer la politique de l'abbé Pierre, de Coluche ou de René Dumont.

Une génération flouée

Quatrième modèle : la politique «désenchantée» d'une génération flouée, c'est-à-dire des déçus du socialisme. Ils critiquent une politique qui n'est pas parvenue à réduire les inégalités sociales, et qui continue à fabriquer, selon une enseignante, *«une société de maîtres et d'esclaves»*. Les socialistes qui voulaient *«changer la vie»* ont en fait *«changé d'avis»* et l'on regrette qu'ils n'aient pas été sensibles à la phrase de Salman Rushdie : *«Essayez ! Echouez ! Essayez encore ! Echouez mieux...»*

Le problème de la compromission est posé et la phrase, *«la morale, pour moi, c'est l'essentiel»*, court dans tous les entretiens. Enfin, on déplore que la raison d'Etat l'ait emporté sur la simple raison. Dans ces quatre modèles, un cri du cœur commun : la peur du Front national qui pourrait pousser les plus critiques, y compris ceux qui flirtent avec l'abstention, à refaire des choix «conventionnels» qu'ils refusent aujourd'hui.

Les trois autres modèles sont des modèles «potentiels», qui reposent sur un nombre restreint d'entretiens. Ils ont pour nom l'individualisme politique (modèle de ceux qui rejettent une politique incapable de résoudre leurs difficultés personnelles et qui sont attirés par le Front national), «la paranoïa politique» (qui renvoie à la vision d'un monde dans lequel le complot est présent partout *sauf* à l'extrême droite) et enfin l'indécision politique qui caractérise des personnes préoccupées par les questions sociales, mais qui ne savent pas se situer en termes de gauche et de droite, au point qu'elles ne sont même pas inscrites sur les listes électorales et n'ont qu'un repère, leur crainte du Front national.

Au total, la plupart des personnes interrogées s'intéressent aux grands enjeux du moment : chômage, exclusion, échec scolaire, immigration, faim dans le monde, relations Nord-Sud, environnement. Elles sont informées et argumentent. Dans leur discours, il n'y a pas trace de dépolitisation, entendue comme la désaffection par rapport au sort de la collectivité. Est récusée en revanche la politique *sous sa forme gouvernementale, parlementaire et partisane.*

La politique revêt donc bien pour les Français le double visage de Janus, et c'est à une crise de la représentation que l'on assiste depuis quelques années, non à un désengagement de la sphère publique.

Cette crise n'est pas nouvelle mais elle semble plus grave que celles d'hier. Dans la mesure où elle s'enracine dans une crise économique que personne ne se déclare plus capable de juguler, dans la mesure aussi où l'éducation mieux partagée et l'information accessible à tous permettent une critique plus argumentée, dans la mesure enfin où, après l'expérience de l'alternance, surgit la crainte que l'Etat-providence dont on attendait beaucoup puisse désormais demeurer sourd aux demandes de la société civile.

(1) Cette enquête prend place dans une recherche collective du CEVIPOF dont les résultats seront présentés les 4, 5 et 6 mars 1993, lors d'un colloque qui se tiendra au Sénat sur «l'engagement politique».

□ **RECTIFICATIF.** – Le budget de la région de Franche-Comté pour 1993 se monte à 1 008 000 000 de francs, soit 1 milliard et 8 millions, et non pas 1,8 milliard, comme nous l'avons écrit dans un premier rectificatif (*le Monde* du 25 décembre).

SOCIÉTÉ

Greenpeace, multinationale verte

Bien que peu nombreux, les militants de l'organisation écologique sont partout grâce à des moyens considérables. Comment font-ils ?

Pour la marine française, il y a dix ans, aucun doute n'était permis : Greenpeace était stipendié par la CIA pour saboter la force de frappe française et faire rentrer l'allié indocile sous le parapluie nucléaire américain. Et aussi, plus grave encore, pour soulever les populations polynésiennes et chasser la France du Pacifique. D'où la décision folle, en 1985, de couler le *Rainbow Warrior* avant qu'il n'atteigne l'atoll de Mururoa. Entre autres conséquences, la France a dû verser plus de 40 millions de francs pour dédommager l'organisation et la veuve du photographe mort dans l'opération.

Pour d'autres, il était évident que l'internationale verte travaillait en sous-main pour l'Internationale rouge. Greenpeace – combien de divisions? – ne pouvait être financé que par le KGB. Las! Depuis l'effondrement du rideau de fer et l'éclatement de l'empire soviétique, le KGB n'a plus le vent en poupe et ses caisses sont vides. Où donc Moscou irait trouver l'argent pour soudoyer les mercenaires de la «paix verte»? Or, Greenpeace déploie sa toile avec plus de moyens que jamais, et se permet même de narguer la puissance militaire de l'ex-empire dans ses repaires les plus secrets, de Vladivostok à la Nouvelle-Zemble. Encore une fausse piste.

Ce qui n'empêche pas certains de fantasmer encore sur un financement occulte de *«ces clowns qui amusent la galerie avec baleines et bébés phoques pour mieux tromper leur monde»*. Pourquoi pas la secte Moon, qui, elle aussi, prospère financièrement aux dépens de l'engagement de ses adeptes? Le révérend Sung Myung Moon n'a-t-il pas bâti un empire industriel en Corée du Sud en s'appuyant sur une religion universelle et syncrétique où l'on exalte d'un même souffle le Christ, Bouddha... et le thé au ginseng? On peut effectivement rêver. Mais Greenpeace n'a justement pas de bureau en Corée du Sud et est très faiblement implanté en Asie. L'unique bureau, à Tokyo, compte moins de 1 500 adhérents.

Au lieu de suivre des fausses pistes, mieux vaut aller voir au cœur même du système, qui se trouve aujourd'hui en plein centre d'Amsterdam, dans un superbe immeuble Arts Déco de six étages, ayant appartenu... à une banque. Greenpeace International y a emménagé en 1989, en même temps que le bureau néerlandais, *«parce que c'était plus central que Lewes, à 50 km de Londres, et moins cher»*. Classé monument historique, le bâtiment ne peut être remanié pour faire des logements ou des bureaux modernes. Son loyer est donc avantageux (450 francs le mètre carré) et revient à quelque 1,35 million de francs pour 3 000 mètres carrés, à partager entre l'international et le national.

«Je gère la boîte»

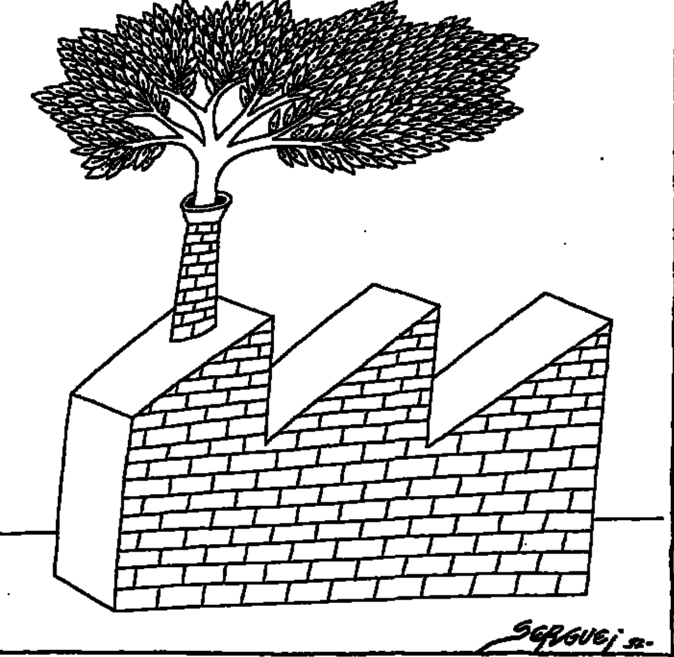
Cette somme n'est pas pour faire peur à M. Hans Van Rooij, le directeur de Greenpeace Nederland, fort aujourd'hui de 700 000 donateurs, soit presque un citoyen néerlandais sur vingt! A raison d'un chèque minimum de 10 florins (30 francs) – mais beaucoup donnent plus, – les revenus du bureau d'Amsterdam oscillent entre 20 et 25 millions de florins par an (de 60 à 75 millions de francs). Ce qui permet de payer les trente-neuf salariés du bureau national (le patron, ancien architecte naval, touche 100 000 florins par an, soit environ 25 000 francs par mois), de financer les campagnes nationales et de verser son écot à l'organisation internationale, installée dans les étages supérieurs de l'immeuble.

«Je dirige ce bureau comme n'importe quel chef d'entreprise, explique M. Van Rooij. *Je fais des plans, je prépare mes budgets, bref je gère la boîte»*. Hans Van Rooij est un patron heureux : il n'a pas d'actionnaires à rétribuer ni d'adhérents à qui rendre des comptes. Car Greenpeace Nederland est une fondation (*stichting*), qui ne connaît que des donateurs et n'a donc pas besoin de réunir d'assemblée générale. Le rêve de tout chef d'entreprise! En outre, le bureau peut lancer des appels de fonds en faveur d'une campagne particulière, comme pour l'achat du navire *Solo*, en 1990. *«Le navire nous a coûté 5 millions de florins* (15 millions de francs), *dont la moitié a été recueillie par souscription spéciale.»*.

Le bureau de Hambourg, en Allemagne, est presque aussi heureux. S'il ne dispose lui aussi «que» d'un portefeuille de 700 000 donateurs (moins d'un citoyen allemand sur cent), la contribution individuelle est nettement plus élevée : 50 marks (170 francs). Ce qui donne déjà un revenu garanti de 35 millions de deutschemarks (120 millions de francs). *«A la différence des Pays-Bas, où le recrutement est très populaire, nos donateurs appartiennent à la couche aisée de la population, les intellectuels surtout»*, précise M. Thilo Bode, quarante-cinq ans, directeur exécutif du bureau allemand, ancien cadre commercial d'une entreprise métallurgique de Düsseldorf. De sorte que beaucoup de partisans de Greenpeace, en Allemagne, versent des chèques plus élevés... et plus souvent.

Un tassement des dons

Un donateur privé a même offert 2 millions de marks en 1990. *«Nous refusons les dons des entreprises et examinons de près les donations privées dès qu'elles dépassent 5 000 marks»*, affirme le directeur. Ce qui n'a pas empêché les recettes de Greenpeace Allemagne d'atteindre 66 millions de marks en 1991 (225 millions de francs) – un record, qui n'a pas été atteint en 1992. *«Est-ce la crise, ou avons-nous dépassé la limite naturelle du potentiel de donateurs? Nous observons en tout cas un net tassement cette année»*, avoue M. Bode. Cependant, Greenpeace a toujours plus d'adhérents que n'importe quel parti politique allemand, ce qui en fait une puissance reconnue, avec des «compagnons de route» en vue au sein du Max Planck Institut ou de la



rédaction du *Spiegel*, par exemple. Le bureau national emploie cent trente salariés à Hambourg, quinze à Berlin et deux à Bonn, sans oublier une cinquantaine de relais dans les villes d'Allemagne animés par quelque deux mille bénévoles.

Que de chemin parcouru en douze ans! *«En 1980, quand nous avons démarré, nous étions dix dans une seule pièce*, se rappelle M. Harold Zindler, un électricien de quarante-huit ans qui a mené les premiers combats de Greenpeace pour la protection de la Baltique. *Nous avions 10 000 marks, provenant de dons et de l'international, plus le mailing offert gracieusement par la firme Ogilvy.»* Premier salarié du bureau allemand, il gagnait alors 1 000 marks par mois (3 400 francs). Il en gagne aujourd'hui 4 500 net (15 000 francs).

En 1984, le bureau de Hambourg mène campagne contre les effluents industriels dans les fleuves allemands. Il lance un appel de fonds pour acheter et équiper un bateau laboratoire, le *Beluga*. Succès sans précédent : en quelques mois, il recueille 240 000 marks en vendant 85 000 disques à 3 marks l'exemplaire et, par *mailing*, 1,2 million de marks. *«On a reçu de quoi acheter trois fois le matériel décrit dans l'appel»*, se souvient Harold. Et c'est ainsi que Greenpeace Allemagne a fait don à l'organisation internationale de son premier bateau acheté localement. Aujourd'hui encore, la branche allemande fournit 40 % des ressources de Greenpeace International, loin devant les Etats-Unis, rétrogradés à la deuxième place depuis la guerre du Golfe – les supporters américains de Greenpeace n'ont pas apprécié la position de l'organisation contre l'intervention au Koweït...

Pour gérer cette prospérité, le bureau allemand a emménagé en 1988 dans un immeuble 1900 de cinq étages, dominant le port de sa façade de faïence blanche. Ordinateurs individuels dans chaque bureau moquetté de frais, cantine pimpante pour le personnel : rien ne rappelle ici la frugalité des locaux qu'on pouvait trouver encore récemment à Montréal ou Sydney. Le bureau de Hambourg a essaimé dans deux autres immeubles de la ville, l'un pour stocker le matériel (canots pneumatiques, accessoires de plongée et d'alpinisme) et l'autre pour abriter les quinze personnes chargées de gérer le fichier (1 800 000 adresses). Une véritable ruche.

On ressent la même impression de confort studieux au nouveau siège de Greenpeace Limited (Royaume-Uni), installé depuis 1991 dans un loft de Londres entièrement réaménagé. *«Nous louions avant trois locaux différents*, explique M. Peter Melchett, le directeur exécutif. *Maintenant, c'est moins cher.»* Mais c'est parfaitement fonctionnel et convivial pour les 80 employés qui font tourner la machine (contre 12 seulement en 1986). Une organisation certes moins riche qu'aux Pays-Bas ou en Allemagne, mais assez aisée tout de même, puisqu'elle gère des contributions passées de 1,6 million de livres en 1988 (14 millions de francs) pour 175 000 donateurs, à 4 millions de livres aujourd'hui (33 millions de francs) pour 411 000 donateurs.

Le bureau de Londres a l'avantage de disposer des moyens de la division «communication», installée elle aussi dans la capitale britannique (25 salariés, un budget annuel de 7,5 millions de francs). Cette division, logée dans un immeuble neuf depuis 1990, diffuse films, cassettes et publications produits par Greenpeace.

Cette croissance exponentielle de Greenpeace dans la décennie 80 a complètement modifié son organisation. Bande de copains entre 1971 et 1978, organisation internationale de militants à partir de 1980, la voici devenue une multinationale gérée par des managers. Certes, les motivations des militants n'ont pas changé (écologie, pacifisme, non-violence et internationalisme sans frontières) et ce sont toujours eux qui donnent le ton au sein des instances suprêmes. Mais, de plus en plus, la gestion financière des programmes et des campagnes prend le pas sur l'initiative de base.

Le temps des managers

«Pour moi, Greenpeace était un but, c'est devenu un outil, constate Mme Katia Kanas, qui a retrouvé l'organisation après une éclipse de sept ans. *Quand je suis partie en 1985, Greenpeace, c'était deux cents personnes. Je pouvais faire un communiqué sur Bhopal en moins d'une heure. Aujourd'hui, il faudrait trois jours.»*. Cette lourdeur administrative est aujourd'hui dénoncée par tous les vétérans qui ont connu les heures glorieuses de l'improvisation. *«Quand j'ai retrouvé mes anciens camarades à Cherbourg pour accueillir l'*Akatsuki-Maru, raconte M. Jacky Bonnemains, *je ne reconnaissais plus ce mouvement spontanéiste et libertaire où j'avais milité. Des petits soldats, sans humour ni fraîcheur, qui se prennent vraiment trop au sérieux. Il leur faut téléphoner trois heures à Amsterdam pour demander cent balles!»*

De tous les témoignages recueillis, il ressort que le départ de M. David Mac Taggart, qui s'est retiré dans une ferme en Italie, a ouvert les portes aux gestionnaires méthodiques et parcimonieux. *«Avant, Mac Taggart l'emportait sur un coup de gueule, et on s'écrasait devant le père fondateur»*, reconnaît M. Philippe Lequenne, lui-même recruté pour reprendre en main Greenpeace France après la débandade de 1985.

M. Mac Taggart, le fougueux businessman canadien amateur de voile en Nouvelle-Zélande, a perdu le pouvoir au cours d'une assemblée générale réunie en octobre 1989 à Alpbach, en Autriche. Alors qu'il proposait d'acheter aux Russes en déconfiture un satellite de télédétection qui aurait permis de déceler à distance un pétrolier en train de dégazer, il s'est vu rembarrer par la «bande des cinq», c'est-à-dire les directeurs des quatre grands bureaux (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Etats-Unis) et l'état-major du bureau international. Ces messieurs ont jugé que l'organisation avait mieux à faire que de se payer un satellite de 2 ou 3 millions de dollars. Et l'affaire en est restée là.

Aujourd'hui, le *big boss* est incontestablement M. Steve Sawyer, un Américain de trente-six ans qui milite à Greenpeace depuis 1978. Diplômé de philosophie et d'astronomie à Boston, marin amateur et pacifiste convaincu, il a dirigé le bureau américain de 1986 à 1988, avant d'être désigné pour prendre les commandes à Amsterdam. Sérieux et même austère, derrière sa barbe blonde et ses lunettes sans monture, il ne plaisante pas lorsqu'on critique l'évolution de son organisation. *«Nous ne sommes pas une multinationale*, coupe-t-il, *mais une fédération»*. C'est vrai, au moins statutairement. Mais cette étrange «fédération», qui emploie à plein temps 1 100 salariés, dispose d'une flotte de sept navires et d'un budget global de 150 millions de dollars! Ce qui en fait l'organisation écologique du monde la moins nombreuse en adhérents et la plus riche en moyens, donc la plus efficace.

ROGER CANS

Une structure complexe

Fondé en 1971 et érigé en organisation internationale en 1979, le mouvement Greenpeace est aujourd'hui un emboîtement complexe de bureaux nationaux et régionaux, coiffé par un organe international appelé GPI (Greenpeace International), qui a son siège à Amsterdam.

GPI est composé d'un président – un avocat finlandais en fin de mandat, qui sera bientôt remplacé par une Allemande, Uta Belion –, un directeur exécutif, Steve Sawyer, qui est le vrai patron, et un conseil international, où sont représentés à la fois les bureaux nationaux et les bureaux régionaux (un par territoire). Le conseil international se réunit une fois par an (*Annual General Meeting*), en un lieu toujours différent. Il approuve les projets de campagne, les budgets, et élit le conseil d'administration, porté aujourd'hui à sept membres.

Sur les trente pays qui ont un bureau de Greenpeace, dix seulement ont le droit de vote, parce qu'ils sont financièrement autonomes ou contribuent au budget de l'organisation internationale (Allemagne, Australie, Autriche, Espagne, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse). En 1991, le Danemark et le Canada (300 000 adhérents) ont perdu leur droit de vote parce qu'ils ne recueillaient pas assez de fonds. La France, quant à elle, n'a jamais pu contribuer au fonctionnement de GPI.

La progression de l'audience de Greenpeace à travers le monde se mesure par ses donateurs et ses recettes.

Voici les chiffres fournis (en interne) par l'organisation : 85 millions de dollars de recettes pour 1 836 649 donateurs en 1988 ; 136 millions pour 2 772 862 donateurs en 1989 ; 158 millions en 1990 pour 3 937 390 donateurs ; 162 millions en 1991 pour 4 089 839 donateurs ; et 152 millions en 1992 pour 4 303 416 donateurs.

R. C.

Les déboires de la branche française

L'antenne française de Greenpeace naît en octobre 1977, lorsque M. David Mac Taggart vient débaucher à Paris quelques militants des Amis de la Terre : M. Remi Parmentier, engagé dans le projet Jonas pour la sauvegarde des baleines, M. Nicolas Desplats (aujourd'hui cheville ouvrière de Génération Ecologie) et Mme Katia Kanas, fille d'un Grec et d'une Américaine, naturellement portée à l'action planétaire. Il leur propose un objectif ambitieux : acheter un bateau et faire campagne en Islande contre la chasse aux baleines.

L'appartement qui leur sert de local, dans le 13e arrondissement, n'a pas de chauffage. Ils vendent tee-shirts et autocollants dans les expositions et les salons, mais cela ne suffit pas. C'est finalement la branche néerlandaise du WWF (World wildlife fund) qui, en 1978, offre l'argent pour payer le bateau. Un vieux rafiot acheté 32 500 livres au ministère britannique des pêches et rebaptisé *Rainbow Warrior*...

En 1979, la petite équipe reçoit le renfort d'une Néo-Zélandaise envoyée en France par l'antenne de Londres, Mme Louise Trussell. Avec Remi Parmentier, elle formera le couple pivot de Greenpeace France première génération. Ils gardent pour eux l'appartement du 13e et louent comme local une pièce rue du Mail (2e), payée par le fichier des adhérents et les ventes d'articles du mouvement. Après la création de Greenpeace international, en 1979, l'ère du bricolage s'achève.

L'équipe fait merveille

Le conseil international du mouvement de la «paix verte» commence à exercer son contrôle sur les différentes antennes et s'efforce d'en implanter de nouvelles. M. Remi Parmentier est envoyé en Espagne pour organiser la protestation des pêcheurs galiciens contre l'immersion des déchets nucléaires dans l'Atlantique. Il crée l'antenne espagnole et devient le délégué international (*trustee*) pour Greenpeace France.

En 1981, le bureau français emménage rue de la Bûcherie (5e), dans un local libéré par les Amis de la Terre, qui se consacrent à la campagne présidentielle de M. Brice Lalonde. Tandis que David Mac Taggart emmène M. Lalonde faire campagne contre les essais nucléaires à Mururoa, Greenpeace International tient son assemblée générale rue de la Bûcherie, en présence notamment de M. Steve Sawyer, l'actuel patron américain. Un honneur qui ne se renouvellera plus!

C'est à cette époque que les militants permanents deviennent salariés, à raison de 6 000 francs mensuels. Mme Katia Kanas, après une année sabbatique, est embauchée comme *campaigner* pour la mer du Nord. Puis arrive M. Jacky Bonnemains, l'homme qui connaît tous les bateaux passant par Cherbourg. Avec Mme Kanas, ils vont former le couple pivot de la deuxième génération de Greenpeace France.

L'équipe française, alors, fait merveille. Elle mène campagne contre le *Pacific Crane* – rebaptisé aujourd'hui *Akatsuki-Maru* – lors de ses livraisons de déchets nucléaires à la Hague. Elle dénonce d'un même souffle les pollutions en baie de Seine et la construction d'une piste d'aviation en terre Adélie. En 1983, Greenpeace révèle l'entrée en France des fameux quarante et un fûts de dioxine de Seveso. En 1984, les mêmes révèlent le véritable contenu du *Montlouis*, coulé au large d'Ostende avec ses conteneurs d'hexafluorure d'uranium. Cependant, le bureau de Paris n'a jamais pu dépasser 5 000 adhérents, ce qui limite ses ressources propres à quelque 4 millions de francs. La section internationale doit donc faire l'appoint. Cette infériorité française au sein de l'organisation internationale finit par créer des tensions. La crise éclate en avril 1985 : Jacky Bonnemains, Katia Kanas et deux autres permanents sont licenciés par le conseil d'administration, alors composé de Mme Louise Trussell et M. Yves Lenoir, un ingénieur de l'Ecole des Mines devenu ardent militant antinucléaire. Jacky et Katia créent un mouvement dissident, «Robin des Bois».

Le 5 juillet 1985, l'assemblée générale des adhérents élit un nouveau bureau, présidé par un avocat parisien, M. François Breteau, assisté de Mme Trussell et M. Lenoir. Mais le nouvel état-major n'aura guère le temps de faire ses preuves car, cinq jours plus tard, le 10 juillet 1985, des plongeurs français de la DGSE coulent le *Rainbow Warrior* dans le port d'Auckland... La France ayant déclaré la guerre à Greenpeace, le bureau français devient suspect aux yeux de l'International. En octobre 1987, son droit de vote lui était retiré et il dépose son bilan. Un membre canadien de Greenpeace International, M. Douglas Mulhall, vient alors faire le ménage dans la *«branche pourrie française»*. En mars 1988, tout le monde est remercié.

Six mois plus tard, un nouveau directeur exécutif est recruté par petite annonce, M. Philippe Lequenne, ingénieur grenoblois passionné de biologie marine. Pendant trois ans, l'antenne française de la rue des Petites-Ecuries (10e) tente de se redéployer sous l'étroit contrôle de l'International. C'est Lewes – le siège de la banlieue de Londres – qui détermine les thèmes de campagne, le montant des budgets et les calendriers. C'est Lewes qui finance les *mailings*, le nerf de la guerre pour susciter adhésions et contributions.

La recherche de l'autonomie financière

Ces appels de fonds finissent par payer : 10 000 adhérents en 1989, 18 000 en 1990, 29 000 en 1991. A raison de 200 francs l'adhésion (en moyenne), le chiffre d'affaires avoisine 6 millions de francs. Mais Lewes considère que cet argent lui appartient, et comme Paris ne rembourse pas son dû, le conflit éclate à nouveau en 1991.

M. Lequenne est remercié, et une nouvelle structure est mise en place, encore plus internationale : un président belge qui vit à Bruxelles (M. Olivier Deleuze); un secrétaire général qui vit à Madrid (M. Remi Parmentier); et une Américaine de Paris, sociologue et militante tiers-mondiste (Mme Susan George), nommée par Greenpeace International au conseil d'administration de la branche française et qui a officiellement le titre de trésorière. Quant à la direction exécutive, elle a été confiée à M. Melvyn Gattinoni, un Uruguayen venu du bureau de Buenos-Aires. *«Nous nous donnons au moins deux ans pour acquérir l'autonomie financière»*, annonce ce dernier, ancien publicitaire de la firme américaine Ogilvy.

Mais comment atteindre cette autonomie tant que le soutien «populaire» restera aussi faible : 35 000 adhérents, soit deux fois moins qu'en Belgique, dix fois moins qu'en Grande-Bretagne et vingt fois moins qu'en Allemagne?

R. C.

(Publicité)

IMMOBILIER – POUR OUBLIER 1992

L'année s'achève et nous la voyons s'éloigner sans regret.

Déjà 1993 se profile et les prévisions économiques pour les mois à venir contredisent les perspectives prometteuses que l'ouverture du grand marché, il y a seulement six mois, semblait dessiner.

1992 restera, pour l'économie immobilière, une année de crise forte. Dans toutes ses composantes professionnelles, et sur l'ensemble de ses marchés, les points de repère traditionnels se sont effacés, ne laissant que soubresauts, incertitudes et ajustements aigus entre une offre soutenue et une demande hésitante.

Trois plans de soutien ont été annoncés, puis mis en œuvre, sans jamais parvenir à enclencher cette dynamique du succès qu'attend notre pays.

Et pourtant, la crise qui frappe l'économie immobilière déstabilise les circuits de financement des principaux pays industrialisés ; aussi est-il urgent d'adopter, enfin, les dispositions d'ensemble qui, au-delà des aléas conjoncturels, assureront structurellement le dynamisme de ce secteur d'activité essentiel à la stabilité du tissu social et financier de notre pays.

Le rôle de l'Etat en matière de logement est, héritage de la seconde guerre mondiale, central. Son positionnement est aujourd'hui en question devant la faillite des politiques suivies.

Qu'une tutelle existe, réelle sur le parc social public, n'appelle guère d'observations si ce contrôle est effectué à bon escient dans un souci de solidarité nationale et non pas comme élément de distorsion à l'égard de l'investissement privé.

En revanche, le caractère omniprésent de l'Etat, via *un arsenal réglementaire considérable sur le parc privé, n'a pas de véritable justification, si ce n'est pour dissimuler les effets des échecs de la politique menée. S'il est une question qui doit être posée, c'est bien celle du rôle de l'Etat; c'est pourquoi cette dernière ne saurait être éludée.*

● *L'échec que chacun constate aujourd'hui n'est, en effet, pas directement celui du gouvernement, mais surtout celui de l'Etat et de la volonté de ce dernier.*

Le premier mal dont souffre notre secteur d'activité et, au-delà, l'ensemble du pays, c'est une volonté débridée d'une excessive financiarisation.

L'épargne des ménages a quitté les valeurs traditionnelles qu'étaient l'or, les bons du Trésor et, aujourd'hui, le livret A et la pierre. Par crainte d'une délocalisation et au nom de la modernité et de l'efficience, la France, qui n'avait pas une authentique tradition capitaliste, a cherché, avec excès, à combler ce qu'elle considérait comme un retard à l'égard d'autres pays. Cette action brutale, menée en quinze ans, a connu un succès qui dépasse ses promoteurs, et l'épargne longue fait cruellement défaut, aussi bien pour l'entreprise, le logement social, la retraite et l'immobilier privé. Devenue volatile, insaisissable et spéculative à court terme, l'épargne liquide tourne sur elle-même au point de ne s'investir dans aucun des grands défis que notre pays doit affronter.

Cette financiarisation souhaitée, voulue, semble échapper à ses auteurs, et les voies d'une remise en cause sont difficiles. Le succès des produits de trésorerie s'inscrit aujourd'hui comme la marque la plus tangible d'une crise de confiance dans l'avenir. Il est à cet égard particulièrement significatif d'observer que les mises en garde que nous adressions aux pouvoirs publics depuis 1989 sont restées lettre morte, alors que les déclarations des banques ont immédiatement conduit les pouvoirs publics à s'interroger officiellement.

Est-il besoin d'ajouter, concernant l'immobilier, que cette financiarisation aura généré une profonde crise de la valeur ?

● *La seconde interrogation sur le rôle de l'Etat, directement liée à la première, porte sur les moyens de sa politique. La collecte sur le livret A s'amenuisant, l'Etat renforce la rigueur de gestion imposée aux responsables du logement social, conduisant ces derniers à une plus forte sélectivité quant aux locataires, ce qui génère autant d'exclusions inacceptables de la solidarité nationale.*

Ces exclusions sont d'autant moins admissibles qu'elles avaient disparu depuis trente ans et qu'une meilleure gestion du parc global pourrait les réduire.

En effet, nombre de bénéficiaires du parc social devraient, dans un marché plus fluide et détendu, devenir locataires d'un parc privé que leur niveau de revenu leur permet de rejoindre.

Mais l'absence de mobilisation de l'épargne privée sur le marché immobilier, les blocages multiples entraînent, là aussi, des pénuries localisées et fortes qui interdisent cette sortie par le haut.

Parce qu'il a conscience de cette situation, l'Etat pratique une politique malthusienne de maintien dans les lieux, ou de protection du locataire en place, qui génère des goulots d'étranglement, des rentes de situation et des exclusions.

C'est donc l'insuffisance des concours publics sur le parc social public qui interdit la mise en œuvre de la logique du marché sur le parc privé.

En dehors de ces réglementations, un appareil lourd de contrôle et d'aides se multiplie visant à colmater les insuffisances les plus criantes.

Il est à craindre que la phase ultime de cette logique ne conduise à transférer aux collectivités territoriales la responsabilité de la politique du logement sans pour autant leur donner les moyens de cette politique. La tentation sera d'autant plus forte que ces moyens apparaissent chaque jour plus insuffisants et inadaptés, et que nombre d'élus, sans doute hâtivement, revendiquent cette compétence nouvelle.

L'Etat ne peut pas abdiquer ses responsabilités en la matière, a fortiori *après avoir proclamé le droit au logement.*

Il doit, au contraire, réaffirmer une action forte en matière d'aménagement du territoire, fixer les limites de la société d'économie mixte, redéployer la solidarité nationale, redéfinir le statut fiscal de l'épargne immobilière, donner au droit de propriété son sens le plus fort. Tel est, au-delà du vœu, l'espoir que nous formulons pour 1993.

Marc Lance
président de la Confédération Nationale des Administrateurs de Biens
53, rue du Rocher, 75008 Paris Ile-de-France

SOCIÉTÉ

L'enfer vert des légionnaires

Au « camp Szutz », les militaires stagiaires s'entraînent à la survie en forêt équatoriale

RÉGINA
(Guyane française)

de notre envoyé spécial

La pirogue *Cao-Bang-II* se faufile entre les écueils du fleuve Approuague, comme un *remake* de l'épopée indochinoise de la Légion. Les « bérets verts » embarqués à son bord appartiennent au 3e régiment étranger d'infanterie et leur petite troupe s'entraîne au « camp Szutz », du nom d'un adjudant tué en 1959 en Algérie. Les références sont coloniales, mais l'Approuague coule en Amérique latine, dans le département français de Guyane.

Assis à la place du *boss man* qui dirige la manœuvre, le capitaine Martinez a d'ailleurs des références plus cinématographiques. Trop jeune pour avoir connu la défaite de Cao-Bang et pour avoir combattu dans le djebel, l'officier rêve en technicolor quand il contemple la forêt amazonienne. *« Ici, on revit au jour le jour les scènes de* Rambo I, *de la* Forêt d'émeraude *et d'*A la recherche du diamant vert », dit le capitaine. Mais le décor, plus vrai que nature, ferait frissonner plus d'un aventurier des salles obscures.

Commandant le « camp Szutz », autrement dit le Centre d'entraînement en forêt équatoriale (CEFE) de Régina, le capitaine Martinez voit passer chaque année deux milliers de militaires stagiaires venus goûter aux joies des « opérations survie ». Vissé au bout d'une piste en latérite et surplombant un océan végétal, le camp impose la règle d'un jeu militaire à la fois simple et sauvage : dix hommes sont déposés au bord d'une crique enfouie dans la jungle ; ils doivent tenir quelques jours en trouvant sur place leurs moyens de subsistance.

Leur paquetage se réduit au minimum vital : trois allumettes chacun, un coupe-coupe pour deux, un bidon pour cinq, une trousse de santé (les crises de paludisme sont fréquentes) et une radio pour tous. Quatre fusils de chasse, vingt cartouches par jour et une torche complètent la panoplie. *« Les bêtes dorment pendant la journée, alors on chasse la nuit. Surpris par la torche, les yeux du jaguar sont nettement plus écartés que ceux des rongeurs »*, précise un légionnaire qui est allé faire des repérages dans un zoo du Brésil voisin.

Pour le reste, les militaires en quête de sensations fortes s'en remettent aux cours de Kamel, un caporal d'origine libanaise qui connaît l'enfer vert presque aussi bien que la plaine de la Bekaa. *« En faisant du feu, on a déjà 40 % de chances de s'en tirer*, assure le sous-officier. *Pour l'allumer, des bougies ou des semelles de rangers. Pour conserver les flammes, une termitière qui se consume très lentement et qui éloigne les moustiques. »* Dans ce milieu saturé d'eau (le taux d'humidité frise les 90 %), les blessures ne cicatrisent pas : alors, *« on désinfecte avec de l'urine ou en frottant une feuille de moucou-moucou*, dit Kamel. *Puis on attrape une grosse fourmi-manioc, on lui fait mordre la peau de chaque côté de la plaie, et on lui coupe la tête »*. Le manuel du parfait légionnaire recommande aussi de *« dormir dans un hamac suspendu aux arbres pour échapper aux bestioles »*.

« Bloque le cerveau, tire sur les bras »

« Pas d'affolement », prévient le sous-officier : la morsure des mygales et des scorpions donne *« seulement »* une forte fièvre. Quant à la douzaine de serpents venimeux qui hantent la forêt, ils sont *« peureux »* et s'enfuient à l'approche de l'homme. Seul le *« maître de la brousse »*, un serpent encore appelé *« grage grands carreaux »*, est vraiment redouté, car il attaque quiconque foule son territoire. Conclusion du Libanais : *« Sur le terrain, on vit bien. »*

On vivra d'autant mieux que l'on arrivera à faire son marché. *« Il y a des fruits toute l'année*, salive le légionnaire en évoquant les châtaignes guyanaises et les fruits de la passion. *Pour manger des cœurs de palmier, on coupe les pousses qu'on trouve à une vingtaine de mètres du sol. »* A l'en croire, *« la viande des tapirs est plus parfumée que celle du bœuf »* et *« la chair de tous les serpents est excellente »*. Les méthodes de pêche des Indiens ont été copiées : en pressant telle espèce de liane au-dessus de l'eau, on répand un alcool blanchâtre qui enivre les poissons ; les plus gros, complètement saouls, viennent flotter mollement à la surface et on peut les ramasser sans difficulté. Les militaires, eux, ne boivent pas d'alcool, promet un officier ; ils ne cueillent pas non plus ces champignons hallucinogènes qui sont très prisés lors des fêtes indiennes.

« Bloque le cerveau et tire sur les bras », ordonne un chef à un légionnaire dégoulinant de boue après des plongeons répétés dans la gadoue. Celui-ci n'en peut plus de franchir les obstacles aux noms évocateurs (l'*« avorteuse »*, la *« planchette thaïlandaise »*, le *« ramping aquatique »*) du parcours du combattant de jungle, qui figure parmi les joyeusetés du CEFE. On y apprend aussi à confectionner des *« pièges anti-personnel »* : une énorme boule hérissée de pieux tombera d'un arbre pour transpercer un ennemi ; une herse s'abattra sur la tête d'un autre ; des fléchettes aux pointes enduites de batratoxine (un poison prélevé sur d'élégantes grenouilles rouge et bleu, les dendrobates : un quart de milligramme est mortel) terrasseront des ennemis potentiels. Ce qui, on le voit, n'est plus du cinéma.

« Après être passés par Régina, les stagiaires trouveront la plupart des champs de bataille moins difficiles », ponctue le colonel Thery, chef du 3e REI. Aussi, des commandos de fusiliers-marins de Lorient au GIGN et aux saint-cyriens en fin de scolarité, des *marines* aux membres de la Garde nationale américaine, des militaires de tous horizons viennent-ils « s'aguerrir » dans ce centre unique en son genre dans l'armée française. *« L'entraînement leur permettra d'être à l'aise dans des régions à la végétation comparable, comme au Rwanda ou au Gabon, où nos armes se sont récemment illustrées »*, ajoute le commandant du régiment aux trois fourragères. De quoi susciter l'envie des cadres du secteur privé en mal d'aventures ? L'an passé, une compagnie internationale a demandé au CEFE d'accueillir en stage ses éléments les plus dynamiques. La Légion a carrément dit non.

Car les légionnaires de l'Amazone ont pour mission de servir la grandeur de la France. Une fois l'an, les bérets verts du 3e REI s'aventurent jusqu'au fond de la jungle à l'occasion des *« missions profondes »*. Armés de coupe-coupe et de tronçonneuses, ils s'en vont dégager *« les bornes 5, 6 et 7 »* de la végétation qui les engloutit. L'affaire est solennelle, puisque ces trois bornes symbolisent les frontières méconnues que la République française – et donc l'Europe des Douze – partage avec le Brésil.

ERICH INCIYAN

La mise en place d'un réseau européen d'usagers de drogue

Des toxicomanes s'organisent pour participer à la prévention du sida

La troisième rencontre du réseau européen des groupes d'intérêts d'usagers de drogue (European Interest Group of Drug Users, EIGDU) s'est tenue récemment à Vérone. Né en Hollande au début des années 80, ce mouvement a progressivement gagné toute l'Europe comme un moyen, pour les toxicomanes, de participer à la prévention du sida. Il touche depuis peu la France, où un groupe d'« auto-support des usagers de drogue » (ASUD) s'est créé au mois d'avril dernier.

Nés en 1980, à Amsterdam, avec l'apparition du premier *Junkies Bond*, les « syndicats d'usagers de drogue », ont dès leur origine mêlé la revendication d'un *« droit à disposer librement de son corps »*, y compris en usant de substances toxiques, et un travail de prévention des risques liés à la toxicomanie. Ils ont ainsi contribué à mettre en place, aux Pays-Bas, le premier programme d'échange de seringues.

Quasiment tous les pays d'Europe, depuis, ont vu surgir des groupes similaires. En Allemagne, les JES (Junkies, ex-junkies, substitutes) demandent aujourd'hui l'augmentation du nombre de centres de distribution de méthadone. En Grande-Bretagne, Mainliners diffuse un journal consacré aux moyens de réduire les risques liés à la prise de drogue (le *safe use*). Il conseille par exemple de n'utiliser que sa propre seringue, de casser l'aiguille avant de s'en débarrasser, et de ne jamais prendre de tranquillisants avant une injection pour ne pas risquer la surdose. En Italie, à Turin, les toxicomanes militants de Sidarca tiennent ouverte une ligne téléphonique et viennent en aide aux séropositifs. Les Belges auront bientôt leur propre groupe, baptisé CCLA (Citoyens comme les autres).

« Tout le monde aujourd'hui a été gagné à l'idée que le meilleur moyen de faire de la prévention contre le sida, c'est de faire passer le message de l'intérieur », explique M. Abdalla Toufik, qui effectue une recherche financée par la Communauté européenne, sur les groupes d'auto-support. *« Les homosexuels se sont auto-organisés. Les toxicomanes essaient de faire de même. Mais la pénalisation de la drogue rend le regroupement problématique. »*

La France n'a pas échappé à ce mouvement, bien que l'auto-support s'y soit développé de façon beaucoup plus tardive. Au mois d'avril dernier, sous le nom d'Auto-support des usagers de drogue (ASUD), une dizaine de toxicomanes ont décidé de se réunir en association. Ils se sont donné pour but de *« participer à la prévention de la contamination par le VIH et de lutter contre les discriminations et la marginalisation des toxicomanes »*. Ils ont, d'ores et déjà, reçu 312 000 F de l'Agence française de lutte contre le sida et diffusent gratuitement auprès des pharmaciens, dans les centres de soin et sur les lieux de trafic les deux premiers numéros de leur journal, *ASUD*, tiré à dix mille exemplaires.

Ce groupe d'auto-support plaide pour une citoyenneté du toxicomane et pose ainsi la question de son statut : l'usager de drogue est-il un malade ou un délinquant ? *« Actuellement, en France, on n'accepte de parler à un toxico, de le considérer, qu'à partir du moment où il dit qu'il veut arrêter »*, affirme Philippe Marchenay, membre du groupe. *« Nous, nous disons : « Faisons le contraire. Aidons le toxico à se réinsérer, et ensuite il pourra se déterminer. »*

Le groupe ne demande pas la légalisation de la drogue. Ses militants souhaitent une dépénalisation des produits de substitution qui permettraient, selon eux, à bon nombre de toxicomanes de se stabiliser : retrouver du travail, un logement, et finalement, *« vivre »* avec leur dépendance.

A l'heure où l'on estime que 30 % à 50 % des cent cinquante mille toxicomanes français utilisant des drogues par voie intraveineuse pourraient être séropositifs, l'émergence d'un nouvel acteur de prévention ne laisse pas indifférent, y compris du côté du ministère de la santé, qui envisage, pour le début de l'année, une rencontre avec les professionnels de santé afin de définir une ligne de conduite concernant la délivrance de produits de substitution.

Invité à « L'heure de vérité » sur France 2

M. Pierre Gilles de Gennes dénonce le nouveau bac et la « religion de l'écologisme »

Invité dimanche 27 décembre à « L'heure de vérité » sur France 2, M. Pierre Gilles de Gennes a vivement critiqué la réforme du baccalauréat, et s'est inquiété des dangers d'une écologie basée sur l'*« exploitation de la peur »*.

Le prix Nobel de physique 1991 s'est affirmé *« pas du tout heureux »* de la rénovation du baccalauréat annoncée récemment par M. Jack Lang, ministre de l'éducation et de la culture (*le Monde* du 16 décembre). *« Il y avait eu une réflexion très profonde, à la fois par des chercheurs, et par des enseignants depuis deux ou trois ans (...) Tout ceci avait débouché sur un projet très cohérent, qui était d'éviter que nos gamins se spécialisent dès l'entrée en première. Ce concept était tout à fait mûr et puis, en juillet, le ministère l'a complètement pulvérisé »* pour le remplacer par un projet *« où les options sont figées »*. L'invité de « L'heure de vérité » s'est aussi élevé contre la prééminence des mathématiques dans l'enseignement. Un travers que le nouveau bac devrait pourtant corriger en partie. Selon lui, *« l'accent mis sur les maths dans nos pays latins est très grave parce qu'il occulte d'autres qualités qui sont tout aussi importantes pour former les gens »*, et qui sont *« l'observation, l'habileté manuelle et le sens pratique »*.

M. de Gennes a estimé, enfin, que les universités *« ont besoin de l'autonomie et de la décentralisation. Il faut qu'elles puissent, par exemple, recruter des professeurs un peu partout. Actuellement, il y a un autorecrutement déplorable dans les universités qui ne prennent que des gens qu'elles connaissent déjà, dans les petits secteurs qu'elles veulent défendre. Une université qui veut être une université pilote va chercher des gens ailleurs et les surpaie, s'il le faut, pour les faire venir. Il faut que les universités soient jugées sur le nombre d'emplois qu'elles créent, et que les crédits qu'elles recevront de l'Etat soient assujettis à leur véritable succès vis-à-vis de la nation. »*

Abordant des sujets plus généraux, du nouveau catéchisme et de l'Union européenne à l'interdiction de fumer ou la mise en valeur du Sahara, le Prix Nobel de physique s'est inquiété du danger que représente *« une espèce de religion de l'écologisme qui se construit, qui est menaçante, qui est sectaire dans beaucoup de cas, qui est même fondée sur une exploitation de la peur (...) Il y a véritablement à notre époque*, a-t-il estimé, *le besoin d'une éducation scientifique de base pour tous les enfants, parce qu'ils vont être appelés à prendre des décisions de société tellement graves que, s'ils les prennent sur les critères actuels de l'opinion, on va au désastre »*.

□ **Vingt-deux blessés à la suite d'un carambolage près de Toulouse.** – Vingt-deux personnes ont été blessées, dimanche 27 décembre, dans un carambolage qui s'est produit sur l'autoroute A 62 dans le sens Bordeaux-Toulouse entre une quarantaine d'automobiles, à Saint-Jory (Haute-Garonne), au nord de Toulouse. L'épais brouillard qui s'était installé en fin de journée sur la vallée de la Garonne et la densité de la circulation en raison des retours du week-end de Noël seraient à l'origine de ce carambolage.

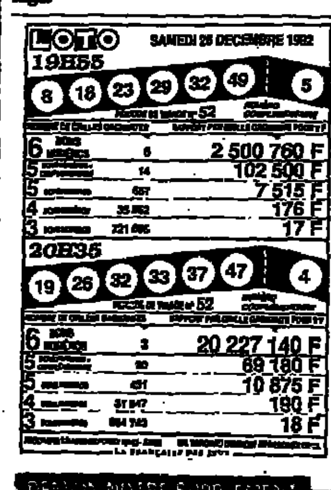
LOTO SAMEDI 26 DÉCEMBRE 1992

19H55 : 8 18 23 29 32 49 – complémentaire 5

6 bons numéros	6	2 500 760 F
5 + complémentaire	14	102 500 F
5	687	7 515 F
4	35 952	176 F
3	721 695	17 F

20H35 : 19 26 32 33 37 47 – complémentaire 4

6 bons numéros	[illegible]	20 227 140 F
5 + complémentaire	[illegible]	89 180 F
5	[illegible]	10 875 F
4	[illegible]	180 F
3	[illegible]	18 F



CARNET DU Monde

Décès

– Mme Louis Barthet,
Nicole Barthet-Lachkar,
Laura, Nicolas,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis BARTHET,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 16 décembre 1992.

– Mme Bensaber Bensaber,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bensaber BENSABER,
commandant de la marine marchande,
inspecteur maritime,

survenu le 25 décembre 1992, à Mostaganem (Algérie).

6, boulevard de la Capelle,
12400 Saint-Affrique.

– Les familles Bouret et Karailiev
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BOURET,

survenu à Marseille, le 16 décembre 1992.

« A jamais présent dans nos cœurs. »

– Daniel et Christine Contenay,
Jean Contenay (dit Philippe Gavi) et Marielle Roger,
François et Carmen Contenay,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Auxquels se joignent les collaborateurs de son agence,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. André CONTENAY,
architecte DPLG,

survenu le 27 décembre 1992.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Pléneuf-Val-André (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part.

53, rue du Ranelagh,
75016 Paris.

– Mme Mireille Illy,
M. A. Illy et Mme,
Mlle Louisette Estève,
ont la tristesse de faire savoir à leurs parents et amis le décès de

Joël ESTÈVE,
agrégé de l'Université,

survenu le 17 décembre 1992.

Suivant la volonté du défunt, ses obsèques civiles ont eu lieu le 21 décembre, dans la plus stricte intimité.

– M. et Mme Jean Pezzoli,
Mlle Denise Pezzoli,
M. et Mme Richard Bonneville,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Manfred PEZZOLI,
née Suzanne Maire,

survenu à son domicile, le 18 décembre 1992, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 22 décembre, en l'église Saint-Joseph de Clamart.

– Mme François Lorin de Reure,
son épouse,
Alexandra et Patrice,
Ariane,
Jean et Elisabeth,
ses enfants,
Mme Jean Lorin de Reure,
sa mère,
M. et Mme Louis Cissé,
ses beaux-parents,
Ses frères et sœur,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François LORIN de REURE,

survenu le 25 décembre 1992, dans sa soixantième année.

Villa Bassoihana,
64480 Ustaritz.

– Mme Estelle Rocher,
son épouse,
M. Jean-Pierre Rocher,
son fils,
Stéphanie,
sa petite-fille,
Sa famille
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel ROCHER,

le 23 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, au Chesnay (Yvelines).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 décembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Clodoald, place de l'Eglise, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.

Il ne sera pas reçu de condoléances, un registre du souvenir recevra votre témoignage d'amitié.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

Cet avis tient lieu de faire-part.

72, rue Royale,
92210 Saint-Cloud.
70, rue Yves-le-Coz,
78000 Versailles.

– Alger. Versailles.

Mme Simone Safar,
son épouse,
Ses enfants,
Philippe et Colette Safar,
Hélène et Marcel Benichou,
Didier et Marie-Hélène Safar,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Toute sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Georges SAFAR,
Gabbar,

survenu le 27 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 28 décembre, à Versailles.

43, avenue de Saint-Cloud,
78000 Versailles.

Anniversaires

– Le 28 décembre 1986, disparaissait accidentellement

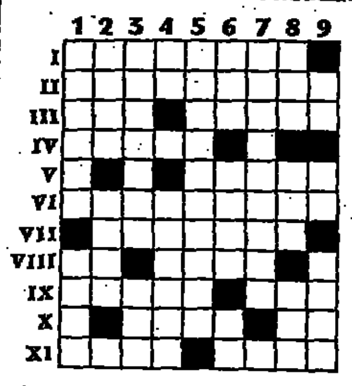
Siva SOUBRAMANIEN.

De la part de
Son épouse, Josette,
Ses enfants, Krishna et Indira.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5942



HORIZONTALEMENT

I. Comme des objets sur lesquels un poète s'est interrogé. – II. Des gens qui aiment le grand air et les bons morceaux. – III. Peut marcher sur la tête. Ce n'est pas toujours la bonne voie. – IV. Levée par celui qui ne veut pas rester en rade. – V. Une grande famille. – VI. On les voit sur des personnages qui se sont illustrés. – VII. Qui n'est pas du tout rongée. – VIII. Divinité. Grande quantité. – IX. Se vident après la consultation. Peut être de la revue quand il est petit. – X. Des tranches. Quartier de Madrid. – XI. Prit à la gorge. Fait quelque chose.

VERTICALEMENT

1. Nom parfois donné au trou de balle. Ce qu'on fait pour ne pas être piqué. – 2. Souvent mis dans un tube. Chef de tribu. – 3. Est méchante comme la teigne. Où il n'y a rien à enlever. – 4. Cuvette. Donnera des motifs. – 5. Qui peut fondre rapidement. – 6. Attendu par celui qui veut faire ce qui lui plaît. Ligne de tête. Possessif. – 7. Parler en maître. – 8. Se met à table. Bien ouverte. Elément d'un cercle. – 9. Symbole. Traditions. Peut avoir sa raison.

Solution du problème n° 5941

Horizontalement

I. Epistolière. Cap. – II. Sommelier. Nu. Mi. – III. Sépare. Néon. Mat. – IV. Oter. LIP. Event. – V. Rétablissement. – VI. R.G. Insipide. – VII. Leader. ENO. Aune. – VIII. Lénine. Iéna. Rat. – IX. TTC. Iris. – X. Mi. Eoliennes. As. – XI. Etc. Morgue. Ravi. – XII. Ne. Abusa. Canoé. – XIII. Vert. Lâcheur. – XIV. Tirer. Echelle. – XV. Fane. Erreur. Ure.

Verticalement

1. Essorillement. – 2. Poète. E.E. Ite. Ta. – 3. Impétrant. Vin. – 4. Smaragdite. Aère. – 5. Ter. Encombre. – 6. Olé ! Lire. Loutre. – 7. Li. Lin. Airs. – 8. Iénisséi. Egler. – 9. Erépsine. Nu. Acé. – 10. Eponine. Chu. – 11. Ennemi. Are. Cher. – 12. Véda. Israël. – 13. Meneurs. An. Lu. 14. Amant. Na. Avouer. – 15. Pitt. Bételle.

GUY BROUTY

LE BILAN ECONOMIQUE 1992

Crises

Le monde occidental, l'Europe surtout, connaît une série de crises qui se croisent et s'accroissent l'une l'autre, rendant le présent inquiétant et l'avenir incertain. Crise économique, crise politique, crise morale... le communisme finit de se désintégrer, alors que le capitalisme souffre d'une éclipse de reprise : peut-être 1,5 % de croissance en 1992, moins de la moitié du taux de 1989.

Le redémarrage de l'activité, tant attendu depuis l'été 1990, au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, et tant prédit, ne s'est pas vraiment produit, mis à part quelques frémissements aux Etats-Unis. De façon profonde, les entreprises et les particuliers, éprouvés aussi par la confusion du monde, manquent de confiance dans les vertus du marché et font preuve de circonspection.

Ainsi, après les excès financiers des années 80 encouragés par la libéralisation du crédit, les acteurs de la scène économique cherchent à réduire le niveau élevé de leurs dettes, notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon. Ils épargnent davantage, au détriment de la consommation et de l'investissement, freinant ainsi la demande globale et la production. Les bulles spéculatives ont éclaté, entraînant une dévalorisation des actifs boursiers et autres ; les moteurs sont grippés. Pour leur part, les banques et autres établissements financiers, surengagés dans un immobilier en crise, font preuve de plus de prudence, resserrant leurs prêts. Il s'agit d'une sorte de purge dans une économie en panne, dont l'emploi fait les frais.

Après avoir baissé en continu, de 1983 à 1990, le chômage ne cesse de s'aggraver pour frapper en 1992 plus de 32 millions de personnes dans les pays industrialisés, dépassant le chiffre record de 1983 (31 millions). Et le taux fatidique de 10 % de la population active sans emploi risque d'être franchi dans onze de ces pays, au lieu de quatre seulement au milieu de 1990. Les suppressions d'effectifs touchent maintenant aussi bien les services que la construction et l'industrie.

La crise de l'emploi s'est déroulée sur fond de crise monétaire. Durant l'été, les autorités allemandes ont relevé les taux d'intérêt pour enrayer de fortes pressions inflationnistes liées à la réunification du pays. Cette politique et aussi le refus danois du traité de Maastricht ont provoqué, compte tenu de la différence des structures nationales, une dislocation du système monétaire européen à l'automne, avec la mise en flottement de la lire et de la livre, la dévaluation de la peseta et les attaques contre le franc.

Ce climat morose a pesé enfin sur les négociations commerciales internationales de l'Uruguay Round qui ont été marquées par de vives tensions agricoles entre les Etats-Unis et l'Europe ainsi qu'à l'intérieur même du camp communautaire. Il s'agit de l'avenir de paysans – la politique agricole commune avait été fortement révisée dans un sens restrictif en mai – atteints, notamment en France, d'une crise d'identité. Face aux difficultés du multilatéralisme, se sont aussi constitués ou renforcés des blocs régionaux, en particulier en Amérique du Nord. Où est le sommet de la Terre ?

ACTIVITÉ

L'Europe frappée

Non seulement 1992 n'aura pas été l'année de la reprise tant attendue, mais l'Europe s'est un peu plus enfoncée dans la crise, alors même que le Japon connaissait pour la première fois depuis 1974 un taux de croissance inférieur à 2 %. Seuls les Etats-Unis ont apporté une note d'espoir, ayant renoué avec une croissance faible mais, semble-t-il, durable : + 1,8 % par rapport à 1991 après – 1,2 % en 1991 par rapport à 1990.

Les chiffres d'activité font mal apparaître l'ampleur des difficultés de 1992 dont les effets sur l'emploi ont eu une acuité comparable à celle qui avait prévalu lors de la grave récession mondiale du début des années 80. Globalement, les sept plus grands pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni)) ont pourtant, contre toute attente, vu leur production nationale croître, presque deux fois plus vite qu'en 1991 : + 1,5 % contre + 0,9 %.

Pour l'ensemble des vingt-quatre pays de l'OCDE, le bilan est le même : croissance faible mais croissance tout de même (+ 1,5 %). En redémarrant lentement, l'économie américaine, dont le poids est lourd (36 % du produit intérieur brut des pays industrialisés), a partiellement effacé la crise des économies européennes. Crise née des difficultés aiguës de l'économie allemande qui fait difficilement face aux coûts de la réunification, de la poursuite de *la grave récession britannique* (– 1 % après déjà un recul de 2,2 % en 1991), enfin des efforts d'assainissement entamés par des pays jusqu'ici très dynamiques comme l'Italie et l'Espagne.

La conjonction de ces trois facteurs négatifs explique que la croissance déjà faible en Europe se soit encore ralentie sous l'effet de politiques monétaires sévères (taux d'intérêt très élevés) : + 1,1 % dans la Communauté européenne après + 1,5 % en 1991 et + 2,9 % en 1990. *Comme dans* toutes les périodes basses du cycle conjoncturel, la production industrielle a reculé : de 0,6 % dans les sept plus grands pays industrialisés, après un déclin équivalent en 1991, de 0,4 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Fait nouveau : les activités de services ont elles aussi été touchées, parfois sévèrement, entraînant des suppressions d'emplois importantes.

Aucun des pays industrialisés touchés par la récession ou la stagnation n'a pu sortir de la crise parce que nulle part les ménages n'ont augmenté de façon significative leurs dépenses de consommation, préférant maintenir ou augmenter leur taux d'épargne. Partout les consommateurs – comme d'ailleurs les entreprises – ont préféré se *désendetter pour* améliorer leurs bilans.

Ainsi les deux moteurs habituels des phases de reprise – d'importants achats de biens de consommation ; la reconstitution de stocks dans le commerce et l'industrie – *ont-ils fait* défaut. Les excès de l'endettement accumulé au cours des années fastes (1986-1990) ont d'autant plus pesé sur 1992, que les inquiétudes nées de la situation dans les pays de l'Est mais aussi de l'avenir de l'Union économique et monétaire (UEM), des difficultés de la *réunification allemande, des tensions* grandissantes entre les Etats-Unis et l'Europe à propos des négociations du GATT, ont entretenu partout une grande inquiétude vis-à-vis de l'avenir.

Rarement la confiance était tom*bée aussi bas*, incitant les chefs d'entreprise à freiner autant que possible leurs investissements. Et les effets de ces difficultés se sont fait sentir bien au-delà des Douze : l'ensemble des pays européens de l'OCDE ont vu eux aussi leur croissance se ralentir et revenir en moyenne à + 1 % après + 1,3 % en 1991.

Ce fut la conséquence du ralentissement apparu dans des pays comme l'Autriche (+2 % après + 3,1 %) ou la Norvège (+ 1,3 % après + 1,9 %) alors même que les graves difficultés rencontrées par la Finlande (– 2 % en 1992 après déjà – 6,5 % en 1991), la Suède (-1,2 %) ou même la Suisse (+ 0,2 % après une quasi-récession en 1991) ne se sont pas résorbées, loin de là. A la limite de l'Europe, la Turquie a continué, quant à elle, de récolter les fruits d'investissements importants effectués ces dernières années, ayant connu une croissance de 5,3 % après le passage à vide de 1991, qui suivait une année 1990 plus que florissante (+ 9,2 %).

A l'autre bout du monde toutefois, la zone Pacifique a continué de se développer très rapidement. En Asie, les six pays ou Etats à économies dynamiques (EDA) que sont la Corée du Sud, Taïwan, Hongkong, Singapour, la Thaïlande et la Malaisie ont vu leur PIB moyen croître de 6,5 % en volume après déjà 7,5 % en 1991. Les exportations de ces pays vers le reste du monde sont maintenant aussi importantes que celles du Japon.

S'ouvrant aux capitaux étrangers, commençant à adopter certaines règles de l'économie de marché (en matière de prix notamment), la Chine a enregistré une croissance de 11 %, confirmant qu'elle devient un important producteur de biens manufacturés. Enfin, des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande semblent en pleine reprise (+ 2 % et + 3,1 %) après avoir traversé une dure récession en 1991 (de respectivement – 1,2 % et – 1,8 %).

En Amérique latine, la croissance a également été positive (+ 3 %) grâce à l'Argentine (+ 7 %) et malgré le Brésil, qui a souffert de ses désordres politiques. Le Mexique, après de brillants résultats, semble être entré dans une phase de ralentissement, la croissance y ayant tout de même atteint 3 % en 1992.

Enfin les pays de l'Est, dont les contre-performances ne sont pas prises en compte dans les statistiques globales de l'OCDE, ont vu leur situation évoluer de façon très différente. Autant la Pologne, la Hongrie, la République fédérative tchèque et slovaque semblent sur la bonne voie puisque leur production a semble-t-il cessé de diminuer, autant la Roumanie et la Bulgarie sont en proie à de graves difficultés. Mais ce sont les nouveaux Etats *indépendants de l'ex-Union soviétique* qui inspirent le plus d'inquiétude puisque leur production industrielle continue de baisser et que l'inflation empêche tout effort de réorganisation.

D'un point de vue mondial, le tableau de l'année est très certainement plus noir qu'il n'a été dans la réalité, les statistiques ne prenant pas en compte les pays d'Asie et de la zone Pacifique qui connaissent une croissance économique forte. Il en est de même, quoique dans une moindre mesure, pour les pays *d'Amérique latine. Mais à l'inverse*, la prise en compte des pays anciennement communistes aurait donné ces dernières années des visions très sombres. En conclusion, si l'Europe riche et développée connaît de sérieuses difficultés, d'autres pays du globe ont commencé ou continué à beaucoup travailler et à beaucoup produire.

PRIX

Désinflation confirmée

Le ralentissement des hausses de prix survenu en 1991 s'est confirmé et accentué en 1992 sous le double effet de la faible activité économique et d'évolutions souvent très modérées des salaires. Ces phénomènes ont été renforcés par les bas prix du pétrole et des matières premières.

Dans les grands pays industrialisés, la hausse des prix en glissement (décembre 1992 par rapport à décembre 1991) aura été de 3,1 %, marquant un ralentissement d'un demi point par rapport à 1991 (+ 3,6 %) et de 2,2 points par rapport à 1990, ce qui est très important. Ce bon résultat permet d'espérer une baisse des taux d'intérêt à long terme, condition d'une reprise durable de la croissance.

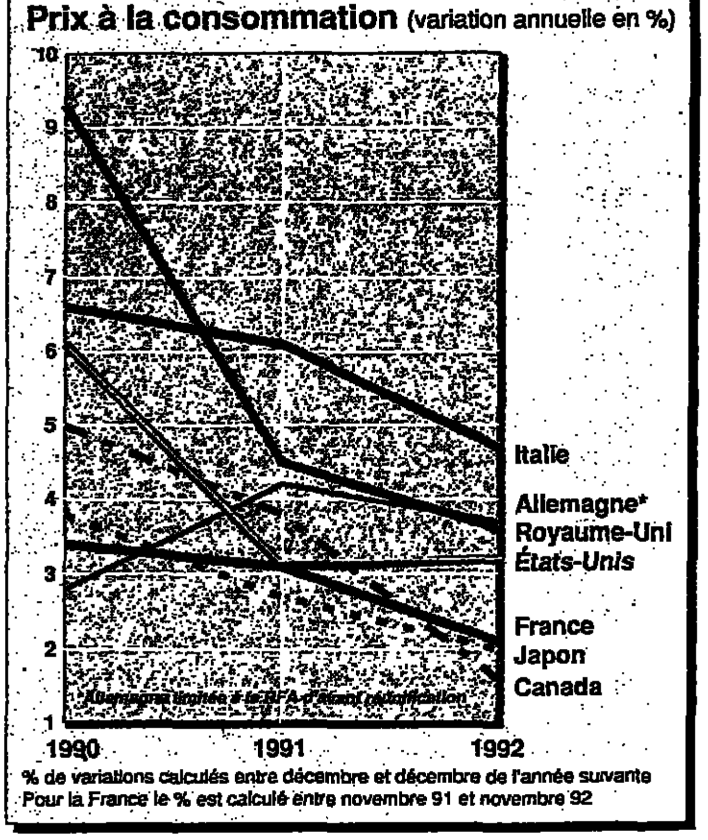
Le bas niveau de l'inflation s'explique d'abord par la faiblesse de l'activité, voire la récession comme en Grande-Bretagne, en Suède, en Finlande. Dans beaucoup de pays, la modération de la demande a poussé les industriels et les commerçants à réduire leurs marges et à vendre moins cher. Cette réaction à la crise, habituelle en Amérique du Nord où les rabais sont fréquents et souvent importants, s'est étendue à l'Europe, à la France en particulier où elle a pris des proportions spectaculaires.

Toutefois, ce bas niveau a eu surtout pour cause le ralentissement de la progression des salaires nominaux par rapport à 1991 au Japon (5,3 % après 7,9 %), en France (4,3 % après 5 %), en Italie (5,3 % après 9,1 %), en Grande-Bretagne (+ 3,9 % après + 5,8 %). Même dans les pays où la progression salariale n'a pas été freinée, les importants gains de productivité qui auront marqué 1992 ont réduit, parfois fortement, la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre, notamment aux Etats-Unis (+ 1,9 % en 1992 après + 4,2 %) et au Canada (+ 1,6 % après + 4,6 %).

Certains pays ont fait mieux que les autres, d'autres moins bien ou nettement moins bien. L'Italie a d'une certaine façon donné l'exemple de la rigueur en supprimant la *«scala mobile»* c'est-à-dire l'indexation des salaires sur les prix. Si l'accord conclu en juillet 1992 entre les syndicats, le patronat et le gouvernement est respecté, il tarira une source d'inflation qui depuis quarante-six ans alimente l'économie italienne et la force périodiquement à dévaluer sa monnaie. En Grande-Bretagne également la désinflation a été spectaculaire, la hausse des prix revenant de 9,3 % en 1990 à 4,5 % en 1991 et 3,6 % en 1992 grâce au freinage des hausses de salaires, des hausses qui pour avoir été très excessives dans le passé ont mis le pays en difficulté.

A l'inverse, aucun progrès évident n'a été enregistré en Espagne où les salaires (+ 8 %) continuent d'évoluer comme les prix ou même plus vite, leur hausse ayant été de 6,5 %, sous l'effet notamment des «services», insuffisamment productifs parce que peu exposés à la concurrence. La faible hausse des prix alimentaires a compensé les effets du relèvement du taux de TVA de 13 % à 15 % en août ainsi que la hausse des coûts de l'énergie. Mais la dépréciation de la peseta à la suite de la tourmente monétaire de septembre risque d'accélérer encore l'inflation en Espagne.

Au Japon, si les prix de détail ont augmenté de 2 % seulement après 2,7 en 1991 et 3,8 % en 1990, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) ne s'est que peu ralentie, restant environ à 2,5 %. Elle risque d'augmenter dans la mesure où la faiblesse de l'activité va réduire la productivité et alourdir les coûts unitaires de production. Reste l'Allemagne qui, pour compenser des politiques budgétaires et salariales insuffisamment rigoureuses, s'impose – mais impose aussi à tous les pays du SME – des taux d'intérêt à court terme très élevés. La Bundesbank justifie cette politique par les tensions inflationnistes qui restent fortes en raison notamment des services, des loyers en particulier, les nombreux immigrés arrivant à l'Ouest ne trouvant pas de logement.



De fait, la hausse des prix est restée élevée outre-Rhin atteignant 3,7 % en 1992 après 4,2 % en 1991. L'inflation sous-jacente est en réalité plus forte, de l'ordre de 4 %. La *hausse des prix doit s'accélérer* d'ailleurs au début de 1993 avec le relèvement d'un point du taux normal de TVA.

L'Allemagne a tout de même fait deux progrès. Le premier concerne la politique salariale : les négociations du printemps ont débouché sur des hausses de 5,8 % soit un point de moins qu'en 1991 et l'accord d'automne dans la sidérurgie a prévu une hausse de 3,3 % seulement. Reste à régler le très difficile problème des salaires à l'Est et de la promesse – impossible à tenir – de leur rattrapage par rapport aux salaires de l'Ouest.

Second progrès : Helmut Kohl a annoncé à l'automne que des hausses d'impôts seraient nécessaires en 1994. Le fait de le reconnaître devrait permettre à la Bundesbank, gardienne de la stabilité des prix, de réduire progressivement les taux d'intérêt à court terme. Le rééquilibrage entre politique monétaire et politique budgétaire risque cependant d'être difficile : selon le pacte social proposé à tous les Allemands, les restructurations industrielles à l'Est ne se feront pas intégralement par privatisation, ce qui entraînera des interventions financières publiques.

L'Allemagne mise à part, les progrès de la désinflation ont semblé tels en 1992 que certains observateurs ont pensé y voir les premiers signes d'une déflation généralisée. Si le surendettement et la surévaluation des actifs immobiliers et boursiers per*mettent certains rapprochements* avec la crise de 1929, bien des différences importantes subsistent et d'abord l'absence de chute brutale et très importante des prix et des salaires.

ÉCHANGES

Forts remous

Il a beaucoup été question de commerce international en *1992*, d'une part avec les nouvelles péripéties de la négociation multilatérale du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), d'autre part avec la constitution de «blocs commerciaux» parallèles : en Améri*que l'ALENA (Accord de libre-*échange nord-américain) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique ; en Europe l'EEE (Espace économique européen).

Fin 1992, on ignorait si l'Uruguay Round du GATT, lancé en septem*bre 1986 à Punta-del-Este et qui* devait s'achever fin 1990, avait été débloqué, à l'automne, par l'accord agricole intervenu entre la Communauté européenne et les Etats-Unis. La France a contesté avec la dernière vigueur le contenu de l'accord, menaçant d'opposer son veto à son adoption par la CEE.

Cet accord est-il compatible avec la réforme de la politique agricole commune (PAC), adoptée en mai 1992, qui réduisait déjà les exportations subventionnées ? La France le nie, la Commission européenne le croit. L'affaire, marquée par de vives tensions (menaces de sanctions et contre-sanctions avec les Etats-Unis, crise en France, querelles entre Européens) pourrait se dénouer par des concessions internes à la CEE en faveur de la France, et/ou par des concessions américaines sur les autres dossiers du GATT, en particulier les services. Mais on ne peut *exclure un échec dû au durcissement* prévisible des Etats-Unis avec l'arrivée aux affaires de l'équipe Clinton, et éventuellement, en France, d'une nouvelle majorité.

L'autre évolution marquante de 1992 correspond assez logiquement *aux difficultés du multilatéralisme :* c'est la constitution de blocs commerciaux. L'ALENA, signé le 7 octobre à San-Antonio au Texas, devrait permettre d'éliminer en quinze ans quelque 20 000 tarifs douaniers, mais aussi de faciliter les investissements croisés et d'assouplir les règles d'origine des produits, notamment pour l'entrée aux Etats-Unis.

Ce «marché commun» nord-américain pourrait s'ouvrir à d'autres partenaires sur une base bilatérale – le Chili et l'Argentine seraient les premiers intéressés. En attendant, le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et le Pacte andin, zones de libre-échange entre pays sud-américains, connaissent des difficultés.

En Europe aussi, le commerce international s'est trouvé au cœur de nombreux pourparlers. Il y a d'abord l'entrée en vigueur, au 1er janvier 1993, du marché unique entre les Douze, préparé par l'adoption à Bruxelles de près de 300 directives d'harmonisation et de reconnaissance mutuelle. Il y a eu parallèlement les discussions menées par la CEE avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) *pour constituer ensemble un Espace* économique européen (EEE) étendant en fait à toute l'Europe occidentale les règles du marché unique. Le «non» des citoyens helvétiques, début décembre, remet en cause cette dynamique, et risque d'isoler commercialement la Suisse.

Enfin, une autre série de pourparlers se déroule, cette fois entre la CEE et les pays de l'Est. Suivant de quelques mois les accords signés avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, la Roumanie a conclu un accord d'association avec Bruxelles ; la Bulgarie a refusé de signer, les termes en étant beaucoup moins favorables que ceux accordés aux trois premiers pays en transition. Ces derniers n'ont pas donné vie comme prévu au «marché commun de Visegrad», renvoyé à des jours meilleurs.

Les pays de l'Est ont vu leurs échanges réciproques s'effondrer encore davantage en 1992, et leur reconversion vers l'Ouest bute contre la réticence des pays riches à ouvrir leur marché. Un parfait exemple en a été fourni à l'automne par l'imposition par la CEE de droits antidumping sur l'acier est-européen...

Cette intense activité politique s'est inscrite sur un fond plutôt morose : 1992 aura sans doute été, comme 1991, un mauvais millésime pour les échanges internationaux, si les prévisions de l'OCDE sont confirmées. Les nouveaux pays industrialisés d'Asie continuent de représenter la zone commerciale la plus dynamique du monde, mais l'expansion de leurs échanges est désormais moins rapide. Après plusieurs années de vive croissance (9 % en 1988, 6,5 % en 1989, 5 % en 1990), le commerce n'agit plus, depuis deux ans, comme moteur de l'économie mondiale.

LA SITUATION INTERNATIONALE

MONNAIES

Secousses en Europe

Comme l'année 1991, l'année 1992 a été celle d'une grande déception sur le dollar, que les milieux financiers internationaux voyaient vigoureusement orienté à la hausse grâce à une reprise de l'économie des Etats-Unis jugée certaine. Mais l'essoufflement de cette reprise, tout au moins jusqu'à l'automne, et le maintien d'un énorme écart de taux d'intérêt, très élevés en Allemagne et très bas aux Etats-Unis, ont tué dans l'œuf tout raffermissement de la monnaie américaine, sauf au dernier trimestre, précisément sur les premiers signes d'un redémarrage de l'économie outre-Atlantique.

L'année commençait pour le billet vert avec deux vagues de hausses successives qui le portaient de 1,50 à 1,70 deutschemark à Francfort et de 5,18 à 5,70 francs environ à Paris. Des «frémissements» étaient distingués de l'autre côté de l'océan avec une légère diminution du chômage et un début d'augmentation des ventes au détail. Las! les maigres indices s'évanouissaient bien vite et les cours du dollar redescendaient graduellement. Ils allaient même toucher leur plus bas niveau historique le 2 septembre à 1,3885 deutschemark, ce qui correspondait, à Paris, à 4,75 francs (mais on sait que le record de baisse du dollar en France avait été atteint en mars 1973 à 3,85 francs).

Tout se liguait pour déprimer la devise américaine : la mollesse de la conjoncture et la diminution constante du taux d'intérêt à New-York, la Réserve fédérale ayant ramené à 3 % son taux d'escompte, le moins élevé depuis vingt-neuf ans. A Francfort, en revanche, le taux Lombard de la Banque fédérale d'Allemagne, encore majoré en juillet, frôlait les 10 %, soit un écart de presque 7 %. Trop, c'était trop pour les capitaux internationaux irrésistiblement attirés par les placements en marks, plus rémunérateurs que jamais.

L'éclatement de la crise au sein du système monétaire européen allait sensiblement modifier le climat. Déjà très déprimée par une inflation persistante, un déficit budgétaire énorme et une instabilité politique désastreuse en Italie, la lire ne pouvait résister à la spéculation et, le 14 septembre, elle devait être dévaluée de 7 %. En même temps, la Bundesbank acceptait une diminution de ses taux directeurs. Dans la semaine qui suivit, la spéculation, mise en appétit, fit littéralement «sauter» à nouveau la lire, qui fut mise en flottement ainsi que, dans la foulée, la livre sterling, bien que l'équivalent de 100 milliards de francs aient été jetés dans la bataille par les banques centrales, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

En même temps, la peseta espagnole, notoirement surévaluée, comme l'étaient la lire et la livre sterling au nom de la lutte contre l'inflation, était dévaluée une première fois de 5 % et une seconde fois de 6 %, cette fois-ci accompagnée de l'escudo portugais. Au total, ces trois devises avaient, en fin d'année, glissé respectivement de 16 %, 15 % et 12 % par rapport au mark et au franc.

Ce dernier fut l'objet d'une attaque d'une rare violence, la spéculation utilisant l'équivalent de 160 milliards de francs pour tenter d'obtenir son «décrochement» du système monétaire européen, afin d'encaisser un confortable bénéfice de change au passage. Le soutien efficace de la Banque fédérale d'Allemagne, qui prêta à la Banque de France la dizaine de milliards de marks qu'on achetait à cette dernière en lui vendant des francs, permit de mettre en échec la spéculation. Le cours du mark à Paris, qui était monté à 3,4250 francs pour un deutschemark, revint à 3,38 francs, mais remonta, en fin d'année, à plus de 3,40 francs. Les milieux financiers internationaux, en effet, tablaient toujours sur un décrochement de notre monnaie sous la pression de ceux qui, en France, jugent indispensable de lui voir reprendre sa liberté par rapport au mark afin de pouvoir abaisser les taux d'intérêt à Paris.

Un orage monétaire a également balayé la Scandinavie, où toutes les monnaies, à l'exception de la couronne danoise solidement arrimée au système monétaire européen ont dû capituler. Successivement, le markka finlandais, la couronne suédoise et la couronne norvégienne ont dû «décrocher» de l'écu auquel ils étaient liés, dans l'attente d'une intégration au SME. La Banque de Suède eut beau porter son taux d'intervention à 500 %, rien n'y fit.

Le yen japonais, enfin, après avoir faibli par rapport au dollar au printemps, puis s'être vigoureusement raffermi à l'automne, a terminé l'année pratiquement inchangé.

Les fluctuations du dollar

FRANCFORT (marks) — 1,68 ; 1,60
PARIS (francs) — 5,70
LONDRES (livres sterling) — 1,87 ; 1,70 ; 1,99 ; 1,51
TOKYO (yens) — 125 ; 119

J F M A M J J A S O N D

Désescalade

Le grand mouvement de bascule des taux d'intérêt, amorcé dès 1989 et poursuivi en 1991 comme en 1990, avec pour effet une décrue aux Etats-Unis et une escalade en Allemagne, semble avoir pris fin en 1992, tout au moins à partir de l'automne lorsque la Banque fédérale d'Allemagne décida d'assouplir un peu sa politique monétaire.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale, qui avait, en 1991, ramené, par paliers, son taux d'escompte de 7,50 % à 3,50 %, l'a abaissé à 3 % en juillet 1992, au plus bas depuis 1964, afin de stimuler une économie languissante. En Allemagne, la banque centrale, qui, en 1991, avait relevé à trois reprises ses taux directeurs, les faisant passer de 6 à 8 % pour l'escompte et de 8,50 à 9,75 % pour le Lombard, a commencé, en juillet 1992, par porter son taux d'escompte de 8 à 8,75 %, sans toutefois modifier son taux Lombard, le seul véritablement directeur.

Cette décision revenait à donner un nouvel avertissement aux partenaires sociaux, coupables d'avoir trop relevé les salaires, mais sans pousser vraiment à une nouvelle escalade en Europe. A la mi-septembre, à l'occasion d'une dévaluation de 7 % de la lire italienne, la Bundesbank, pressée depuis plusieurs mois d'assouplir sa politique, faisait un geste en réduisant d'un demi-point son taux d'escompte, ramené à 8,25 %, et d'un quart de point son taux Lombard, revenu à 9,50 %. Mais, tout de même, elle diminuait d'un point complet le taux de ses pensions à court terme, abaissé à 8,75 %.

La Banque de France, pratiquement liée à la Bundesbank, n'a pu suivre ce mouvement qu'avec deux mois de retard en raison de la crise monétaire d'une extrême violence qui faillit emporter le franc *(voir ci-contre)*. Ce n'est qu'en novembre qu'elle fut à même d'abaisser ses taux directeurs, d'un demi-point seulement, à 9,10 % de ses appels d'offres et à 10 % pour ses pensions à cinq-dix jours, portées un moment à 13 %, au plus fort de la bataille du franc.

La Grande-Bretagne, qui avait, en 1991, profité de l'entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen pour diminuer très fortement son taux d'escompte, ramené de 14 à 10,50 %, essaya, pendant le premier semestre 1992, de poursuivre cette diminution, afin d'alléger encore le coût du crédit pour une économie exsangue.

Toutefois la faiblesse de la monnaie l'en empêcha. C'est seulement la mise en flottement de la devise britannique, à la mi-septembre, à la suite de la crise monétaire qui, en supprimant, ou du moins en atténuant l'obligation de la soutenir, lui permit de reprendre sa liberté et en quelques semaines d'abaisser à trois reprises son taux d'escompte, ramené de 10 à 7 %.

En Italie, la banque centrale, pour défendre la lire, avait dû porter son taux d'escompte de 12 à 15 % et son taux d'intervention à plus de 20 %. La mise en flottement de sa monnaie et le retour à un calme relatif l'autorisèrent à revenir en arrière avec un taux d'escompte à 13 % et un taux d'intervention à 15 % en fin d'année.

La Banque du Japon, quant à elle, a continué d'assouplir sa politique, diminuant son taux d'escompte, qui, de 4,50 % en début d'année, n'était plus que de 3,25 % à la fin décembre.

Nouveaux allègements

Dix ans après la crise de la dette, marquée par la cessation de paiements du Mexique, en août 1982, la situation financière du monde en développement est plus contrastée que jamais. En Amérique latine, les investissements bruts de portefeuille en provenance de l'étranger ont, en 1992, atteint 27 milliards de dollars. Mais ailleurs, en Afrique notamment, les gouvernements ne parviennent à boucler leurs comptes qu'au prix d'un montant record d'assistance extérieure.

Globalement, la dette a peu varié, s'établissant, selon la Banque mondiale, à 1 703 milliards de dollars, contre 1 601 milliards en 1991. Ce résultat est largement dû à l'inclusion dans les statistiques, pour la première fois, de la dette de l'ex-URSS (évaluée à 71 milliards de dollars). De même, les différents ratios mesurant le poids de la dette sont restés stables : le rapport entre son service (paiement des intérêts et remboursement du capital) et les exportations annuelles est même revenu de 21 % en 1991 à 19 % en 1992. Au cours des derniers mois, aucune initiative nouvelle n'a été lancée dans la «stratégie de la dette». Le «plan Brady» (datant de mars 1989), dont l'objectif est de réduire la dette contractée auprès des banques, a continué à être mis en œuvre.

L'Argentine est la dernière en date à avoir passé un accord avec ses créditeurs, en décembre 1992, suivant la voie ouverte par le Costa-Rica, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, le Venezuela et l'Uruguay. Seul parmi les grands Etats d'Amérique latine, le Brésil – le plus grand débiteur du tiers-monde avec 116,5 milliards de dollars, – secoué par une très grave crise politique, n'a signé, durant l'été, qu'un accord de principe avec les banques créancières, tandis que ses relations avec le Fonds monétaire international sont très cahotantes.

Par ailleurs, les programmes d'allègement de la dette des pays les plus pauvres se sont poursuivis. Douze pays ont bénéficié de l'initiative renforcée de Toronto (mise en place fin 1991, elle accorde aux Etats les plus pauvres des délais de remboursement et des périodes de grâce plus longues) : le Bénin, la Bolivie, la Guinée-Equatoriale, la Guinée, le Honduras, le Mali, le Nicaragua, l'Ouganda, la Sierra-Léone, la Tanzanie, le Togo et la Zambie. Le traitement «exceptionnel» accordé au printemps de 1991 par les créanciers officiels du Club de Paris à la Pologne et à l'Egypte a été ainsi, au moins partiellement, appliqué à d'autres Etats lourdement endettés.

Dixième anniversaire pour le tiers-monde, 1992 a été marquée par la crise de la dette dans l'ex-URSS. A partir de décembre 1991, le Club de Paris et le Club de Londres ont consenti des rééchelonnements trimestriels. Dans les derniers jours de 1992, un accord à plus long terme devait être signé entre la Russie – devenue en novembre la seule héritière de la dette de l'ex-URSS – et le Club de Paris. Il faut espérer que les progrès réalisés dans la stratégie de la dette permettront d'éviter aux Républiques de l'ex-URSS la «décennie perdue» qu'a connue l'Amérique latine au cours des années 80.

BANQUES

Tous menacés

Banquiers et assureurs sont définitivement entrés dans un monde où il n'existe plus de marchés et de positions protégées des turbulences financières. Les banques, hier les plus touchées, comme les américaines et les britanniques, semblent se redresser, tandis que celles considérées comme plus solides, les japonaises, s'enfoncent dans le marasme, victimes de l'effondrement de la bulle financière.

L'ensemble du système financier mondial subit aussi une crise immobilière bien plus grave que les précédentes car alimentée par la déréglementation des années 80. Et pour rendre les choses encore plus difficiles, chaque établissement de crédit doit se conformer le 1er janvier 1993 au « ratio Cooke », qui l'oblige à mobiliser 8 francs de fonds propres pour chaque crédit de 100 francs. Quand les provisions pour risques ne cessent d'augmenter, on comprend mieux les difficultés des banques à prêter de l'argent.

Phénomène nouveau, l'assurance a aussi été ébranlée par des chocs sans précédent, qui ont conduit au bord du gouffre les compagnies des pays scandinaves et ont mis en danger l'existence même du plus prestigieux et du plus ancien marché d'assurances et de réassurances, le Lloyd's, secoué par une cascade de scandales et des pertes financières inédites (plus de 25 milliards de francs en deux ans).

Le deuxième assureur danois, Hafnia, et le premier assureur norvégien, Uni Storebrand, ont été déclarés en cessation de paiement en raison de crise de liquidités. Ayant fait preuve d'ambitions démesurées en voulant mener des batailles boursières, ces sociétés se sont finalement trouvées dans l'incapacité de faire face à leurs échéances. La crise financière des pays nordiques n'a d'ailleurs cessé au fil des mois de faire des victimes parmi les banques ou les assurances. Et pour noircir encore le tableau, le passage du cyclone Andrew sur les côtes de Floride devrait coûter près de 45 milliards de francs aux assureurs, révélant la vulnérabilité de certaines grandes compagnies, malgré l'importance de leurs réserves.

Du côté des banques, les américaines continuent à remonter la pente. Elles ont encore pu bénéficier cette année de la baisse des taux à court terme pour reconstituer leurs marges. Mais aux provisions de 26 milliards de dollars passées pour les prêts aux pays en voie de développement, de 1987 à 1991, s'ajoutent 18 milliards, de 1989 à 1991, pour l'immobilier.

Les établissements japonais, les plus puissants, ont été touchés de plein fouet par la chute de la Bourse et de l'immobilier au Japon : les encours dans l'immobilier atteignent les 53 000 milliards de yens (plus de 2 000 milliards de francs). Pour éviter une catastrophe, le gouvernement japonais a été amené à créer un fonds chargé de récupérer les créances immobilières des banques.

Morne commémoration

Cinq siècles après la découverte de l'Amérique, qui déclencha la première fièvre de l'or, le métal jaune est resté insensible aux multiples commémorations. Les cours mondiaux sont, au contraire, tombés, en avril, à près de 335 dollars l'once, leur niveau le plus bas depuis 1986. S'ils ont regagné du terrain pendant l'été, à plus de 350 dollars, au lendemain des violences survenues en Afrique du Sud, l'année s'est terminée sur une note médiocre.

Après une décennie 80 marquée par une forte poussée des productions à travers le monde – principalement dans les pays du Sud, mais aussi en Australie, – 1991 s'était soldée par un tassement de l'offre. La tendance s'est confirmée en 1992 en Afrique du Sud, et aux antipodes, ainsi que dans l'ancienne Union soviétique, où les complexes miniers désorganisés ont tourné au ralenti. La dégradation des cours mondiaux a, en outre, rendu moins attractifs certains gisements potentiels dont l'exploitation est financièrement risquée à moins de 400 dollars l'once.

Premier producteur mondial (30 % de l'offre), l'Afrique du Sud a enfin été confrontée à une forte hausse de ses coûts d'extraction. Il faut désormais aller chercher l'or de plus en plus profondément, et la teneur du minerai en métal s'amenuise d'année en année. Fin de l'apartheid oblige, la prise en compte toute relative des revendications salariales des mineurs grève les prix de revient. Le temps semble révolu où l'on produisait de l'or « pour rien » en Afrique du Sud.

Cependant, la demande mondiale est restée soutenue dans le secteur de la joaillerie – le débouché principal du métal fin, – en dépit de la panne de croissance des économies développées. On a vu s'affirmer une consommation chinoise de bijoux, qui devrait s'accroître d'ici à la fin du siècle.

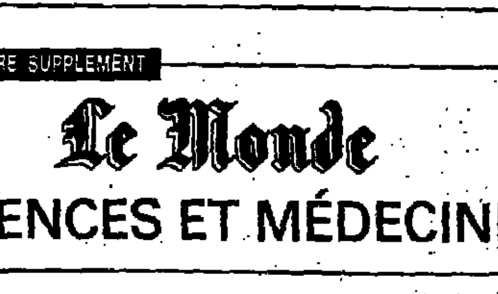
Réduction de l'offre, augmentation des achats, l'or aurait dû connaître des jours plus fastes. C'était compter sans le désintérêt des investisseurs, qui continuent de lui préférer les placements en sicav monétaires et autres instruments boursiers plus ou moins spéculatifs.

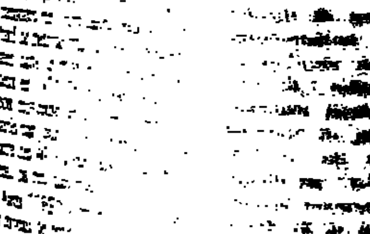
Malgré le repli du dollar, censé favoriser les acquisitions de métal fin, la désaffection pour « l'or financier » s'est confirmée. Plusieurs banques centrales se sont même délestées d'une partie de leurs avoirs en or, au Canada et en Belgique notamment, alourdissant un marché en manque d'inspiration.

Le bilan économique 1992 a été réalisé par :

Michel Boyer
Roger Cans
Sophie Gherardi
François Grosrichard
Françoise Lazare
Alain Vernholes
Alain Lebaube
Eric Leser
François Renard
Jean-Pierre Tuquoi
Marie de Varney







LE BILAN ECONOMIQUE 1992

LA SITUATION INTERNATIONALE

AGRICULTURE

Profonde réforme

La politique agricole commune (PAC) est devenue la toile de fond obligée de tous les débats français, allemand ou néerlandais sur l'agriculture, surtout depuis que, le 21 mai, les Douze et la Commission de Bruxelles en ont réformé en profondeur les principes et le contenu. Suite à cette réforme, un sentiment de soulagement forcé et les réactions de colère se sont mêlés dans les milieux paysans. La France a donné le ton, tout naturellement, puisqu'elle est la première puissance agricole de la Communauté et la deuxième du monde, derrière les Etats-Unis.

Les dépenses communautaires pour soutenir l'agriculture progressaient d'année en année (240 milliards de francs en 1992) sans qu'il soit possible de dégonfler les stocks (25 millions de tonnes de céréales, 260 000 tonnes de lait, 900 000 tonnes de viande bovine dorment dans les entrepôts) ou de réduire les subventions à l'exportation, et surtout sans que le revenu des paysans progresse. En 1992, il aura même baissé de 5,9 % en France.

L'objet de la réforme de la PAC consiste à réduire sur trois ans les prix garantis payés aux agriculteurs, de 29 % pour les céréales et de 15 % pour la viande. L'autre moyen de freiner une production qui ne trouve pas preneur au prix du marché est de mettre des terres en jachère (15 % de la surface de céréales); mais seront dispensés de jachère les paysans qui se lancent dans des cultures industrielles. Les baisses de revenus des agriculteurs doivent, en revanche, être intégralement compensées par des primes, dont le mode de calcul sera, du reste, très difficile à mettre au point car il faut tenir compte des rendements fort différents d'une région à l'autre, tant pour le blé que pour le colza ou le maïs.

Cependant, les négociations du GATT n'avaient toujours pas abouti à la fin de l'année. Un compromis a été conclu fin novembre entre Washington et la Commission de Bruxelles, mais cet arrangement n'a pas obtenu le feu vert du conseil des ministres. Le ministre français de l'agriculture, Jean-Pierre Soisson, a estimé que ce compromis (baisse de 21 % des exportations européennes subventionnées, réduction importante des surfaces européennes de colza, ouverture des marchés aux productions extérieures en franchise) n'était pas compatible avec la réforme de la PAC.

Une bonne nouvelle a toutefois marqué la réunion de fin d'année des ministres européens, les 14, 15, 16 et 17 décembre. Le très délicat dossier du marché de la banane (les producteurs français des Antilles, de Madère ou des Canaries réclamant des garanties contre les pays africains et ceux d'Amérique centrale et du Sud) a été réglé. Quant aux éleveurs du Massif central qui produisent à la fois du lait et de la viande, sous forme de veaux et de génisses, ils ont obtenu l'extension à leurs troupeaux mixtes de la «prime à la vache allaitante».

EMPLOI

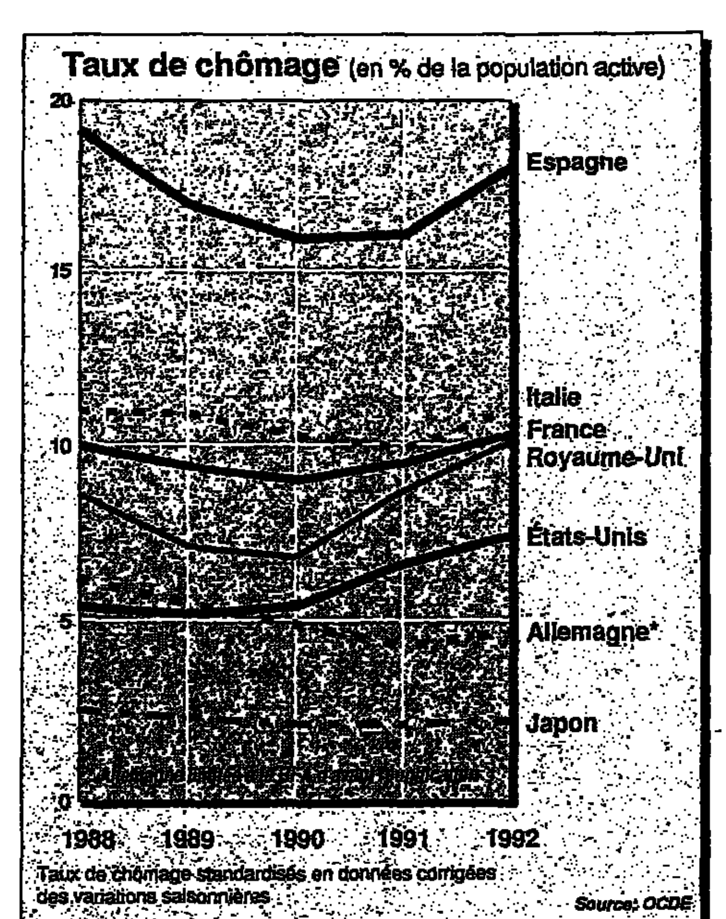
Retour en arrière

En l'absence de la reprise tant attendue, la situation de l'emploi s'est encore dégradée à un rythme cependant moins rapide qu'en 1991. Au début du troisième trimestre, une certaine stabilisation s'est produite, notamment grâce aux Etats-Unis qui ont commencé à enregistrer une légère amélioration due, toutefois, à une baisse de la population active, et non à l'arrêt des pertes d'emplois (– 128 000 en août et – 7 000 en septembre).

Le mal était fait. Avec plus de 32 millions de personnes sans emploi, et un taux de chômage de 7,9 %, l'effet de huit années de croissance 1983-1990 a été effacé. En 1983, année-record, le chomage avait touché 31 millions de personnes, soit 8,6 % de la population active. Selon les experts, la récession aura, en 1991-1992, été «moins grave» que les précédentes; mais le phénomène n'aura cette fois pratiquement épargné aucun pays et aura touché toutes les catégories de salariés.

En raison des gains de productivité et des restructurations, la chute des emplois industriels a entraîné un chômage masculin chez les adultes. Les secteurs manufacturiers ne représentent plus que 17 % de la population active aux Etats-Unis et 20 % au Royaume-Uni. Volatiles, les emplois de services sont maintenant touchés, et partout dans le monde le nombre d'employés au chômage augmente.

On constate aussi que le recul du chômage, quand il s'était produit, avait souvent été obtenu au prix d'une augmentation de l'inactivité. Tandis que le chômage de longue durée s'étend à nouveau, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée continue de sévir dans une forte proportion. Les emplois nouveaux sont atypiques ou temporaires et le travail indépendant poursuit son développement.



Seul le Japon a échappé à la forte remontée du chômage.

Relativement à l'abri jusqu'à présent, le Japon et l'Allemagne voient croître le nombre de leurs demandeurs d'emploi à cause du ralentissement économique, qui se double outre-Rhin des conséquences de la réunification. Même la Suisse (2,5 %) découvre ce mal mondial qui frappe sévèrement les pays scandinaves, longtemps protégés. La Finlande affiche maintenant 11,3 % de chômeurs; mais la Suède, avec 4,5 %, a vu leur nombre doubler en deux ans.

La barre des 10 % de chômeurs devient la référence pour de nombreux pays, dont le Royaume-Uni qui l'a de nouveau franchie en septembre, pour la première fois depuis cinq ans. En novembre, les Britanniques ont enregistré leur trente et unième hausse consécutive et s'apprêtaient à atteindre l'autre seuil psychologique des trois millions de chômeurs.

Après une période d'euphorie, liée aux Jeux olympiques et à l'exposition de Séville, la conjoncture s'est rapidement détériorée en Espagne, le chômage s'élevant à 15 % en octobre, à la suite d'une augmentation de 3,5 points en un seul mois. Pour sa part, l'Italie dépassait les 11 % en juillet; mais les régions du Nord se maintenaient à 5,9 %, alors que le Mezzogiorno, avec 19,4 %, s'enfonçait dans la crise.

Chacun admet maintenant que la reprise économique ne permettra pas de corriger cette tendance avant longtemps. Et que dire des pays d'Europe centrale et orientale, où le chômage déclaré est passé de 3,8 millions en janvier 1992 à 4,1 millions en mars, alors qu'il était quasiment inconnu deux ans plus tôt ?

ENERGIE

Abondance de pétrole

Inexorablement l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) grignote des parts de marché et refait son retard. En 1985, victimes du contre-choc pétrolier, les treize pays membres ne fournissaient plus qu'un baril de pétrole brut sur trois consommés dans le monde, contre un sur deux en 1977. Or avec une production moyenne de 26,6 millions de barils par jour, LGN compris (1), la barre des 40 % a été franchie à nouveau, ou peu sans faut.

Ainsi l'OPEP a retrouvé en 1992 un niveau de production qu'elle avait perdu de vue depuis une douzaine d'années. De plus, la Russie, mastodonte pétrolier empêtré dans des problèmes infinis, paraît incapable de stopper la dégringolade de sa production, revenue de 9,3 millions de barils par jour en 1991 (2) à 7,9 millions en 1992.

L'Arabie Saoudite lui a ravi la place de numéro deux mondial, le titre de numéro un revenant toujours aux Etats-Unis. Sans doute plus pour longtemps : fin 1993, à 7 millions de barils par jour, pronostique l'Independent Petroleum Association of America (IPAA), la production américaine de pétrole brut touchera son plus bas niveau depuis trente ans.

Toutefois les gains de parts de marché de l'OPEP, réalisés dans un contexte de quasi-stagnation de la consommation des pays de l'OCDE (38 millions de barils par jour en 1991 ; 38,5 millions en 1992), ont été chèrement payés. Témoin la faiblesse des cours du pétrole : entre 1991 et 1992, le coût moyen CIF du baril importé par l'AIE - dont la France est devenue membre en 1992 – a baissé de près de un dollar

Les cours des produits raffinés ne se portent guère mieux. En 1991, année exceptionnelle, il est vrai, du fait des retombées de la guerre du Golfe, une raffinerie européenne de taille moyenne dégageait une marge de 23 dollars par baril. En 1992, celle-ci n'a pas dépassé 15 dollars (en dépit d'une fugace amélioration en septembre-octobre), un niveau insuffisant pour engendrer des bénéfices. De là, en partie, les contre-performances enregistrées par presque toutes les compagnies pétrolières internationales (et auxquelles n'ont pas échappé les deux françaises, Elf et Total).

Et ce n'est pas la dernière conférence de l'OPEP, fin novembre, à Vienne, qui aura revigoré les cours du brut. Les Treize – ou plutôt les Douze, puisque l'Equateur, aux prises avec le FMI, a décidé de quitter l'OPEP et ses contraintes – se sont contentés de réduire de 150 000 barils par jour leur plafond de production alors que le marché réclamait une réduction de 500 000 barils pour rééquilibrer l'offre et la demande.

Pour partie, le faible niveau des cours résulte d'un calcul de l'Arabie saoudite. Assis sur le quart des réserves pétrolières de la planète, les Saoudiens ont appris des chocs pétroliers de 1973 et de 1979 que maximiser les prix était une stratégie hasardeuse (elle favorise l'entrée de nouveaux producteurs et l'émergence de sources d'énergie concurrentes). Mieux vaut maximiser la production et stabiliser les prix à un niveau suffisamment bas pour encourager la consommation et éliminer les concurrents.

Cette stratégie se révèle payante : entre 1989 et 1992, l'Arabie saoudite, profitant du vide laissé par l'Irak toujours hors circuit, a accru sa production de près de 70 %. Et elle fait des émules : l'Iran, tout en défendant une politique de prix élevés à la tribune de l'OPEP, n'a de cesse d'augmenter sa capacité de production, qui, fin 1992, atteignait, selon Téhéran, 4 millions de barils par jour, contre 2,8 millions en 1989.

Cette prééminence du Moyen-Orient ne peut que s'accentuer à l'avenir, comme en témoigne une étude de la First Boston, une banque américaine, sur les forages d'exploration dans le monde. Entre octobre 1990 et octobre 1992, ils ont diminué de plus de 15 % en Amérique du Nord, en Europe et dans la zone Asie-Pacifique. En Afrique, leur nombre n'a guère varié alors qu'ils ont crû de près de 30 % au Moyen-Orient (et de 20 % environ en Amérique du sud). La dépendance des pays industrialisés à l'égard de la zone du Golfe n'est pas près de diminuer.

(1) LGN : liquides de gaz naturel. Il s'agit de produits – essence naturelle et condensats... – récupérés à l'état liquide dans les installations de traitement des gaz.

(2) 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). (LGN compris).

SYNDICATS

Contradictions

Paradoxalement, la quasi-disparition de la Fédération syndicale mondiale (FSM), liée à l'ex-Union soviétique, a placé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) dans une situation assez inconfortable. Désormais en position de monopole sur la scène mondiale, la CISL doit trouver de nouvelles raisons d'être.

Le credo traditionnel de la CISL qu'est le tripartisme syndicats-patronat-Etat n'apparaît, faute d'interlocuteurs véritables, guère opérationnel dans les ex-démocraties populaires ou dans les pays du Sud alors que les nations industrielles voient refluer le mouvement syndical. En outre, la CISL n'a pas vraiment de discours alternatif face aux politiques d'ajustement structurel mis en place sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Organisé à Caracas, du 17 au 24 mars, un mois après une tentative de coup d'Etat, le 15e congrès de la CISL ne pouvait rêver d'un lieu mieux adapté pour se définir de nouvelles ambitions. Mais la tâche est difficile, tant les contradictions sont fortes.

Devant les congressistes, Carlos Andres Perez, président de la République vénézuélienne, a objecté que « la prospérité et la dignité des travailleurs » passent également par la lutte contre « le protectionnisme des pays industrialisés ». Or, les syndicats des pays riches sont-ils prêts à accepter que leurs emplois soient encore mis à mal par l'ouverture des marchés ? Au moins la Confédération peut-elle se réjouir de constater que son pouvoir d'attraction est désormais considérable puisqu'elle revendique 110 millions d'adhérents appartenant à 152 centrales syndicales réparties dans plus d'une centaine de pays.

En revanche, l'année aura été décevante pour la Confédération européenne des syndicats (CES), toujours incapable de faire prendre en compte la dimension sociale de la construction européenne auprès des gouvernements des Douze.

MATIÈRES PREMIÈRES

Splendeurs fanées

Pour la troisième année consécutive, les matières premières se sont enlisées dans un marasme inquiétant, aggravé par les remous économiques des pays de l'ex-Union soviétique. Tant par une volonté de rapprochement avec l'Occident que pour leurs besoins en devises fortes, les Républiques de l'Oural ont vendu massivement leurs ressources naturelles les plus rémunératrices : or, platine, nickel, aluminium ou même rhodium, de masse atomique semblable à celle du cobalt. Le cuivre a été affecté dans une moindre mesure.

Le coton a également pâti d'une chute sensible pour des raisons analogues, tandis qu'à des degrés divers l'ensemble des produits tropicaux a essuyé les effets de l'implosion du bloc soviétique. Particulièrement importante dans le passé, la demande de l'Est en café, cacao, caoutchouc et épices s'est considérablement amoindrie. Ainsi, l'ensemble de l'Europe de l'Est, qui broyait 293 000 tonnes de cacao en 1989, n'en aurait traité que 131 000 tonnes en 1992. L'ex-Union soviétique a réduit de moitié ses achats de thé. Et les tonnages perdus n'ont été qu'en partie compensés par la hausse de la consommation occidentale...

Heureusement, le fonctionnement satisfaisant de l'accord sur le caoutchouc a permis de stabiliser les prix de la gomme naturelle. L'espoir de parvenir à la fixation de nouveaux quotas sur le café en a également stimulé les cours. Pour le cacao, le mécanisme de l'accord, pourtant identique à celui du caoutchouc, n'a pas permis d'enrayer les effets néfastes des excédents mondiaux. De surcroît, producteurs et consommateurs ne parviennent pas à s'entendre sur une fourchette de prix. Enfin, le sucre surnage difficilement : + 1,7 %.

Seul «survivant», le blé enregistre une hausse de 22,15 %. Mais l'avenir de cette céréale semble compromis aux acheteurs traditionnellement insolvables du tiers-monde est venue s'ajouter la Communauté des Etats indépendants. Certes, leurs achats soutiennent les cours, mais... à crédit. Et le potentiel de remboursement est fort limité.

La moitié des échanges mondiaux dépend désormais de programmes subventionnés; les besoins existent, mais jamais la solvabilité n'a été aussi faible. Le troc a fait un retour remarqué. Stabilité des céréales et du caoutchouc, baisse du maïs, de l'acier, du papier, de la plupart des non-ferreux et du sucre, effondrement du cacao, de la laine et du coton, il est loin le temps des ressources-richesses.

Les matières premières, ou le rêve interrompu.

ENVIRONNEMENT

Au chevet de la Terre

Vingt ans après la première conférence internationale sur l'environnement, réunie à Stockholm, la communauté mondiale s'est retrouvée à Rio, en juin, pour un sommet entièrement consacré à l'environnement et au développement. Ce Sommet de la Terre, auquel ont participé 178 délégations nationales et 116 chefs d'Etat ou de gouvernement, aura été la première tentative pour organiser et financer la sauvegarde écologique de la planète.

Initialement, le sommet de Rio devait adopter trois conventions et un programme d'action pour le vingt et unième siècle, appelé « Agenda 21 ». Deux conventions sur trois ont été adoptées : la troisième, consacrée à la biodiversité, a été refusée par les Etats-Unis au nom des droits de la propriété intellectuelle et de la liberté de la recherche. L'industrie pharmaceutique, en particulier, redoutait une limitation ou l'instauration d'un droit d'accès aux ressources naturelles des pays en développement.

En revanche, celle sur le changement climatique global, a été finalement ratifiée par tout le monde, y compris les Etats-Unis, car on s'est arrangé pour en supprimer toute contrainte chiffrée et tout calendrier.

Ainsi, la communauté mondiale s'est engagée à lutter contre l'effet de serre, mais sans se fixer de limite pour la consommation de pétrole ni la moindre échéance pour présenter le premier bilan... Quant à la convention sur la forêt, destinée à protéger des milieux particulièrement riches en biodiversité, elle a été combattue par des pays comme le Brésil et la Malaisie, qui y voyaient un empiètement sur leur souveraineté.

Le Brésil veut pouvoir continuer à défricher l'Amazonie pour y installer ses colons affamés de terres cultivables. Et la Malaisie souhaite exploiter sans limitation le bois de sa forêt, qui lui procure l'essentiel de ses devises. De sorte que le sommet de Rio s'est borné à une simple déclaration sur la forêt. Enfin les Etats-Unis, qui préfèrent planter des arbres pour dépolluer l'atmosphère plutôt que de réduire leur consommation de pétrole, ont offert 150 millions de dollars pour aider au reboisement.

Cependant le gros morceau du sommet, en termes financiers, reste le fameux Agenda 21, un programme d'action à la carte, où chaque Etat riche peut choisir une opération à financer dans le tiers-monde. Pour atteindre l'objectif, le secrétaire général de la conférence, Maurice Strong, avait demandé que les pays industrialisés s'engagent à verser 0,7 % de leur produit national brut. Certains pays scandinaves dépassent déjà ce taux, d'autres Etats, comme la France ou l'Allemagne, s'en approchent de très près, mais la plupart des pays industrialisés n'ont pas voulu prendre d'engagement à cet égard.

Seule la Communauté européenne a annoncé la création d'un fonds de quelque 20 milliards de francs pour l'aide au développement dans le respect de l'environnement. Mais cette somme additionne des ressources nouvelles et des aides déjà programmées, comme les contributions au Fonds pour l'environnement mondial créé à l'initiative de la France et de l'Allemagne en 1989. Ce fonds disposait déjà, avant même le sommet de Rio, de quelque 900 millions de dollars gérés par la Banque mondiale. Le montant atteignait 1,3 milliard de dollars à la fin de l'année.

La France s'est engagée à doubler sa contribution de 300 millions de francs par an à partir de 1994, et le Royaume-Uni a promis d'y verser 100 millions de dollars. Au sommet de la Grande Arche, en 1989, le Japon s'était engagé à verser 100 milliards de yens par an pour aider les pays pauvres à sauver leur environnement.

A Rio, il a promis de porter sa contribution à 1 000 milliards (43 milliards de francs) pour les cinq prochaines années.

Les promesses d'aide, en tout cas, n'ont pas atteint les 125 milliards de dollars que demandait Maurice Strong aux pays industrialisés (sur un total de 625 milliards de dollars à investir chaque année pour sauvegarder l'environnement de la planète). Quant au projet d'écotaxe sur l'énergie, lui aussi poussé par le secrétaire général de la conférence – et par le commissaire européen à l'environnement, Carlo Ripa di Meana, qui a renoncé au déplacement de Rio pour protester contre son abandon, – il a fait l'objet d'âpres discussions dans les couloirs. Mais personne n'a osé l'inscrire sur l'agenda.

LE BILAN ECONOMIQUE 1992

L'ÉTAT DE LA FRANCE

ACTIVITÉ

Quasi-stagnation

Contrairement aux prévisions de la fin de 1991, aucune reprise durable ne s'est manifestée au cours de 1992. La croissance affichée de 2 %, l'une des plus élevées, ou plus exactement des moins médiocres, des pays industrialisés, donne une impression trompeuse : elle a en effet été presque complètement acquise au cours du premier trimestre. Par la suite, en dépit d'un léger rebond durant l'été, l'activité a stagné, reculant même à la fin de 1992.

L'année avait bien commencé, la production nationale progressant fortement au premier trimestre à un rythme de 3,5 % l'an, tirée par une vive croissance des exportations. Mais, dès le deuxième trimestre, l'activité commençait à stagner ou presque (+ 0,5 % en rythme annuel), du fait d'un recul prononcé des investissements mais aussi – fait inhabituel – de la consommation des ménages.

Le deuxième trimestre marquait surtout une rupture durable en matière de commerce extérieur : la progression des ventes à l'étranger, très dynamique depuis l'été 1991 (plus de 6 % de progression en rythme annuel au second semestre, plus de 10 % au premier trimestre 1992) ralentissait brutalement pour revenir à 1,5 % l'an à partir d'avril 1992. Il s'agissait des effets néfastes de la dégradation de la conjoncture en Allemagne mais aussi en Italie et peu après en Espagne, sans compter la Grande-Bretagne, qui continuait de vivre la pire récession depuis la seconde guerre mondiale.

Non seulement le commerce extérieur n'a pas joué au second semestre 1992 le rôle essentiel qui avait été le sien pour tirer la croissance ; mais les entreprises ont continué de réduire leurs dépenses d'équipement. Ainsi la demande intérieure, trop faible, n'aura progressé que de 0,8 % en 1992 par rapport à 1991, empêchant l'industrie d'employer normalement ses capacités de production.

Ces capacités étaient d'autant moins utilisées (à 80 % seulement) par rapport à l'offre potentielle que l'industrie française avait massivement augmenté ses dépenses d'équipement entre 1987 et 1990. Ainsi, après la baisse de 3,1 % en volume de l'investissement en 1991, 1992 aura enregistré une nouvelle réduction de 5 % en 1992 (– 11 % pour la seule industrie concurrentielle).

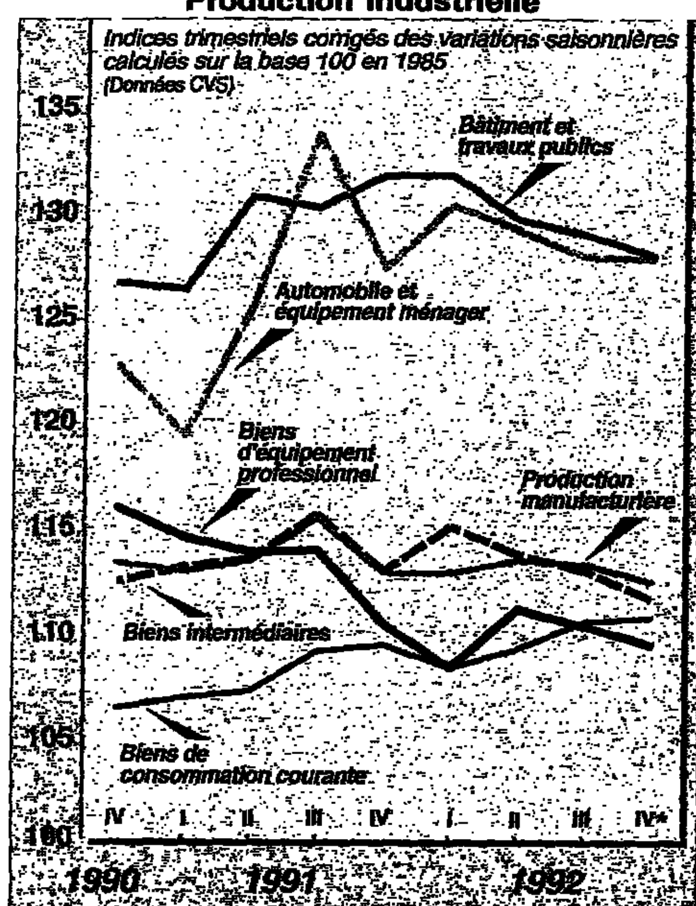
De ce fait, la production industrielle a reculé d'environ 0,5 % en 1992 après avoir presque stagné en 1991 (+ 0,2 % par rapport à 1990) et peu augmenté en 1990 (+ 1,9 %). Il faut remonter dix ans en arrière pour trouver une baisse absolue de la production (– 0,8 % en 1981 et encore – 1,1 % en 1982). Tous les secteurs ont été touchés, seule l'automobile s'en sortant à peu près grâce à l'exportation et à une demande intérieure assez soutenue.

La production de biens de consommation a baissé puis s'est un peu reprise, avant de recommencer à baisser à partir de septembre. Pour les *biens intermédiaires*, le cheminement a été inverse : croissance en début d'année tirée par une demande étrangère encore soutenue, recul au second semestre. Dans les biens d'équipement, toutes les branches ou presque ont reculé, la construction aéronautique, grâce à Airbus, faisant exception.

Enfin, le bâtiment et les travaux publics ont vu leurs stocks augmenter et leur activité se dégrader (baisse d'environ 10 % des mises en chantier de logements). Seuls les travaux d'entretien ont augmenté en 1992. Quant aux travaux publics, à la forte progression de leur activité au premier trimestre a succédé un recul dès le deuxième trimestre. Dans les services l'activité très soutenue (+ 5,5 % comme en 1991) s'est tout de même ralentie en fin d'année par rapport à la très forte croissance du second semestre 1991.

L'année s'achevait dans un grand désarroi, la production reculant, les chefs d'entreprises s'inquiétant de l'avenir et réduisant leurs investissements, les consommateurs cherchant avant tout à se désendetter. Signe des temps : la seule activité en progression fin 1992 était l'énergie, du fait d'un froid inhabituel en automne. Petites lumières à l'horizon : la remontée du dollar et la reprise de l'économie américaine, qui semblait se confirmer fin 1992.

Production industrielle



Bonne surprise

S'il y a un résultat positif sur le tableau de bord de l'économie française en 1992, c'est celui du commerce extérieur. Un excédent proche de 25 milliards de francs, faisant suite à un déficit de 30 milliards de francs en 1991, est en soi une bonne nouvelle – il n'y a eu que six autres exercices bénéficiaires depuis trente ans. Mais ce qui est particulièrement satisfaisant, c'est que ce résultat ne provient pas d'un décalage conjoncturel au détriment de la France (dans le passé, les échanges se rééquilibraient surtout quand la croissance était forte chez les clients de la France et la demande intérieure déprimée).

En 1992, l'économie française se sera somme toute un peu mieux portée que celle de ses partenaires et aura été soutenue, comme en 1991, par l'exportation. Signe que les produits français ont gagné en compétitivité : les deux tiers environ de la croissance sont imputables aux échanges de biens et services.

Toutefois, l'évolution en cours d'année peut inquiéter. Les exportations ont continué de progresser au cours des quatre premiers mois, puis se sont tassées, avant de fléchir à l'automne. La succession de soldes commerciaux positifs est donc due, à partir de la mi-1992, à un recul des importations, commencé dès l'été 1991. La baisse de l'investissement productif puis celle de la consommation des ménages expliquent cette tendance qui, si elle se poursuit, pourrait justifier l'analyse selon laquelle il peut y avoir de mauvais excédents comme il y a de bons déficits.

En outre, les performances commerciales des entreprises françaises risquent de souffrir à court terme des très fortes dévaluations subies en septembre par la livre sterling, la lire et la peseta. A plus longue échéance, le pari de la désinflation compétitive est que l'appareil industriel français bénéficiera de l'évolution modeste de ses coûts et d'une certaine « montée en gamme », à la façon allemande.

Parmi les soldes positifs de l'année, on trouve le traditionnel excédent des produits agroalimentaires, particulièrement fort au deuxième trimestre, et l'excédent du matériel militaire, qui se maintient. Proches de l'équilibre sont les échanges de produits industriels hors matériel militaire ; ce poste étant devenu négatif depuis 1986, c'est donc à un redressement qu'on a assisté l'an dernier. Parmi les déficits, celui de l'énergie, structurel, s'est atténué du fait de la faiblesse du dollar et des cours pétroliers.

Vis-à-vis de ses partenaires européens, la France maintient ses échanges autour de l'équilibre. Mais, vis-à-vis de l'Allemagne, principal client et fournisseur, le solde, qui s'était nettement amélioré en 1991, a recommencé à se dégrader depuis le début de 1992, du fait d'un tassement des exportations, dû à la mauvaise conjoncture allemande, et d'un maintien des importations. Malgré la crise persistante au Royaume-Uni, les ventes françaises dans ce pays permettent de dégager régulièrement des excédents. En revanche, l'excédent français envers l'Espagne est allé s'amenuisant.

Dans ses échanges avec les Etats-Unis et le Japon, la France enregistre toujours des déficits mensuels proches de 2,5 milliards de francs. A signaler l'émergence, depuis cinq ans surtout, de la zone des pays asiatiques en développement rapide (Chine, Corée, Hongkong, Taïwan, Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande) avec lesquels les échanges augmentent de 13 % par an en moyenne, si bien qu'ils représentent désormais 5 % des importations et 4 % des exportations françaises, ce qui les place à un rang proche des Etats-Unis et du Japon.

PRIX

Inflation basse

Les prix de détail ont augmenté entre novembre 1991 et novembre 1992 de 2,1 %. Alors que les prévisions gouvernementales tablaient sur une hausse de 2,8 % en 1992, l'inflation en France a été l'une des plus faibles des pays industrialisés, seuls le Canada (+ 1,6 %) et le Japon (+ 2 %) ayant fait mieux.

L'histoire économique de la France n'a pas habitué à des taux d'inflation aussi bas. On retrouve en décembre 1986 un résultat aussi exceptionnel : + 2,1 % par rapport à décembre 1985. Mais il s'était alors produit un événement peu ordinaire : les cours du brut s'étaient effondrés après l'abandon par l'OPEP en décembre 1985 de toute discipline de production.

Le contre-choc pétrolier de 1986 mis à part, il faut remonter aux années 1965-1966-1967 pour trouver des taux équivalents : 2,5 % à 2,7 %. Le gouvernement avait alors presque bloqué les prix pour contrer les effets inflationnistes du retour d'un million de rapatriés d'Algérie. En 1961, si le taux d'inflation n'avait pas dépassé 1,7 % au premier semestre, il s'était accéléré par la suite, et l'année s'était soldée par une hausse de 3,3 %.

Le résultat de 1992 suit des hausses de prix qui ont atteint 3,1 % en 1991, 3,4 % en 1990 et 3,6 % en 1989. Faut-il en déduire pour autant que la France est en train de basculer dans la déflation ? La question s'est posée avec acuité lorsqu'a été connu l'indice des prix de novembre : la totale stabilité des prix enregistrée pour ce mois, au lieu d'être saluée comme une nouvelle preuve de compétitivité et une nouvelle garantie aussi de la force du franc, a inquiété la Bourse.

En fait la stabilité était trompeuse, ayant en partie été provoquée par la forte baisse des prix des fruits et des légumes frais. Cette baisse était la conséquence d'un été très favorable succédant à une année où les prix avaient beaucoup monté du fait de gelées tardives. Elle traduisait donc un phénomène passager, encore que les prix des agrumes importés sont extrêmement bas eux aussi et risquent de le rester au détriment des pays producteurs.

L'indice de l'INSEE, qui va être réformé, lisse sur un an ces variations de prix des fruits et légumes frais. En 1993, s'ils se produisaient à nouveau, de tels accidents climatiques et leurs effets sur les prix seraient immédiatement et totalement pris en compte. L'indice subirait alors des à-coups plus forts qu'actuellement mais traduirait mieux la réalité.

Cependant les prix des matières premières, très bas en fin d'année, remonteront probablement du fait de la reprise des achats américains et aussi de la remontée du dollar. Les prix de l'énergie, après avoir baissé de 0,8 % en 1991 et de 1,3 % en 1992, devraient se stabiliser, peut-être même très légèrement se redresser.

Pour leur part, les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté faiblement, au rythme annuel de 1,7 % ou 1,8 %, ce qui traduit un fort ralentissement par rapport à 1991 (+ 2,9 %), du fait notamment des prix de l'habillement et du textile, qui ont baissé en novembre (vente par correspondance et nombreux rabais). En revanche, pour les services, les hausses sont restées fortes, de l'ordre de 4,5 %, un peu moins rapides tout de même qu'en 1991 (+ 4,8 %) et qu'en 1990 (+ 5,4 %), ce qui s'explique semble-t-il par le ralentissement des hausses de salaires.

Tout compte fait, l'inflation sous-jacente, qu'il est possible de mesurer en suivant l'évolution de l'indice des prix hors énergie et produits alimentaires, était fin 1992 un peu supérieure à 3 % l'an. Si le ralentissement est sensible par rapport à 1991 (+ 3,6 %), si la distribution et, à un moindre degré, les industriels ont dû serrer leurs marges pour vendre dans un climat très morose, on est loin encore de la déflation et des baisses de prix qui l'accompagnent. Face à la hausse moyenne des prix dans les principaux pays industrialisés (3,1 %), supérieure d'environ un point au taux français, les progrès accomplis depuis 1982 dans la lutte contre l'inflation font maintenant de la France un des pays les plus stables du monde.

AGRICULTURE

Agitation paysanne

L'année agricole aura été bien morose. Aux incertitudes liées aux négociations internationales du GATT et à la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole commune (PAC) se sont ajoutées les estimations de l'INSEE sur le revenu agricole. Ce revenu aura baissé de 5,9 %, après une diminution de 2,2 %, déjà, en 1991.

L'agriculture n'étant pas une et indivisible, l'éventail des différences entre catégories de paysans et régions reste très ouvert. Les maraîchers et les arboriculteurs ont beaucoup souffert, alors que les producteurs de viande bovine ou les céréaliers ont vu leur situation se stabiliser, voire s'améliorer.

Cependant, les producteurs de blé des riches plaines du Bassin parisien (pour qui la politique des prix garantis suivie depuis trente ans a constitué une véritable aubaine) font grise mine en regardant leurs comptes sur une longue période. Par rapport à la moyenne des années 1981-1983, leur revenu s'est effrité de 27 %.

Il faut aussi retenir non la sécheresse, mais les inondations de la fin septembre, dans le Vaucluse notamment, qui ont particulièrement touché les producteurs de fruits et de légumes. Cette catégorie d'agriculteurs avait aussi eu à subir les conséquences de la grève de chauffeurs routiers au début de l'été. D'importants tonnages de marchandises, en particulier originaires du Sud-Est, n'ont pu être écoulés.

L'année a aussi été marquée par son lot habituel de manifestations, qui n'ont toutefois jamais égalé ni l'ampleur ni le côté consensuel et digne du grand rassemblement du « Dimanche des terres de France », le 29 septembre 1990 à Paris. La Coordination rurale a tenté, à grand renfort médiatique, de bloquer les accès de la capitale le 22 juin ; mais l'opération n'a guère réussi et ce groupe syndical dissident est retombé dans un quasi-oubli. Pour récupérer les mécontentements et reprendre l'initiative, la FNSEA et le CNJA – syndicats « officiels » et largement représentatifs – ont, le 14 octobre, organisé une journée d'action nationale.

Toutefois, les deux points culminants de l'agitation se sont situés le 24 novembre, à Paris – avec des échauffourées violentes au moment où les députés débattaient du volet agricole du GATT – et le 1er décembre, à Strasbourg – afin de protester contre la volonté américaine d'hégémonie sur le marché alimentaire mondial. Quelque 80 000 agriculteurs européens, auxquels s'étaient jointes des délégations canadienne et japonaise notamment, ont défilé dans les rues de la capitale alsacienne de l'Europe.

Pour atténuer les effets négatifs de la réforme de la PAC adoptée fin mai, un plan d'accompagnement a été rendu public le 20 juillet, qui a été globalement bien accueilli par les syndicats agricoles. L'ensemble des mesures, applicables sur deux ou trois ans, concerne aussi bien l'allègement des charges fiscales et sociales, le désendettement, l'aide à l'extensification des cultures et de l'élevage, ainsi qu'un certain nombre de dispositions conjoncturelles liées à l'indemnisation des calamités naturelles. Le coût global de ce plan avoisine, en aides directes et en allègements de charges, 12 milliards de francs.

Dernière caractéristique de l'année, un profond renouvellement des principaux responsables de l'agriculture. Au gouvernement, Louis Mermaz a été remplacé en septembre comme ministre de l'agriculture par Jean-Pierre Soisson. Au printemps, Raymond Lacombe cédait la présidence de la FNSEA à Luc Guyau (à l'occasion d'une élection difficile), et Christian Jacob succédait à Philippe Mangin à la tête du CNJA.

EMPLOI

Records battus

Après une année 1991 calamiteuse pour l'emploi, 1992 s'est conjuguée sur le mode superlatif. Frôlé dès janvier en données brutes, le seuil fatidique des 3 millions de chômeurs a été franchi en octobre, et se rapprochait inéluctablement en données corrigées. A trois exceptions près, les records historiques ont été battus chaque mois. A tel point que le taux de chômage (par rapport à la population active) revenait à 10,4 % en fin de période et que l'INSEE, selon une enquête trimestrielle encore expérimentale, évoquait les 11,3 % pour septembre.

Combattue par Mme Edith Cresson avec l'énergie du désespoir, cette vague déferlante n'a pas été davantage endiguée par la détermination de M. Pierre Bérégovoy. Dans des registres différents, les deux premiers ministres ont pourtant déployé un arsenal impressionnant. Du jamais vu. En janvier, était annoncé un programme en faveur de 500 000 chômeurs de longue durée, à qui une solution devait être offerte – un emploi, une formation ou une insertion. En février, au Creusot, 600 hauts fonctionnaires, dont tous les préfets de France et de Navarre, étaient rassemblés en vue de leur mobilisation sur le terrain. A peine arrivé, le nouveau locataire de l'hôtel Matignon lançait à son tour un pari *a priori* insensé, qu'une malencontreuse promesse rendit définitivement impossible : faire en sorte, pour les 900 000 personnes inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an, qu'« *il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au 1er novembre* ».

Si, à la date dite, à peu près tous avaient eu un entretien (plus d'1 million) à l'Agence pour l'emploi, la baisse ne fut que de 56 000, pour une raison simple : les 768 000 qui avaient pu sortir en dix mois avaient été immédiatement remplacés par 770 000 autres qui avaient atteint leur treizième mois de chômage pendant le même temps... Gonflés de façon excessive, les contrats emploi-solidarité (successeurs des TUC), ouverts aux plus âgés, se sont époumonés à suivre le rythme, comme tous les autres dispositifs mis en œuvre.

Qu'est-ce qui aurait bien pu résister à un pareil raz de marée ? A raison de plus de 45 000 par mois, les licenciements économiques n'ont pas cessé de grossir les rangs des chômeurs. Pour la première fois, les cadres ont été touchés comme les autres, et le nombre de chômeurs parmi eux a augmenté de 24 % à 30 % selon les mois, d'une année sur l'autre. Lorsqu'ils ont passé l'âge de quarante-cinq ans, on en retrouve parmi les chômeurs de longue durée, les employeurs se refusant à les embaucher.

Déjà en croissance de 22,5 % en 1991, les préretraites ont encore fait un bond qui a provoqué une vive polémique au sujet de la qualité des plans sociaux entre Mme Martine Aubry, ministre du travail, et M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA.

Au total, le coût des licenciements a été évalué à 350 milliards de francs, dont 100 à 150 milliards pour les entreprises. L'abus des préretraites, quant à lui, pèse pour 25 milliards de francs sur les comptes de l'assurance-chômage et représente 28 % de ses dépenses d'indemnisation.

Ce qui devait arriver est arrivé. Alors qu'il était de 8 milliards de francs en 1991, le déficit du régime UNEDIC, l'assurance-chômage, s'est creusé. Evalué à 20 milliards pour la fin de l'année, en cumul, il obligeait les partenaires sociaux, qui avaient pourtant révisé la convention en décembre 1991, à renégocier en juillet. Mais l'effet des premières mesures d'augmentation de cotisations prises à l'été, estimé à 5,6 milliards, n'empêchait pas le trou d'atteindre 21,5 milliards à la fin novembre. Tant et si bien que, apeurés, les gestionnaires paritaires de l'organisme en appelaient à l'aide de l'Etat à la fin de l'année, et qu'ils devront sans doute revoir le mode d'indemnisation. A nouveau.

SPORTS

A la veille de l'entrée en vigueur de la loi Evin

Le monde des sports mécaniques reste pessimiste

A quelques jours de l'entrée en vigueur, le 1er janvier, de la loi Evin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, les milieux des sports mécaniques s'interrogent sur les conséquences de ce texte sur l'organisation et le financement de leurs disciplines, privées de la manne de quelque 580 millions de francs, apportée par les cigarettiers.

Plusieurs épreuves inscrites au calendrier international, comme les Grands Prix de France de formule 1 automobile ou de vitesse motocycliste, restent menacées par l'interdiction de toute publicité pour le tabac. La nouvelle dotation de 450 millions de francs affectée au budget du ministère de la jeunesse et des sports pour compenser les pertes des recettes du tabac, pourrait permettre une restructuration en profondeur des sports mécaniques en France.

Moteurs sans fumée

La Fédération française du sport automobile (FFSA) chiffre à quelque 500 millions de francs l'apport financier des industries du tabac à sa discipline en 1992. La Fédération française de motocyclisme (FFM) à 80 millions de francs. Les cigarettiers ne démentent pas ces chiffres mais refusent de préciser leur propre investissement. Tout au plus, M. Alain Fernandez, directeur général de Philip Morris France, commanditaire principal avec la marque Marlboro, indique-t-il que cette aide représente 10 % à 20 % du budget publicitaire général de sa société.

Un tour de France de la vingtaine de circuits permanents qui accueillent les épreuves sur piste permettrait de mesurer l'omniprésence des cigarettiers : panneaux publicitaires permanents, aides pour la réfection de tribunes, patronages d'épreuves ou de championnats (quelque 1 200 compétitions locales ou nationales de sports mécaniques ont été organisées en France en 1992), campagnes d'affichage, budgets pour des pilotes ou des écuries, écoles de pilotage.

Même s'ils ont eu, depuis le vote le 10 janvier 1991 de la loi Evin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, deux ans pour se préparer à son entrée en application le 1er janvier 1993, la plupart des directeurs de circuits, organisateurs, responsables d'écuries ou jeunes pilotes, cèdent aujourd'hui au pessimisme. La conjoncture économique leur a rarement permis de trouver des budgets de substitution. Tous s'interrogent sur les modalités de répartition de la dotation gouvernementale votée pour compenser la perte des subventions allouées par les cigarettiers.

Menaces sur la formule 3 000

A Nogaro (Gers), M. André Divies, directeur du circuit Paul-Armagnac, chiffre à 2 millions de francs (publicité et parrainages), la contribution des cigarettiers à son budget de fonctionnement annuel (17 à 18 millions de francs). Des douze épreuves programmées en 1993, il ignore encore combien pourront être maintenues. S'il n'est pas inquiet pour sa traditionnelle Coupe de Pâques, il s'interroge encore sur l'organisation de la course de formule 3 000 (dernier échelon avant la formule 1), le 10 octobre.

Dès le 10 décembre, la Fédération internationale du sport automobile (FISA) avait décidé, pour 1994, de *« remplacer la formule 3 000 dont le coût était devenu excessif compte tenu du climat économique actuel »*. La loi Evin pourrait précipiter son arrêt de mort puisque trois des huit courses inscrites au calendrier de 1993 doivent avoir lieu en France (Pau, Nogaro et Magny-Cours). Des cigarettiers qui soutiennent plusieurs écuries étrangères pourraient renoncer à cette formule.

Pendant sept ans, jusqu'en 1991, le Grand Prix de Pau qui est l'équivalent en formule 3 000 du Grand Prix de Monaco en formule 1, avait été organisé par la société Pole promotion d'Alain Prost, très lié alors avec Marlboro. L'an dernier, l'apport du cigarettier représentait encore 10 % à 15 % du budget de l'épreuve, mais les soucis de son organisateur, M. Jean-Paul Pasquet, président de l'Association sportive automobile basco-béarnaise, sont d'un autre ordre. *« Si on nous supprime la formule 3 000, notre grand prix serait décapité*, dit-il. *Fermera-t-on alors les rues de Pau à la circulation pendant le week-end de Pentecôte pour des formules de promotion ? Ce sera au maire de décider. »*

A l'échelon inférieur, la formule 3, le championnat national s'appelait championnat de France Marlboro. Le cigarettier apportait à la FFSA une subvention de 180 000 francs qui contribuait à mieux doter les dix courses de cette compétition (103 000 francs par course). Des campagnes d'affichage et des encarts publicitaires dans la presse régionale assuraient la promotion de ces épreuves.

Afin de permettre aux pilotes de sa filière de franchir l'étape de la formule 3 dans les meilleures conditions, Marlboro soutenait un préparateur, l'écurie Graff racing, championne de France en 1991. Cette équipe de dix-sept personnes avec un budget annuel de quelque 2,5 millions de francs changera de discipline mais survivra au retrait du cigarettier. *« Alfa Romeo cherchait un préparateur pour le Championnat de France de super-tourisme*, explique M. François Fayman, chargé des relations publiques. *Nous avons été choisis parmi les cinq ou six candidats. »*

Le succès des filières

Depuis les années 70, Elf et les cigarettiers consacraient d'importants budgets à leurs filières de promotion qui ont permis à bon nombre de jeunes pilotes français d'être détectés, puis aidés pour franchir tous les échelons jusqu'à la formule 1 (formule Ford ou formule Renault, formule 3 et formule 3 000). La liste des lauréats de l'école de pilotage Renault-Elf-Winfield, basée sur le circuit Paul-Ricard, est révélatrice de l'efficacité de ces filières : Patrick Tambay (1972), Didier Pironi (1973), Alain Prost (1976), Olivier Grouillard (1982), Paul Belmondo (1983), Eric Bernard devant Jean Alesi (1984), Erik Comas (1985).

Lancée en 1979, l'opération « Marlboro cherche son pilote » avait permis à Yannick Dalmas, Pierre-Henry Raphanel et Olivier Grouillard d'accéder à la formule 1. Cette opération avait pris une nouvelle dimension avec la création, en 1988, d'un Institut supérieur de pilotage, supprimé dès la fin de 1991. Depuis le début des années 80, près d'une centaine de jeunes pilotes ont ainsi été soutenus par les pétroliers et les cigarettiers. Dans le meilleur des cas, la promotion d'un pilote jusqu'aux portes de la formule 1 coûte plus de 10 millions de francs (1 million pour un saison en formule Renault ; 2 millions en formule 3 et 7 ou 8 millions en formule 3 000). Après le retrait de Marlboro, trois grandes écoles de pilotage débouchant sur des filières co-financées par Elf et la SEITA, subsistaient sur les circuits Paul-Ricard (400 stagiaires en 1992), de Magny-Cours (250 stagiaires) et du Mans (322 stagiaires).

Ces trois écoles seront maintenues en 1993, mais le désengagement de la SEITA entraînera des problèmes de financement. *« L'Automobile club de l'Ouest* (ACO) *assumera les frais de l'école* (500 000 à 600 000 francs) *et Elf prendra en charge le lauréat »*, explique Jean-Marc Desnues, responsable de la communication de l'ACO. Or la loi Evin privera aussi l'ACO de quelque 4 millions de francs de recettes, soit le dixième de son budget d'organisation des 24 Heures du Mans. Elf, comme l'ACO, cherche sans trop d'espoirs, un partenaire de substitution, tout en estimant que ces écoles devraient bénéficier en priorité de la dotation gouvernementale.

Si la grande majorité des personnes et des sociétés impliquées dans les sports mécaniques redoute les conséquences de la loi Evin, certains veulent croire à une plus grande efficacité de cette dotation si elle est bien gérée par le mouvement sportif. *« En apportant les plus gros budgets aux quelques pilotes ou préparateurs qu'ils soutenaient, les cigarettiers faussaient en fait la compétition*, estime M. Bernard Teulé, directeur du circuit de Pau-Arnos. *Si cette manne est correctement gérée, elle peut apporter plus d'équité et d'homogénéité. Les sports mécaniques coûtent cher pour les jeunes des milieux défavorisés. C'est peut-être l'occasion de mettre en place de véritables opérations de détection, de formation et de promotion. »*

GÉRARD ALBOUY

Une initiative de la Fédération française de motocyclisme

« Objectif grand prix »

L'époque où Marc Fontan, Patrick Pons ou Christian Sarron se disputaient les places sur les podiums des grands prix de vitesse moto est révolue. Les pilotes français sont devenus une espèce en voie de disparition dans les championnats du monde des 250 cm³ ou 500 cm³, où on ne trouve plus qu'une équipe d'usine avec Yamaha Motor France.

Depuis les championnats régionaux et national des cyclomoteurs (50 cm³), accessibles à partir de douze ans avec des budgets de 15 000 francs à 25 000 francs, jusqu'au championnat de France open sur des répliques des motos de grand prix (budgets à partir de 120 000 francs), en passant par les différentes épreuves patronnées par des marques (Coupe Kawasaki, Trophée Honda, Challenge Aprilia, CBR French Cup, Coupe Yamaha 125 TZR), les formules de promotion ne manquent pourtant pas.

« Pour les plus doués, le plus dur est de trouver les structures techniques ou les moyens financiers pour accéder au championnat d'Europe et, surtout, de franchir le fossé qui sépare désormais le niveau national de celui des grandes compétitions internationales pour lesquelles ils n'ont pas été réellement préparés », estime Marc Fontan.

Pour aider les meilleurs espoirs à saisir leur chance en championnat du monde, la Fédération française de motocyclisme vient de créer une filière baptisée « Objectif grand prix ». Pour la première année, le budget de cette opération devrait atteindre 3 250 000 francs. La moto retenue est la RS 250 Honda.

« Notre objectif ne se limite pas à donner à deux espoirs la possibilité de participer dès 1993 au grand prix de France (s'il a lieu) *en 250 cm³*, explique Marc Fontan, le responsable de cette structure. *Nous voulons les encadrer et les préparer à la course moderne, car le pilotage n'est qu'une des facettes de la compétition. Ils apprendront aussi à régler leur moto, à soigner leur condition physique et à se comporter en professionnels capables de maîtriser aussi bien un guidon que leur image médiatique. »*

L'aventure commence en Floride

Après une première phase d'observation dans les championnats nationaux, huit jeunes pilotes avaient été sélectionnés. L'ultime test, effectué le 24 septembre sur le nouveau circuit du Vigeant (Haute-Vienne) a désigné deux Lorrains : Régis Laconi (dix-sept ans) et Olivier Jacque (dix-neuf ans), respectivement premier et deuxième du championnat national 125 cette saison.

Depuis le mois d'octobre, les deux lauréats partagent leur temps entre la Lorraine, où ils poursuivent leur scolarité dans l'enseignement technique et ont commencé un programme d'entraînement physique à Bar-le-Duc, des séjours à l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), notamment pour le suivi médical et la communication, et les premières séances d'essais pour maîtriser les techniques ou travailler avec la structure technique (cinq personnes) d'Objectif grand prix.

Pour Régis Laconi et Olivier Jacque, l'aventure devrait commencer en Floride par la célèbre semaine de Daytona (du 1er au 7 mars). Outre l'hypothétique Grand Prix de France, ils disputeront sept épreuves du championnat de France open et les neuf courses du championnat d'Europe. A eux de saisir leur chance et d'attirer l'attention des équipes d'usine, car deux autres espoirs devraient les remplacer pour 1994.

G.A.

ATHLÉTISME : la Corrida de Houilles

Skah surclasse les Kenyans

Le Marocain Khalid Skah a remporté, dimanche 27 décembre, pour la cinquième fois consécutive, la Corrida de Houilles (Yvelines) en couvrant les 9,6 kilomètres en 26 min 13 s. Contrôlant la course de bout en bout, le champion olympique du 10 000 mètres a précédé les Kenyans Osoro Ondoro, Wilson Omwoyo et Moses Kiptanui, triple recordman du monde du 3 000 mètres. On attendait les retrouvailles avec Richard Chelimo, dauphin de Skah. A Barcelone, après une course controversée, le Marocain avait été soutenu par un compatriote retardataire qui lui avait servi de « lièvre » pour soutenir le rythme de Chelimo. Rapidement distancé sur le parcours accidenté de Houilles, le Kenyan a dû se contenter de la cinquième place.

□ **PLONGEON : la championne chinoise Gao Min arrête la compétition.** – Gao Min, considérée comme l'une des plus grandes plongeuses de l'histoire, a décidé, dimanche 27 décembre, de mettre un terme à sa carrière. Médaillée d'or au plongeon (3 mètres) aux Jeux olympiques de Barcelone, la jeune Chinoise, âgée de vingt-deux ans, a dominé le plongeon de tremplin pendant plus de six ans et n'a jamais été battue depuis 1986. Gao Min a vendu sa médaille d'or des championnats du monde 1991 pour 770 000 yens (135 000 dollars, environ) et a fait don de cette somme à l'Etat afin de *« remercier les gens qui aident le plongeon dans ce pays »*. A Barcelone, les plongeurs chinois avaient raflé trois des quatre médailles d'or distribuées. – (*Reuter*.)

La multiplication des « playgrounds » en France

Les banlieues basket

L'équipe de France a remporté, samedi 26 décembre à Paris, le tournoi de Noël face aux étrangers de France (101-90) avant de laisser la place, sur le plancher du stade Pierre-de-Coubertin, à une autre forme de basket-ball : le trois-contre-trois, inventé il y a quelques décennies dans les rues américaines. A l'instar des Etats-Unis, la France se dote depuis deux ans de *« playgrounds »*, des terrains de jeu, dans les cités HLM des banlieues des grandes métropoles.

Leur casquette vissée sur un crâne quasiment rasé, flottant dans des shorts et des tee-shirts trop larges, ils portent d'énormes baskets, délacées si possible. Ils parlent fort, et le gros ballon orange avec lequel ils jonglent inlassablement semble être une partie intégrante de leur bras. Ils le font tourner sur un doigt comme une toupie, ils dribblent, se glissent dans la défense de leurs copains et l'envoient valser dans l'arceau d'acier du panier.

En cette veille de Noël, Eddy et Laurent sont venus disputer un tournoi dans le gymnase de Tremblay-en-France. Le basket, c'est leur vie, désormais. Comme des milliers de jeunes Français, ils en sont devenus fous. Le soir, après l'école, le dimanche, pendant les vacances, tout le temps, ils taquinent la balle sur des terrains souvent flambant neuf, construits à quelques mètres de leur cité HLM.

La fièvre du basket sévit en France depuis deux ans. Elle est montée en flèche après les exploits de l'équipe américaine, championne olympique aux Jeux de Barcelone avec ses deux héros « Magic Johnson » et Michael Jordan. Aujourd'hui, avec plus de 250 millions d'amateurs, ce sport centenaire est la discipline la plus pratiquée du monde, devant le football. Son expansion est telle que certains le qualifient comme le sport de l'an 2000.

Forte de 350 000 licenciés en 1991, la Fédération française de basket-ball (FFBB) atteindra les 420 000 cotisations en 1993 : une augmentation de 20 % en deux ans, et cet impressionnant succès ne compte pas les milliers de jeunes, garçons et filles, qui, à l'instar des Américains, apprennent le basket dans la rue, loin des clubs, sans arbitre et sans entraîneur : en liberté.

500 aires de jeu en 1993

Si les conditions sont les mêmes – marquer des paniers, – ce sport est différent. Plus spectaculaire – on s'accroche au panier après le smash, on se rentre dedans de bon cœur, – il se dispute avec un nombre indifférent de joueurs quand le basket traditionnel oppose deux équipes de cinq. De la rue est né le trois-contre-trois : deux formations de trois s'opposent sous un seul panier.

« Le basket est le seul sport collectif que l'on peut jouer seul. Il suffit d'un ballon et d'un panier, explique Pierre Dao, directeur technique de la FFBB. *Aux Etats-Unis, les terrains sont omniprésents. Il y a toujours un panneau accroché à la porte d'un garage. En France, il faut donner aux jeunes la possibilité de jouer où ils veulent, quand ils veulent »*.

Il y a dix-huit mois, la fédération a lancé une politique d'implantation de *playgrounds*, des terrains de jeu grillagés à l'image des aires de New-York et installés aux pieds des cités HLM des banlieues. En 1993, grâce à cette opération « basket en liberté », relayée par *Mondial Basket*, un jeune mensuel en plein essor, 500 terrains vont voir le jour dans le pays grâce à des pétitions signées par des jeunes et adressées au maire de leur commune. L'investissement est moindre : entre 100 000 francs pour un demi-terrain et 250 000 francs pour un espace doté de six paniers. Adidas, partenaire de la FFBB, offre les ballons. A elle seule, la ville de Colombes, dans les Hauts-de-Seine, a recueilli 1 300 signatures.

Le ministère de la jeunesse et des sports, également engagé dans le projet, poursuit la création des « terrains de proximité ». Cinq cents structures polyvalentes s'ajouteront, en 1993, aux mille installations créées dans les banlieues depuis juin 1991 lors du lancement de l'opération « anti-été chaud ».

En cette veille de Noël à Tremblay, il fait trop froid pour jouer dehors. Dans le gymnase, la cohorte des joueurs enfle, pour la plupart maghrébins ou noirs. Il faudra patienter pour jouer. *« Il y a six ans, nous n'étions pas assez pour former une équipe*, explique Laurent, qui a délaissé le football pour le basket. *Maintenant, il suffit de jouer à deux pour être rejoints par des dizaines d'amateurs. »* Il se souvient de cet été, où, grâce à la lumière électrique, il jouait jusqu'à 2 heures du matin, parfois plus. *« Le bruit de la balle agaçait certains riverains*, dit-il en riant, *mais c'est tellement mieux que de traîner dans la rue. Avant, ici, c'était la zone. Je ne sais pas si le taux de délinquance a baissé depuis que les* playgrounds *ont été installés, mais je suis convaincu que la perspective du jeu nous incite à faire moins de conneries. »*

Le rêve américain

Certains rêvent d'être basketteurs professionnels. Petits frères de « Magic » ou Jordan, ils signeraient des contrats mirobolants. Pourquoi n'auraient-ils pas le droit de rêver ? Ils adulent Mustapha Sonko. Ce jeune Africain de vingt ans est l'une des premières vedettes du basket-ball français à avoir appris le basket sur les *playgrounds* de sa banlieue. Membre de l'équipe de France Espoirs, joueur à Sceaux, club de deuxième division, il portera bientôt les couleurs de Gravelines, en Nationale 1 : *« La rue m'a apporté quelque chose de plus. Une créativité, un instinct, un sens du contact, parfois rude, que l'on n'apprend pas dans les clubs, où la formation est plus scolaire. »*

D'autres s'insurgent contre la mode américaine. Dans son survêtement ajusté, d'un bleu un peu désuet, avec ses baskets usées, Radovicá, d'origine serbe, fait figure de franc-tireur. *« Nous cherchons à nous identifier aux Etats-Unis alors que le basket est aussi européen, pratiqué en Espagne, en Grèce ou dans les pays de l'Est. Nous n'avons pas besoin de singer les « yankees »* !

Comment, pourtant, oublier les Etats-Unis, où est né le basket en 1890, au collège de Springfield, dans le Massachusetts ? Fans de la *« dream team »* américaine, les adolescents conjuguent leur nouvelle lubie en anglais. Ils jouent sur des *playgrounds*, ils baptisent leurs équipes « Boulogne Power » ou « Troops » ; leur panoplie idéale est griffée par Nike et Reebok. Les deux géants américains tiennent solidement et chèrement le marché (1 000 francs, parfois plus, la paire de baskets).

A Gennevilliers, par exemple, où il a financé la construction d'un *playground* et dans toute la France, Nike, premier fabricant mondial de chaussures de sport, organise des tournois de trois-contre-trois et distribue ses produits en guise de trophée. Partenaire de la FFBB, Adidas, qui a vu fondre ses parts de marché, entend rajeunir grâce au basket une image de marque vieillissante. Ainsi, cette nouvelle campagne publicitaire, rythmée par du rock dur, pour le *streetball*, le basket des rues. Pour ambassadeur, la firme a choisi Dikembe Mutombo, le pivot prodige des Denvers Nuggets, et a créé une ligne de vêtements à son nom. En 1993, Adidas poursuit sa campagne de tournois de *streetball* en France et dans quatorze pays européens, dont la Russie, qui accueillera une compétition... sur la place Rouge.

« Le basket de rue est un phénomène de masse formidable que la fédération ne doit pas ignorer ou mépriser en le traitant de sport de loisir. Tous ces jeunes sont un immense réservoir qui contribuera, dans quelques années, au rayonnement de l'équipe de France. » Pierre Dao va quitter ses fonctions de directeur technique national pour se consacrer, notamment, à cette nouvelle lubie. Il souhaiterait créer une « carte-basket », *« pour ne pas isoler ces jeunes sans licence »*. Il espère rénover un jour les terrains construits au temps des patronages et laissés en jachère dans les zones rurales : la campagne après le trottoir.

BÉNÉDICTE MATHIEU

CULTURE

Le nouveau visage d'un monde musical

La collection de musiques traditionnelles de Radio-France, « Ocora », fait peau neuve

«Ocora», l'une des collections de musiques traditionnelles les plus prestigieuses au monde, a fêté cette année ses trente-cinq ans d'existence. Née en 1957 sous la tutelle de la Radiodiffusion d'outre-mer, devenue en 1959 l'Office de coopération radiophonique («Ocora» en a gardé les initiales), la collection française s'attache d'abord à l'Afrique de l'Ouest, avant d'explorer les cinq continents. Aux enregistrements effectués sur le terrain (de la Guinée au Vietnam, avec la caution d'ethnomusicologues réputés), s'ajoutent les musiques saisies à l'occasion de concerts parisiens (à l'Auditorium de Radio-France, au Musée Guimet, ou encore en coproduction avec le Théâtre de la Ville) et les sessions extraordinaires mises en boîte avec un soin extrême dans les studios de la Maison de la radio.

Avec l'apparition du disque compact, «Ocora» a dû négocier comme tout le monde le virage, difficile pour qui ne dispose pas d'une force commerciale immédiate. Elle s'est également heurtée à une concurrence croissante sur le créneau des musiques populaires, ethniques ou savantes. A côté d'autres collections de prestige, pionnières, telles celle du CNRS (distribuée par Chants du monde) ou de l'UNESCO (Auvidis), ces dernières années ont vu l'arrivée d'une kyrielle de petits labels, anglais, américains ou français («Silex», «Musiques du monde» chez Buda Records), sans compter le développement des branches «ethniques» ou «world-music», orchestré par des maisons de disques ou des distributeurs dont la vocation était ailleurs.

Les archives sonores les plus riches

Pire, des partenaires qui n'ont pas pour mission première de produire des disques ont été touchés par le virus : ainsi l'AFAA (Association française d'action artistique, qui dépend du ministère des affaires étrangères, sa collection s'intitule «Sur mesure»), les Festivals de musique de Lille (collection «Planète Lille»), d'Amiens («Indigo», en liaison avec le festival d'Angoulême), Radio-France internationale («Autour du monde»), la Maison des cultures du monde («Inédits») se livrent à des exercices discographiques en général liés à leurs activités quotidiennes.

A cela s'ajoutent les appétits japonais (l'an passé, l'arrivée en bloc d'une cinquantaine de volumes de la World Music Library sur le marché français avait impressionné), la légendaire curiosité anglaise («Globe Style», «Nimbus», «Real World»), et les incontournables venus d'Amérique («Explorer Series», chez Elektra Nonesuch/WEA). Tous se risquent sur un créneau difficile à évaluer, en l'absence de statistiques commerciales claires, mais leur nombre est en augmentation.

Cet afflux n'enlève rien à la légitimité de la vocation d'«Ocora». Les radios possèdent, par définition, les archives sonores les plus riches, auxquelles le disque peut donner un accès public. «Ocora» a donc joué son rôle comme il le fallait, d'abord sous la responsabilité de Charles Duvelle, puis sous celle de Pierre Toureille, qui en a assuré avec bonheur la direction *artistique pendant une quinzaine* d'années. On lui doit d'avoir publié quelques chefs-d'œuvre (*Anthologie de la musique des Pygmées Aka*, réalisée par Simha Arom), d'avoir élargi la collection au flamenco *(Chocolate)*, au tango cotemporain *(Haydée Alba)*, aux musiques arabes (Syrie : muezzins d'Alep), iraniennes (trois volumes, dont le dernier-né, en décembre, consacré au chanteur Shârâm Nazeri). A son actif également la création d'«En France», une série qui a permis la mise en évidence de fabuleux musiciens et chanteurs de la tradition française, tels le Basque Benat Achiary ou le Breton Arnaud Maisonneuve.

Mais l'artistique et le marketing ne font pas toujours bon ménage. Pierre Toureille réclamait des moyens, doublés d'une plus large autonomie financière de l'équipe d'«Ocora». Face à une stratégie commerciale défaillante, d'autres se sont empressés de ramasser la mise. Ainsi Auvidis, habituellement plus portée sur le classique, possède-t-elle aujourd'hui une gamme de collections enviables, où l'on retrouve les repères en d'autres temps «ocoriens». Bien qu'étant dans un domaine plus proche de l'édition littéraire en termes qualitatif et quantitatif (de huit cents à trois mille exemplaires tirés selon les albums) que du domaine du show-business, les objectifs de vente d'«Ocora» étaient donc «en sommeil profond».

A qui la faute? Pas au distributeur, Harmonia Mundi, obligé de faire sans. C'est-à-dire sans promotion, sans coups de projecteur sur *une collection pourtant reconnue* internationalement. Pas à l'équipe d'«Ocora», dont Pierre Toureille explique aujourd'hui qu'elle ne *«disposait que d'un budget artistique de 400 000 francs annuels»*. Pas à la direction de Radio-France, qui *«essayait de réorganiser la collection en douceur»*, selon Claude Samuel, qui assume les fonctions de directeur de la musique à Radio-France depuis trois ans.

«Ocora» a vécu sa vie dans un petit cercle, il faut aujourd'hui l'intégrer dans un ensemble plus large», explique Claude Samuel, qui a annoncé le 15 décembre une série de mesures destinées à relancer la dynamique «Ocora» selon une logique commerciale simple : davantage de disques, davantage de clients. Avec un budget dont l'augmentation oscille entre 30 et 50 %, *quinze nouveautés par an*, autant de rééditions (il y a aujourd'hui une centaine de disques inscrits au catalogue «Ocora», réédités en CD ou rééditables), «Ocora» est destinée à être l'un des trois volets de la politique de Radio-France en matière de musiques traditionnelles, aux côtés des magazines (malheureusement trop rares) diffusés sur France-Musique *(les Magiciens de la terre*, de Daniel Caux, *les Fantaisies d'un voyageur* de François Picard) et des retransmissions de concerts sur France-Culture.

Label de qualité

Avec le départ, contre son gré, de Pierre Toureille, qui reste officiellement en charge des concerts, la direction artistique de la collection «Ocora» est donc vacante. Claude Samuel entend combler le vide par un comité éditorial, où l'on trouve des ethnomusicologues (Jean During, Bernard Lortat-Jacob), des professionnels de la radio (François Picard, Daniel Caux), des programmateurs de salles (Soudabeh Kia). Il devrait se réunir deux fois par an pour décider des grandes orientations de la collection et faire ses propositions éditoriales.

«Ocora» est une collection de disques, mais aussi une philosophie, un label de qualité (ce qui va parfois de pair avec la rareté) très lié à la personnalité de son directeur artistique. Le virage que lui fait prendre Claude Samuel ne va pas sans questions. *«Nous nous en posons beaucoup*, explique-t-il, *quelle musique doit-on mettre dans cette collection? De la musique populaire? De la musique savante? Devons-nous poursuivre notre tour du monde ou nous concentrer sur une zone géographique particulière?»* Les neuf rééditions (dont l'excellent volume consacré aux musiques traditionnelles de la Sierra-Leone) et les sept nouveautés *(lire l'encadré)* qui viennent de sortir marquent la fin d'une époque. Reste à espérer qu'«Ocora» n'abandonnera pas sa vocation de défricheuse, de découvreuse.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

L'honneur sauvé du «gwoka»

Caroline Bourguine est productrice à Radio-France. «Ocora» lui devait déjà un bel album de polyphonies pygmées *(Cérémonie du Bobé chez les Pygmées du Nord-Congo)*, et voici la jeune femme repartie à l'affût des tambours guadeloupéens, le *gwoka*, dont les racines remontent au golfe de Guinée, à l'esclavage et à sa cohorte *de rites déguisés*, à la vie dans les plantations de canne à sucre et aux nègres fugitifs, les *neg-mawon*. Lentement oublié jusqu'aux années 60, où le mouvement indépendantiste le reprend à son compte, le *gwoka* – le mot désigne le quart de tonneau utilisé pour les salaisons, sur lequel on frappait, à l'origine, en position *couchée – a été rénové par* des musiciens plus jeunes, tels Guy Konket, qui y a introduit le *djembé* (tambour) africain, ou le chanteur Esnard Boisdur, qui a fait l'année dernière sa première incursion hexagonale.

La nuit ne veut pas finir

Musique de danse (sept rythmes de base, du guerrier *léwoz* à l'amoureux *toumblak*), martelée par le tambour basse *(boula)* et brodée par le marqueur *(maké)* turbulent et plus aigu, chants tour à tour moralisateurs et licencieux, comptes-rendus fidèles de la vie des habitations (les plantations), mais aussi d'événements plus récents (les émeutes de Basse-Terre, réprimées dans le sang en 1967), le *ka* se pratique en groupe lors de soirées largement arrosées au rhum, agrémentées d'un petit colombo de cabri : les soirées *léwoz*. *L'équipe de Radio-France est* allée en saisir deux au vol en mai dernier, l'une à Jabrun, dans la commune de Baie-Mahault, l'autre à Cacao, commune de Sainte-Rose.

Ces deux albums sont rayonnants de spontanéité, de vigueur. On s'y croirait. A Jabrun, Man Sosso, la *doyenne de la communauté*, a organisé la soirée dans sa buvette, en présence de François Moléon, dit Carnot, septuagénaire pour qui le battement des tambours est une subtile question de doigté, une superposition d'ondes de choc roulées en ordre. A Cacao, la nuit ne veut pas finir. A l'aube, l'assistance témoigne et reprend en chœur derrière un soliste à la voix pleine : *«Kokiyoko kok la chanté.»*

La *réalisation technique* de ces albums, particulièrement à Jabrun, n'a pas affadi l'atmosphère, au contraire. Jamais enregistré en situation, assez rarement en studio, le *gwoka* serait un genre en voie de disparition, n'étaient de telles initiatives qui réservent à ces musiques du petit peuple le même traitement qu'à d'autres, plus prestigieuses.

V. Mo.

► 2 CD Ocora C 560030 et 031 *distribués par Harmonia Mundi.*

La mort du pianiste Nikita Magaloff

Un roi sans protocole

Le pianiste Nikita Magaloff est mort d'un cancer, le 26 décembre, dans un hôpital de Vevey, en Suisse. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Nikita Magaloff était un musicien d'une autre époque. Il était aimé de ses confrères, même de ceux qui ne prisaient que peu son jeu, et sa célébrité ne l'avait pas coupé du monde. Nikita Magaloff était un homme d'une autre époque. Il voyageait dans une vieille Jaguar impeccable dont les fauteuils étaient en cuir fauve et les roues à rayons. Nikita Magaloff était un seigneur. Jamais il ne demanda un sou aux élèves qui venaient travailler avec lui, dans sa maison proche de Vevey. *«Je ne suis plus professeur, je suis pianiste, ce ne serait pas bien que je me fasse payer; j'ai la chance de gagner mon argent en jouant; transmettre est un devoir; mais je n'enseigne qu'à ceux que je coopte.»*


JEAN PIMENTEL/KIPA

Nikita Magaloff avait un répertoire immense. Il jouait tout. Et de mémoire.

Son accent russe à peine patiné par cinquante ans de vie sur les bords du lac Léman était irrésistible et son sourire malicieux. Et Magaloff avait tant d'histoires à raconter. Sa vie fut une belle vie. Né le 28 février 1912, à Saint-Pétersbourg, il commence sérieusement l'étude du piano avec Alexandre Siloti, un cousin de Rachmaninov, élève de Liszt et de Tchaïkovski. En 1918, c'est l'exil, d'abord en Finlande, puis en France, où la famille Magaloff s'installe. Le jeune pianiste travaille un peu avec Serge Prokofiev. Il va également au-devant de Ravel, qui n'avait pas la réputation d'être un bon instrumentiste, mais Magaloff avouera avoir appris beaucoup de lui : *«Il ne jouait pas bien, mais il savait parfaitement comment il fallait s'y prendre.»*

Autour du piano de Charlie Chaplin

Magaloff entre bientôt au conservatoire de Paris dans la classe d'Isidor Philipp. En 1929, il remporte *son premier prix de piano*, suit les cours de composition de Dukas. Ravel lui prédit un grand avenir. Il commence à jouer un peu partout, avec beaucoup de succès. Un soir, cependant, au Portugal, une femme, simple professeur de piano, vient lui parler à l'issue d'un récital : *s'il ne revoit* pas sa technique, il éprouvera bientôt de grandes difficultés à jouer. *«Cette femme m'a sauvé, comme elle a tenté de sauver un de mes confrères quelques années plus tard. Mais il l'a renvoyée avec mépris. Lorsque j'écoute ce pianiste aujourd'hui, je frémis à ce qui aurait pu m'arriver.»*

Nikita Magaloff se débarrasse donc du jeu excessivement articulé que l'on prône encore, à l'époque, en France. Il parvient à une synthèse qui lui fera garder le meilleur de la technique à l'ancienne et acquérir un jeu plus conforme aux pianos modernes. Dorénavant, Magaloff utilisera le poids du bras, les épaules, le dos, tout le corps pour travailler le son. Dans ses meilleurs moments, et dans certaines œuvres, le jeu de Magaloff conciliait les inconciliables : la *légèreté et la puissance*, un son charnu et des attaques précises, un timbre qui porte loin et un volume qui n'outrepasse pas les limites *physiques de l'instrument.*

Nikita Magaloff a beaucoup joué avec Joseph Szigeti, dont il épousera la fille, Irène. Rencontre capitale pour le jeune pianiste, le violoniste hongrois lui fait connaître Bartok et exerce une grande influence sur ses conceptions musicales. En 1949, Nikita Magaloff s'installe définitivement en Suisse, sur les bords du lac Léman. Dans un périmètre de quelques kilomètres vivent Wilhelm Furtwängler, Josef Krips, Carl Schuricht, Clara Haskil, Dinu Lipatti... Ils jouent les uns pour les autres, se lient d'amitié. Celle qui unissait Magaloff à Lipatti, à Haskil, elle-même grande amie de Charlie Chaplin, et à Ansermet est une des belles histoires musicales de ce siècle. Que ne donnerait-on pour assister aux soirées qu'ils improvisaient chez Chaplin, qui avait acheté spécialement un piano pour les recevoir?

Malade, Dinu Lipatti demande bientôt à Magaloff de le remplacer au conservatoire de Genève. Il y exercera une dizaine d'années, avant que sa carrière ne le contraigne à abandonner ce poste. Il est quasiment impossible de dresser la liste de ses élèves. De Martha Argerich à Mitsuko Uchida, ils seront des dizaines à rechercher son enseignement.

Dans les années 60, la carrière de Magaloff prend un essort considérable. Il joue partout en Europe, avec les plus grands chefs, les orchestres les plus prestigieux. Sa discographie relativement abondante ne rend malheureusement pas compte de ces rencontres musicales au sommet. Au Festival de Berlin, il joue sous la direction de Stravinsky, à Vienne sous celle de Karl Böhm ; en Italie, il est tellement adoré qu'on le surnomme *«il Re Magaloff»*. Dans ce pays, il a beaucoup d'amis, notamment Luchino Visconti.

Bien qu'on en ait fait un spécia*liste de Chopin, Magaloff avait un* répertoire immense. Pour son confrère Nelson Freire, sans doute le plus étendu qu'un pianiste ait jamais eu. C'est vrai, Nikita Magaloff jouait tout. Et de mémoire. Jusqu'à la fin, il a joué de nouvelles œuvres. A soixante-quinze ans passés, il a appris le *Premier Concerto de Rachmaninov, qu'il* s'en est allé jouer, à Philadelphie, avec Semyon Bychkov.

Grand seigneur, Magaloff était resté accessible. Parmi ses élèves français, il chérissait tout particulièrement le jeune Philippe Cassard. *Ce dernier l'avait invité* à dîner, avec quelques amis, dans le modeste studio qu'il occupait dans un foyer de musiciens de la banlieue parisienne. Non seulement, Nikita Magaloff accepta cette invitation sans hésiter, mais, à 3 heures du matin, il fallut presque l'arracher du piano. Il était si heureux de jouer, de faire découvrir ces pièces de salon que plus personne ne joue, qui sont si belles pourtant.

Cette joie de donner aux autres était la marque du style Magaloff. Il lui arrivait, certes, de se laisser aller à la facilité. Mais son goût infaillible en faisait l'arbitre de toutes les élégances, et ses petites coquetteries de diction étaient une sorte de clin d'œil qu'il adressait à son public. Un temps, Paris l'avait *dédaigné. Au point qu'un critique* qui avait envoyé un «éclaireur» écouter un récital à sa place commença ainsi son papier : *«Lorsque Nikita Magaloff est entrée, dans sa longue robe, sur la scène...»* L'affaire, en son temps, fit grand bruit. Et puis Paris s'était mis à l'aimer.

ALAIN LOMPECH

Discographie

Les premiers enregistrements de Nikita Magaloff n'ont pas été réédités par Decca (*Sonate* de Liszt; *Goyescas* de Granados) et ceux qu'il a réalisés chez Philips ne le sont que partiellement. L'éditeur hollandais vient, cependant, de publier un coffret de douze disques compacts reprenant l'intégralités de œuvres de Chopin que le pianiste a enregistrées. Il serait bien que Philips transfère également sur disque compact le *Carnaval* de Schumann et les *Etudes Paganini* de Liszt, l'un des meilleurs disques de Magaloff, depuis longtemps inaccessiblè.

Les disques Montaigne ont publié, de leur côté, une dizaine de CD captés en public, lors du Festival de Montreux 1988. Inégales, ces interprétations sont dominées par un enregistrement grandiose de la *Sonate en fa mineur*, de Brahms. Le même éditeur a aussi publié un *Troisième Concerto* de Prokofiev enregistré en public, au Théâtre des Champs-Elysées, et s'apprête à éditer un programme Scriabine, enregistré en studio il y a quelques mois.





ÉCONOMIE

BILLET

Le Lyonnais persiste et signe

Prises de participations, restructurations, acquisitions à l'étranger : il ne se passe pas de semaine sans que le Crédit lyonnais ne soit sur le devant de la scène. En dépit d'une conjoncture de plus en plus délicate pour les banques, de provisions en forte hausse et de résultats en chute libre, la banque présidée par M. Jean-Yves Haberer ne renonce pas à sa stratégie – toujours aussi controversée – d'expansion. Mais elle est engagée dans une véritable course contre la montre et tente de remettre de l'ordre dans ses filiales, de convertir ici et là des créances en capital et enfin d'extérioriser des plus-values pour afficher le 31 décembre des comptes honorables. Le maintien à la présidence de M. Haberer est peut-être à ce prix. Car l'ambition d'être capable *« de tout faire partout dans le monde »* et de considérer l'Europe *« comme son marché domestique »* se paie cher quand la conjoncture se retourne.

Alors, il faut tenter coûte que coûte de remettre à flot les filiales ou les clients en difficulté. Principal actionnaire et créancier du groupe immobilier Pelège, le Lyonnais va ainsi se séparer du président de ce groupe, M. Michel Pelège. Il pourrait être remplacé au début de l'année prochaine par M. Henri Caro, numéro deux de Kaufman and Broad, chargé de « faire le ménage ». Sur un tout autre front, celui du cinéma, et après avoir hérité à la suite de la peu glorieuse affaire Parretti de la MGM (Metro Goldwyn Mayer) pour bien plus de 1 milliard de dollars, le Lyonnais met toute son énergie à redresser le studio californien. Il pourrait investir 60 millions de dollars dans un rapprochement entre la MGM et les studios Carolco *(lire ci-dessous)*. Dans un tout autre registre, à la mi-décembre, Altus Finance, filiale du Crédit lyonnais annonçait la vente pour plus de 7,5 milliards de francs d'une partie de son portefeuille de « junk bonds » au groupe Pinault, ce qui devrait lui permettre de dégager 2 milliards de francs de plus-values.

Si l'on reproche parfois aux banquiers français de ne pas savoir prendre de risques, le Lyonnais semble ne pas mériter cette critique : en l'espace de quatre ans, il aura acquis pour plus de 13 milliards de francs six banques de taille importante en Italie, en Espagne, en Angleterre, et la dernière en Allemagne, la BfG, officiellement le 23 décembre. Dans le même temps, les participations industrielles se sont multipliées, notamment dans des groupes très sensibles aux cycles économiques comme Usinor-Sacilor, Pinault ou l'Aérospatiale. Des investissements très lourds à porter quand on attend des jours meilleurs.

ÉRIC LESER

La MGM vole au secours de Carolco

Producteur de films à succès comme *Rambo*, *Terminator* et *Basic Instinct*, Carolco Pictures a enfin bouclé le plan de recapitalisation nécessaire pour le sortir des difficultés financières où il se débat depuis un an (il avait terminé 1991 avec 265 millions de dollars de pertes). Le Crédit lyonnais, qui contrôle les studios de la MGM, a accepté de monter un plan de refinancement de 170 millions de dollars (918 millions de francs) auxquels participeront les actionnaires minoritaires de Carolco (le Japonais Pioneer, le Studio Canal Plus et RCS Video International, filiale du groupe italien Rizzoli). MGM et les actionnaires minoritaires apporteront – moitié-moitié – 120 millions de dollars d'argent frais et créeront un fonds de financement de coproductions de 50 millions de dollars.

Augmentation de capital pour Malev

Alitalia acquiert 30 % de la compagnie aérienne hongroise

BUDAPEST

de notre correspondant

Après plusieurs semaines de spéculations, le voile a été levé sur la privatisation partielle de la compagnie aérienne hongroise. A l'occasion d'une augmentation de capital de 77 millions de dollars, Alitalia est devenue actionnaire à hauteur de 30 % de Malev, considérée comme l'un des fleurons de l'économie magyare. Au terme de cet accord, l'Etat hongrois conserve 50 % des actions plus une voix, le reste du capital étant distribué entre la Société d'investissement italienne SIMSET (5 %), les 4 500 employés de la Malev (12 %) et les municipalités où la compagnie possède des immeubles mais n'est pas propriétaire du terrain (3 %).

La signature de ce contrat met un terme à près de dix-huit mois d'incertitudes provoquées, entre autres, par les hésitations du gouvernement conservateur de Budapest sur la marche à suivre. Ce retard s'explique également par la confusion qui a entouré la préparation de cet accord, chacun des partenaires (Malev, le gouvernement et l'AVU, l'Agence pour la privatisation) ayant travaillé avec des consultants différents. La Malev a estimé que ses actifs avaient été sous-évalués par le Crédit suisse First Boston, consultant de l'AVU.

La Malev se targue, en effet, de figurer parmi les vingt compagnies aériennes les plus rentables du monde. En 1991, elle a été l'une des rares entreprises de ce secteur à dégager un bénéfice malgré l'impact de la guerre du Golfe, de l'effondrement du COMECON et de la réunification allemande qui l'a privée de l'un de ses plus importants marchés. Ayant transporté environ 1,2 million de passagers vers 47 destinations en 1992, la société hongroise table sur un chiffre d'affaires de 330 millions de dollars cette année.

A l'origine, Malev envisageait d'associer trois compagnies aériennes à sa privatisation : une asiatique, une nord-américaine et une européenne. Le projet n'a pas abouti et la partie s'est finalement jouée entre Alitalia, Lufthansa, KLM et British Airways.

La société italienne a finalement été retenue, car *« elle s'est présentée autant comme un investisseur que comme un partenaire stratégique »*, affirme M. Péter Karasz, porte-parole de Malev. Grâce à cet accord, les Hongrois vont pouvoir élargir leur activité en intégrant un réseau européen. Autre avantage : Malev pourra conclure l'achat de deux Boeing 767, qui lui permettront d'inaugurer, en février-mars 1993, ses premiers vols long-courriers vers l'Amérique du Nord et l'Asie. La compagnie compte renouveler sa flotte de 29 avions, essentiellement des Tupolev 154 et 134.

De son côté, Alitalia, qui espère équilibrer ses comptes en 1992 après plusieurs années de pertes, va bénéficier d'un plus grand accès aux marchés de l'Est et pourra utiliser l'aéroport ultra-moderne de Budapest-Ferihegy 2. Ce sera la première fois que la société italienne réussit à nouer des liens étroits avec une autre compagnie, condition jugée indispensable pour s'imposer sur un marché de plus en plus compétitif.

YVES-MICHEL RIOLS

Trois ans après la signature de l'« Accord à Vivre »

Le bilan du nouveau contrat social de Renault semble positif

Avec la signature, le 29 décembre 1989, par toutes les organisations syndicales à l'exception de la CGT, de l'« Accord à vivre », le groupe Renault tournait une page importante de l'histoire de ses relations sociales. Trois ans plus tard, le premier bilan de la mise en œuvre de cet accord paraît positif, même s'il reste à enrichir.

DOUAI

de notre envoyé spécial

Dans une entreprise dont la moyenne d'âge des salariés dépasse quarante-deux ans et où les agents de production ont été longtemps cantonnés à l'exécution de gestes répétitifs, *« l'enrichissement des tâches »*, objectif affiché de l'« Accord à vivre » signé en décembre 1989 par la direction de Renault et quatre des cinq syndicats, n'est paradoxalement pas forcément vécu comme une aubaine.

M. Emile Guison, quarante ans, illustre parfaitement les périls de la modernisation. Chargé depuis toujours d'alimenter en pièces détachées les lignes de montage de l'usine de Douai, il n'avait jusqu'alors jamais vraiment souffert de ne savoir pratiquement ni lire et ni écrire. Or la généralisation des flux tendus et l'informatisation des stocks exigent des « caristes » qu'ils inscrivent sur un terminal la référence des pièces qu'ils doivent se procurer avant de les acheminer sur les lignes. Mais M. Guison est incapable de pianoter sur l'écran d'un ordinateur. *« Pour l'instant, je ramasse les cartons, mais je sais bien que, si je ne donne pas du mien, il n'y a aucun avenir pour moi dans cette usine »*, reconnaît-il. Pour lui, la seule issue consiste à apprendre à lire et à écrire dans le cadre du plan Optim'hommes, un dispositif inclus dans l'« Accord à vivre » qui s'adresse aux quelque 20 000 salariés de l'ex-Régie (dont l'effectif total est de 63 000 personnes) maîtrisant mal la lecture et l'écriture. Avec 250 heures de formation dont trente hors du temps de travail, ils devront pouvoir *« comprendre leur environnement professionnel, enrichir leur vocabulaire, restructurer leurs acquis et développer leur raisonnement logique »*.

Mais outre que le dispositif a pris du retard (jusqu'à présent, il n'a touché que 6 500 personnes mais doit en concerner 10 000 fin 1993), ses résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances. Ainsi, à l'usine de Douai, seul un tiers des opérateurs intégrés dans la filière 1 (qui regroupe ceux dont le niveau de formation est le plus bas) parviennent en moyenne à passer dans la filière 2 (maîtrise de la lecture, de l'écriture et des opérations arithmétiques de base). En revanche, le taux de succès atteint 80 % dans la filière 2.

En posant le principe que la formation ou une plus grande autonomie professionnelle peuvent être, au même titre que des avantages salariaux ou sociaux, des contreparties accordées au personnel, l'« Accord à vivre » n'apparaît pas seulement comme un dispositif novateur. En décembre 1989, la direction de Renault et les syndicats CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC et CSL ont également tourné une page de l'histoire de Renault, en même temps que la CGT perdait sa majorité au sein de l'entreprise. Par contre, l'essentiel – c'est-à-dire son application effective – restait à faire. Aujourd'hui, le bilan semble positif. Mais il reste à enrichir.

Vingt minutes pour communiquer

Aujourd'hui, chez Renault, la flexibilité ne fait peur qu'à la CGT. La meilleure illustration est sans doute à rechercher dans le domaine de l'aménagement du temps de travail, où la recherche de formules équilibrées a donné naissance à la création d'une troisième équipe pour l'usine de Flins, avec une réduction notable des horaires hebdomadaires ramenés à 32 heures pour l'équipe exerçant partiellement de nuit. A Douai, les syndicats ont préféré un allongement de trente minutes de la durée de présence (soit onze minutes de temps de travail effectif supplémentaire par jour), libérant quatorze journées et demi de repos dans l'année.

Les salariés sont progressivement organisés en unités élémentaires de travail (UET). Ces équipes d'une vingtaine de personnes permettent l'introduction du travail en groupe, en développant la polyvalence, développent l'autocontrôle (chacun surveille la qualité de sa propre activité et assure le premier niveau de maintenance des installations) et réduisent de huit à cinq les échelons hiérarchiques. Souvent bien vécus – *« nous n'avons plus le même genre de travail : auparavant, il suffisait d'obéir aux ordres, maintenant nous avons davantage d'autonomie et l'on voit moins les chefs »*, se félicite un ouvrier de l'usine de Douai – ces changements exigent des intéressés qu'ils s'adaptent en permanence aux évolutions de leur environnement.

Plus largement, les signataires de l'accord de décembre 1989 ont cherché à renforcer la formation qui, de 3,3 % de la masse salariale en 1988 est passée à 4,5 % en 1992 (540 millions de francs) et atteindra 5,3 % l'an prochain. Les efforts de formation concernent également les agents de maîtrise, que la suppression de certains échelons hiérarchiques contraint de se reclasser, mais aussi de mieux s'acclimater à la gestion des hommes. Chaque année, ils doivent mener un *« entretien d'écoute »* avec les ouvriers placés sous leur responsabilité et l'accord de juillet 1992 sur la mise en place du *« complément de rémunération »* leur confie également l'attribution d'une prime individuelle « au mérite ».

L'« Accord à vivre », instrument de dialogue social autant que de productivité (à Douai, on arrête la production au milieu de la journée pendant vingt minutes une fois par mois pour discuter des problèmes d'organisation du travail), n'a pourtant pas résolu tous les conflits. Certaines usines, notamment celles du Mans et de Cléon – dont la longue grève, à l'automne 1991, désorganisa pendant plusieurs semaines l'activité de l'entreprise, – paraissent plus difficilement adhérer à cette nouvelle donne qui n'implique pas qu'une amélioration des compétences sera automatiquement suivie d'une promotion salariale et donne parfois naissance à une langue de bois frisant le ridicule autour du culte du *« management participatif et délégatif »*. Malgré le coup de semonce du conflit de Cléon, Renault n'est pas encore parvenu à définir un nouveau calcul de l'intéressement aux résultats et, en dépit de louables efforts pour intégrer de jeunes salariés sans qualification, continue de réduire ses effectifs de plus de 2 000 chaque année. Il n'y a pas si longtemps, certains de ses dirigeants avaient pourtant envisagé de décréter un moratoire sur les suppressions d'emploi, en échange d'un engagement collectif en faveur de la réduction des coûts.

Il est probable que, en donnant un début de contenu et une perspective à la transformation de la vitrine sociale que reste l'ex-Régie, l'« Accord à vivre » n'a pas été étranger au redressement des résultats commerciaux de Renault comme à l'amélioration de la qualité des véhicules dont se félicite la marque au losange. Confirmé lors du dernier cycle des élections professionnelles (*le Monde* daté du 21-22 décembre), le déclin de la CGT indique clairement que le personnel ne rejette pas ce contrat social d'un type nouveau. Dès 1993, il lui faudra néanmoins démontrer son bien-fondé dans un contexte économique qui ne s'annonce guère favorable.

JEAN-MICHEL NORMAND

Au 1er janvier

Hausse de 2 % des allocations familiales

Le ministère des affaires sociales a annoncé, dimanche 27 décembre, une augmentation de 2 % des prestations familiales au 1er janvier. Cette hausse porte la base mensuelle de calcul de cette allocation de 1 974,55 francs à 2 014,05 francs. Conformément à ce qui avait été annoncé en novembre, les prestations familiales des départements d'outre-mer seront, pour leur part, revalorisées de 20 % au 1er janvier, leur alignement définitif sur celles versées en France métropolitaine devant être réalisé au 1er juillet.

Avec cette revalorisation, *« le gouvernement assure*, selon le communiqué diffusé par le ministère des affaires sociales, *le maintien total du pouvoir d'achat depuis 1982 »*, ce qui représente *« une augmentation des prestations supérieure à 74 % depuis 1981 »*.

Le conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) a été saisi de cette augmentation, qui est jugée *« très significative »* par le ministère. Lors du précédent relèvement de ces prestations – + 1,8 % au 1er juillet, – les responsables de la CNAF avaient émis *« un avis défavorable »* sur cette hausse, estimant *« inacceptable pour les familles la perte du pouvoir d'achat des prestations constatée depuis 1988 »*.

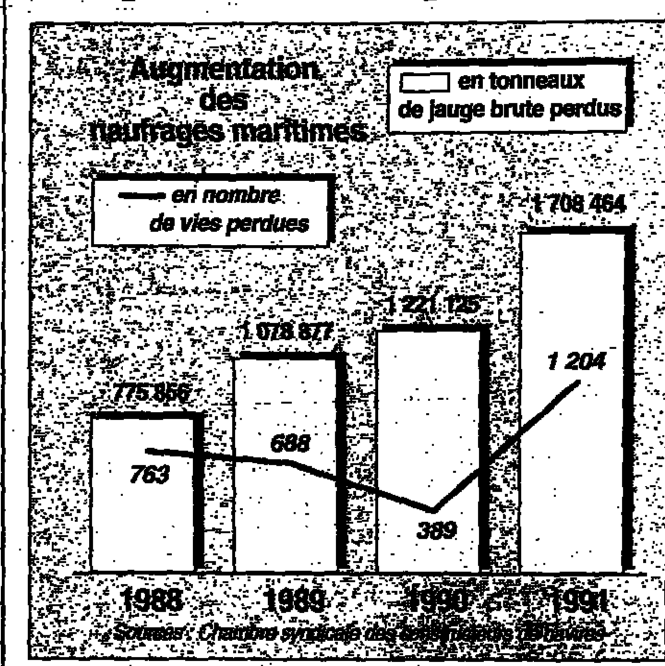
Entre 1993 et 1995

Cent douze entreprises marocaines seront privatisées

La politique marocaine de privatisation est entrée dans sa *« phase effective »*, a fait savoir récemment le gouvernement de Rabat. Les privatisations, dont le principe a été décidé en 1988, vont commencer avec la mise en vente de cinq établissements hôteliers et de la société des dérivés du sucre (SODERS). Quelque 112 entreprises, employant environ 40 000 salariés, dont le capital appartient en totalité ou partiellement à l'Etat, vont être entièrement privatisées *« dans une transparence totale »* entre 1993 et 1995.

Leur cession devrait rapporter au Trésor public marocain entre 20 et 25 milliards de dirhams (1 dirham = 0,60 franc), selon les *« premières estimations »* de M. Zine Zahidi, ministre de l'industrie, du commerce et de la privatisation. Le ministre a précisé que le capital des entreprises privatisables était ouvert *« à tous les investisseurs nationaux et étrangers »*, ajoutant qu'une *« vaste campagne »* allait être également déclenchée à travers le pays pour persuader les salariés et les épargnants de devenir en partie propriétaires de ces entreprises.

Trop de « navires poubelles »



Dans son dernier mémorandum intitulé *Il y a trop de tas de ferraille qui naviguent de par le monde*, la Chambre syndicale des constructeurs de navires dénonce le nombre excessif de bâtiments qui ne respectent pas les normes réglementaires internationales de sécurité. Ainsi, les naufrages augmentent, comme augmente le nombre des victimes.

La flotte mondiale continue de vieillir, en moyenne de cinq mois et demi par an depuis 1980. Plus de la moitié du tonnage des pétroliers a plus de quinze ans. Alors qu'il faudrait renouveler la flotte et éliminer un certain nombre de « navires poubelles », le volume du carnet de commandes mondial diminue à cause de la crise économique internationale : 43,1 millions de tonneaux de jauge brute en décembre 1991, 39,5 millions en septembre 1992.

Après avoir collaboré à l'enquête de la SEC

Le financier américain Michael Milken sera mis en liberté surveillée à partir du 4 janvier

Le financier américain Michael Milken sera placé en liberté surveillée à partir du 4 janvier, après avoir passé vingt-deux mois en prison pour une série de fraudes sur le marché obligataire américain, a annoncé vendredi un porte-parole de la prison où il est détenu en Californie. M. Milken sera autorisé à travailler durant la journée, mais devra regagner une résidence surveillée de Los Angeles durant la nuit. Aucun détail n'a été fourni sur les prochaines activités de M. Milken, qui s'est vu interdire à vie, par la Securities and Exchange Commission (SEC), équivalent de la COB française, toute activité dans une firme d'investissements en contact avec les marchés financiers.

L'investisseur, qui avait fait sa fortune sur l'émission de *junk bonds* (obligations à haut risque et taux d'intérêt élevé) pour la firme Drexel Burnham Lambert dans les années 80, avait été condamné à dix ans de prison et à une amende de 1,1 milliard de dollars (*5,4 milliards de francs*). Mais, en août, sa peine avait été réduite à deux ans de prison, après qu'il eut collaboré à l'enquête sur les irrégularités commises par d'autres investisseurs.

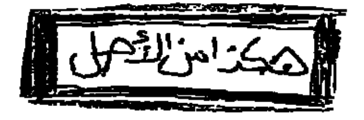
Avant la fin de l'année

L'Etat va apporter 450 millions de francs à la Société marseillaise de crédit

La recapitalisation par l'Etat à hauteur de 450 millions de francs de la Société marseillaise de crédit avant la fin de l'année va permettre à l'établissement en difficulté de satisfaire aux normes de fonds propres du ratio Cooke (8 %) qui entrent en vigueur le 1er janvier. La SMC devrait perdre environ 400 millions de francs en 1992.

Les pouvoirs publics cherchent une solution aux problèmes de cette petite banque nationalisée, affectée notamment par le déséquilibre de sa caisse de retraite. Des discussions sont en cours avec d'éventuels nouveaux actionnaires, français ou étrangers.

□ **Bill Clinton veut renforcer les compagnies aériennes américaines.** – Le président élu Bill Clinton souhaite renforcer les compagnies aériennes américaines, gravement fragilisées par les effets pervers de la déréglementation (depuis 1990, elles ont perdu 8 milliards de dollars, soit environ 48 milliards de francs). Dans une lettre envoyée récemment aux professionnels du transport aérien, il estime que *« les gouvernements Reagan et Bush (...) ont ouvert la porte à de scandaleux rachats »* qui se sont traduits par des fusions et un lourd endettement des compagnies. M. Clinton n'a fourni aucun détail sur la politique qu'il mènera en matière de transports aériens, déclarant simplement : *« Je mettrai un terme à ces politiques loufoques. »*



ÉCONOMIE

La bataille du franc

Suite de la première page

Au-dessus dé l'Atlantique, les trois généraux vont préparer l'exécution de la contre-attaque. Ils en sortiront vainqueurs. Le franc n'est pas dévalué. La bataille est gagnée, mais la guerre n'est pas finie.

Trois mois après cette victoire, entre le marché et les autorités monétaires les escarmouches *continuent. Le franc est toujours* l'objet d'attaques ponctuelles, le Système monétaire européen (SME) affaibli, le rêve européen singulièrement écorné. Une nouvelle offensive massive des « spéculateurs » n'est pas à exclure. Aussi n'est-il pas inutile de chercher à comprendre aujourd'hui les enchaînements qui ont conduit à cette empoignade, les armes qui *ont été utilisées et les cicatrices* que laissera cette période mouvementée dans l'histoire d'une Europe qui voudrait se doter, à terme, d'une monnaie unique.

Août 1992. L'été s'achève. Pour les touristes, pour l'Europe aussi. Sur les marchés des changes, le temps déjà est orageux. Et tout d'un coup, vendredi 28 août en fin de journée, après la fermeture des marchés, un éclair inattendu explose. La cellule qui gère le SME – le comité monétaire européen – publie un *communiqué inhabituel*. Signé par les douze gouvernements et les douze gouverneurs des banques centrales, le texte affirme, avec une rare fermeté, que les parités au sein du SME sont totalement justifiées : *« Un changement dans la structure présente des taux pivots ne constituerait pas une réponse appropriée aux tensions actuelles dans le SME. »* Quelqu'un en douterait-il ?

Un « affrontement inexpiable »

En fait, depuis le « non » danois du 2 juin, le marché européen des changes est en crise. Les tensions à l'intérieur du SME s'accroissent dangereusement. Le marché des emprunts en écus, symbole de la future union, s'est désintégré. Régulièrement, des monnaies tombent à leur cours-plancher dans le SME, obligeant *les banques centrales à intervenir* massivement pour maintenir la cohésion du système. Le choc du 2 juin a brutalement anéanti la confiance des opérateurs financiers dans la capacité des Douze à mettre en œuvre l'Union économique et monétaire. La crise est aggravée par la chute du dollar, tombé en août à son plus bas niveau historique vis-à-vis du mark. Au-delà, une illusion entretenue par les autorités monétaires commence à se dissiper. Maintenue depuis cinq ans et demi, la stabilité entre les monnaies européennes *ne pouvait durer éternellement*. Les écarts de compétitivité s'étaient considérablement accrus entre les pays participant au SME.

Au même moment, en France, la tournée des plages menée par les partisans du « non » à Maastricht commence à rendre crédible l'hypothèse d'un rejet du traité par les Français lors du référendum du 20 septembre. Chaque nouveau sondage pro*page un grand frisson sur le mar*ché des changes. Conscient de cette dangereuse combinaison d'événements, Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français et président du comité monétaire européen, renonce à son traditionnel « brain storming » de rentrée avec ses amis d'Aspen, un petit club de dirigeants économiques du monde entier. Au lieu de *les rejoindre à Obernai, en* Alsace, il termine son mois d'août avec la rédaction de ce communiqué. A coups de télécopies, de conversations téléphoniques et de rencontres bilatérales, il « accouche » de ce texte avec l'accord des vingt-quatre unités. Objectif : redonner confiance aux marchés sur la pérennité des parités et du SME.

Peine perdue ? Une semaine plus tard à peine, nouvel éclair, plus violent celui-là. Les 5 et 6 septembre, les ministres des finances des Douze se retrouvent, dans la station thermale britannique de Bath, en formation « Ecofin informel », selon le jargon bruxellois. *Cette réunion, semestrielle, doit être décontractée*. Les ministres sont en général invités à y méditer sur l'avenir de l'Europe. Le week-end de Bath sera sanglant. Le « non » danois a plongé les douze grands argentiers dans un grand désarroi. *« On manquait d'idées et de réactions, personne ne savait que penser de cette décision »*, se souvient un responsable allemand. A Bath – et on ne l'apprendra que plus tard – ce désarroi va dégénérer en une bataille violente entre les Britanniques et les Allemands, *« un affrontement inexpiable »*, selon l'un des participants.

« Vous nous étranglez avec vos taux d'intérêt élevés », lancent les responsables britanniques à ceux de la Bundesbank. En dépit du ralentissement de la conjoncture en Europe et de la chute du dollar, Francfort avait encore, en juillet, relevé ses taux directeurs. *« Les écarts de compétitivité sont devenus intenables »*, leur répliquent les Allemands. Ils menaceront même de quitter la pièce. *« Avec évidence mais discrétion »*, raconte l'un des participants à ce pugilat, les Allemands font ainsi savoir aux Britanniques qu'une dévaluation de la livre est, à leurs yeux, indispensable. *Mais le gouvernement anglais*, qui a adhéré au SME en octobre 1990 et qui fait face à la plus sévère récession parmi les Douze, ne veut pas en entendre parler.

Le contentieux germano-britannique

L'affaire en reste là, pour ce *week-end, sans doute décisif*. Les opérateurs sur les marchés des changes ont vent des désaccords de Bath. Les deux monnaies les plus faibles du moment, la lire italienne et la livre britannique, subissent des assauts répétés. La semaine est agitée. Et pour les Allemands, il n'est pas possible d'en rester là. Vendredi 11 en fin de journée, à l'occasion *d'une réunion secrète qui se tient* à Francfort et que révélera le *Financial Times* (daté du 12-13 décembre), les deux Helmut, le chancelier Kohl et le président de la « Buba » Schlesinger, mettent au point leur stratégie. Le gouvernement allemand demande d'urgence un réalignement monétaire au sein du SME. En contrepartie, la Banque centrale promet *de baisser immédiatement ses* taux.

L'exécution ne souffre pas de retard. Samedi 12 à l'aube, Hans *Tietmeyer, le vice-président de la* Bundesbank, et Horst Köhler, le secrétaire d'Etat aux finances, s'envolent pour l'Italie. Avant leur week-end à Rome, les dirigeants allemands font escale à Paris. Dans un Bercy désert, encore plus froid qu'un jour de semaine, ils rencontrent Michel Sapin, Jean-Claude Trichet et Jacques de Larosière. *« La lire craque, profitons pour opérer un réalignement plus général des monnaies faibles au sein du SME, la « Buba » annoncera en même temps une baisse de ses taux. »* Tel est en substance le message allemand. Et les deux émissaires filent vers la capitale italienne.

Le bilan du week-end est maigre. Une victime, la lire, est dévaluée (de 7 %). La livre échappe à l'affront. Les taux allemands sont légèrement réduits. Helmut Schle*singer annonce d'ailleurs* cette baisse, dimanche 13 dans la soi*rée, avant même qu'elle ne soit...* décidée par le conseil, souverain en la matière, de la Bundesbank, lundi – une situation tout à fait exceptionnelle. Mais le contentieux entre Allemands et Britanniques s'est à nouveau aggravé. Londres tentera bien, un temps, de désigner un bouc émissaire, en l'occurrence le Français Jean-Claude Trichet. En vain. Entre les deux pays, la faille est profonde.

Après Bath, les Britanniques connaissaient la demande allemande : une dévaluation de *toutes les monnaies faibles, dont* la livre. Pour les Allemands, cela ne faisait aucun doute. Aussi, en pleine crise, ils ne jugent pas utile de reprendre directement contact avec Londres. Le chancelier Kohl ne téléphonera pas ce week-end *au premier ministre, John Major*, le ministre allemand des finances, Theo Waigel, *ne contactera pas* son homologue, Norman Lamont. A l'occasion de leur voyage éclair, MM. Tietmeyer et Köhler *n'iront pas dans la capitale britan*nique.

Président du comité monétaire, Jean-Claude Trichet a-t-il refusé de réunir cette instance pour pro*céder aux ajustement demandés* par les Allemands ? Effective*ment*, l'opération du week-end a été bouclée par téléphone. En dehors des Allemands voyageurs, tous les responsables européens sont restés dans leur capitale respective. Il n'y a pas eu de réunion physique. Mais c'est une pratique *courante, une tradition au sein du* SME, à laquelle Jean-Claude Tri*chet – et les autres membres du* comité – est très attaché. Depuis la création du mécanisme de change, il y a eu onze réalignements : cinq ont été menés par téléphone. Pour les responsables de cette cellule, la méthode assure la rapidité et la discrétion, indispensables face à des marchés hypersensibles.

« Parity cracking »

Ne souhaitant pas que soit envisagée l'hypothèse d'une dévaluation du franc avant le référendum français du 20 septembre, Jean-Claude Trichet n'a-t-il pas alors transmis la demande allemande aux Britanniques ? C'est l'accusation que distille Londres et que reprend à plusieurs reprises le quotidien britannique des affaires, le *Financial Times* – rebaptisé *Financial Sun* dans les couloirs du Trésor parisien. Michel Sapin défendra son directeur dans les colonnes de ce journal. Jean-Claude Trichet n'a effectivement pas renouvelé directement la revendication des Allemands auprès des Britanniques ce jour-là. Mais John Major était parfaitement informé. Par les *éclats de Bath d'abord. Par une* conversation téléphonique qu'il a eue ensuite ce dimanche avec le président du conseil italien, Giuliano Amato. Et il ne souhaitait pas dévaluer la livre.

La dévaluation de la lire sera un échec. Pis, elle va mettre le feu aux poudre. Dès le lundi, les marchés s'attendent à de nouveaux bouleversements. La devise italienne est attaquée. C'est *« inédit »*, selon un responsable monétaire. Avec le recul, certains affirment qu'un réalignement général, impliquant une dévaluation de toutes les monnaies affaiblies, *aurait été plus sage. « Mais cela aurait signifié obtenir qu'en une nuit cinq pays* [Italie, Espagne, Grande-Bretagne, Irlande, Portugal] *changent radicalement de politique économique et de stratégie »*, plaide un participant aux négociations.

S'engage alors une partie de *« parity cracking »* (craquement des parités), selon le mot d'un *technocrate bruxellois. Comme* dans un jeu de dominos, les monnaies du SME semblent vouloir tomber les unes après les autres. Après la lire, la livre est en première ligne. Les spéculateurs sont désormais certains que la déva*luation n'est plus qu'une question* de jours. Le mercredi 16 septembre, c'est le *« black Wednesday »*. La Banque d'Angleterre et la Bundesbank interviennent très massivement pour soutenir la livre. La première n'a pas encore avoué les sommes dépensées alors. La Bundesbank, pour sa part, a *injecté 60 milliards de marks* dans le système pour défendre la *livre et la lire, l'équivalent de la* quantité de monnaie apportée habituellement au marché monétaire en une année entière...

En fin de journée, John Major est obligé de céder. La spéculation a vaincu. La livre a été emportée. Il prend la décision de suspendre la participation britannique au SME. Réuni à Bruxelles à partir de 23 heures et jusqu'à 6 heures le lendemain matin, le comité monétaire ne peut qu'en*registrer cette décision*. Il fait savoir que la lire quitte aussi le mécanisme de change. La peseta enfin est dévaluée de 5 %, le gouvernement de Madrid préférant prendre là une attitude « préventive ».

Le franc se retrouve alors en première ligne. L'approche du 20 septembre et du référendum fait monter la pression. A Bercy tout comme dans les salles de change des établissements financiers internationaux, tous les scénarios sont passés en revue. Pour *décider de ses positions, George* Sörös, spéculateur américain d'origine hongroise, prend, depuis New-York, directement contact avec un membre du cabinet de M. Bérégovoy. Pour lui, le *« black Wednesday »* sera fête. En spéculant contre la livre sterling, il gagne ce jour-là 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) ! De ses conversations avec Matignon, *il tirera la conclusion de ne pas* jouer contre le franc. Sage décision.

ERIK IZRAELEWICZ
et FRANÇOISE LAZARE

Demain :
L'Allemagne
au secours du franc

FINANCES

Clinvest prend 11 % dans le groupe Desfossés International

Le conseil d'administration du groupe Desfossés International, éditeur notamment du quotidien *la Tribune Desfossés*, a donné son agrément, mercredi 23 décembre, à l'entrée à hauteur de 11 % de Clinvest, banque d'affaires filiale du Crédit lyonnais, dans le capital du groupe. Quatre autres actionnaires potentiels pourraient, selon *la Correspondance de la presse*, entrer dans le capital de Desfossés International, d'ici au 15 janvier. Son président, M. Georges Ghosn, qui détient 12,5 % du groupe, souhaiterait, en effet, augmenter ses fonds propres de 90 millions de francs et les quasi-fonds propres de 30 millions. Les comptes de Desfossés International avaient été fragilisés par le rachat, l'été dernier, du quotidien *la Tribune de l'Expansion* au groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber.

□ **Prochaine convertibilité du dinar tunisien.** – *« Nous avons décidé d'instaurer, durant l'année qui vient, la convertibilité du dinar tunisien »*, a déclaré, dimanche 27 décembre, le président de la République tunisienne, M. Ben Ali, qui s'exprimait devant le Parlement à l'occasion du discours de clôture du débat sur le budget de 1993. Le chef de l'Etat tunisien a notamment annoncé la suppression de l'obligation pour les entreprises de l'autorisation préalable actuellement nécessaire pour *« toute utilisation de services extérieurs nécessaires au fonctionnement de leurs activités ordinaires »*. En matière d'investissement à l'étranger, la même dispense s'appliquera *« en cas de transfert de capitaux investis, de leurs plus-values et de leurs revenus »*. L'allocation touristique sera majorée et le contrôle des changes appliqué aux émigrés tunisiens sera modifié.

□ **La Slovaquie ne poursuivra pas les privatisations par les coupons.** – Après la division de la Tchécoslovaquie, le 1er janvier, la Slovaquie indépendante ne poursuivra pas les privatisations par les coupons – forme d'actionnariat populaire lancée au printemps, – a indiqué, dimanche 27 décembre à Bratislava, le premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar. *« Cette forme de privatisation est en train de s'achever et n'aura pas de prolongement en Slovaquie »*, a déclaré M. Meciar à la presse à l'occasion d'une rencontre à Bratislava avec son homologue tchèque, M. Vaclav Klaus, inspirateur de la réforme économique en Tchécoslovaquie et père de la « méthode des coupons ». – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

EN BREF

□ **La production mondiale de pétrole est restée stable en 1992.** – La production mondiale de pétrole et de condensats est restée stable en 1992. Selon le magazine spécialisé *Oil & Gas Journal*, elle a atteint une *moyenne de 60 millions de* tonnes de barils par jour, la baisse de la *production* aux Etats-Unis (– 280 000 barils par jour) et dans l'ex-Union soviétique (– 1,4 million) étant compensée par les gains enregistrés au sein de l'OPEP et chez quelques producteurs marginaux. Le magazine américain estime que si les réserves de pétrole n'ont guère changé d'une année à l'autre (997 milliards de barils), celles de gaz, en revanche, ont crû de près de 12 % (à 4 890 trillions de pieds cubes).

□ **Le télépéage est en service sur les autoroutes du Nord et de l'Est.** – Le télépéage est généralisé, *depuis le 22 décembre*, sur la totalité des autoroutes du nord et de l'est de la France. Ce système permet à l'automobiliste muni d'un badge spécial de franchir le péage sans s'arrêter. L'automobiliste reçoit une facturation mensuelle précisant l'heure, le sens et le jour de ses passages. Le système s'applique aux liaisons gérées par la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) : *Paris-Lille* (A 1), Paris-Valenciennes-*Bruxelles* (A 2), *Paris-Strasbourg* (A 4) et Calais-Troyes (A 26).

□ **Les nouveaux barèmes de la taxe annuelle sur les bureaux en Ile-de-France publiés au *Journal officiel*.** – Les nouveaux barèmes de la taxe annuelle sur les bureaux en Ile-de-France pour *1992* sont publiés au *Journal officiel* du 26 décembre. Dans douze *arrondissements parisiens*, à Nanterre et à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), elle s'établira à 60,60 F le mètre carré par an. Dans les autres arrondissements de la capitale, en Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et à Antony (Hauts-de-Seine), elle s'inscrit à à 36,30 F. En Seine-et-Marne, dans les Yvelines, le Val-d'Oise et l'Essonne, elle est fixée à 18,10 F. Pour les locaux publics sans caractère industriel ou commercial et les organismes sans but lucratif, à caractère sanitaire, social, éducatif, sportif ou culturel, elle sera respectivement de 30,30 F, 22,20 F et 16,10 F, selon leur localisation.

□ **L'exonération de charges pour l'embauche du deuxième et du troisième salarié est prolongée.** – Mise en place au deuxième trimestre 1992, pour les artisans *installés dans des zones rurales* difficiles, le dispositif d'exonéra*tion de charges lors de l'em*bauche du deuxième ou du troisième salarié est prolongée jusqu'au 31 décembre 1993. Jusqu'à présent, cette mesure a permis le recrutement de 3 440 personnes avec des contrats à durée indéterminée et autorise l'employeur à ne pas payer les charges sociales patronales pendant un an. Depuis sa création, *en 1990, le dispositif général* d'exonération de charges lors de l'embauche d'un *premier* salarié s'est traduit par le recrutement de 280 000 personnes.

VIE DES ENTREPRISES

Augmentation de capital en Allemagne et en France

Les chaussures Puma sur les terres d'Adidas

Faute de grives... Chassé des cours des collèges par Nike et Reebok, le fabricant de chaussures de sports Puma a décidé de reconquérir les stades. Puma, qui ne représente plus que 4 % des chaussures de tennis et de «running» vendues en France, mais toujours 20 % des chaussures de sports d'équipe comme le football, veut mettre à profit les difficultés d'Adidas – toujours en attente du désengagement de M. Bernard Tapie, – pour lui prendre des parts de marché auprès des sportifs (Adidas représente 36 % de ce segment du marché).

En perte de vitesse, Puma A. G. Rudolf Dassler Sport avait été repris en 1990 par le groupe suédois Aritmos (vélos Monark, chaussures de golf Etonic, balles de tennis Tretorn...). Ce groupe qui a réalisé un chiffre d'affaires de 4,867 milliards de francs en 1991 et dont la rentabilité avant impôt tourne autour de 11 à 12 %, a décidé de relancer sa filiale allemande en deux temps. L'année 1992 a été mise à profit pour procéder à une refonte de sa politique «produits», avec l'élimination des modèles les moins chers pour, selon l'expression du PDG de Puma France, M. Klaus Cryns, *«faire monter la marque en gamme et en prix»*. Sur les dix premiers mois de l'année, cette opération s'est traduite par une diminution de 15 % du chiffre d'affaires du groupe hors licences (le chiffre d'affaires 1991 s'était élevé à 1,689 milliard de francs). Pressé par le temps, le groupe a lancé de nouvelles chaussures «haut de gamme» – ses Puma Disc sans lacets – dans des conditions aléatoires, enregistrant, toujours sur dix mois, 41 millions de francs de pertes.

Début 1993, Puma – dont 28 % des titres sont actuellement en Bourse – procédera donc à une augmentation de capital de 80 millions de deutschemarks (272 millions de francs) entièrement garantie par son actionnaire principal. Les moyens financiers ainsi dégagés serviront prioritairement au renforcement des capitaux propres des sociétés filiales, à l'acquisition de distributeurs ainsi qu'à une intensification des campagnes de marketing. Un impératif si Puma veut continuer à exister aux côtés des géants américains du secteur.

Puma France – 160 millions de francs de chiffre d'affaires en 1991, 150 salariés, une petite unité de production textile, un million de paires vendues – bénéficiera au premier chef de cette relance et quadruplera son capital social (qui passera de 11 à 40 millions de francs). *«Dans notre contre-offensive contre Nike et Reebok,* explique M. Cryns, *nous ne partons pas empêtrés, comme Adidas, dans une restructuration industrielle trop tardive. 90 % de notre production est déjà délocalisée dans le Sud-Est asiatique.»* Et, souvent, dans les mêmes usines...

PIERRE-ANGEL GAY

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PROJET

□ **Chargeurs SA (textile) va construire une usine en Australie.** – Le groupe Chargeurs SA va investir 62 millions de dollars australiens (232 millions de francs) dans la construction d'une usine de traitement de laine fine en Australie, la première de ce genre dans le Pacifique. C'est la filiale australienne du groupe, Chargeurs Textiles Proprietary Ltd., qui sera chargée de construire cette usine, spécialisée dans les premières phases du traitement de la laine. *«Plus de 90 % de la production de cette usine seront destinés à l'exportation vers l'Europe et l'Asie, les ventes à l'étranger devant atteindre quelque 120 millions de dollars australiens»*, précise un communiqué.

EMPLOI

□ **Kimberly-Clark (papier) supprimera 800 emplois en Europe.** – Kimberly-Clark, l'un des premiers fabricants mondiaux de couches et de mouchoirs en papier, supprimera 800 emplois dans ses usines européennes. Déjà annoncées à l'usine Sopalin de Rouen, ces mesures toucheront également l'unité de Larkfield en Grande-Bretagne. La société texane prendra une provision de 172 millions de dollars (928 millions de francs) sur ses résultats du quatrième trimestre pour financer ces restructurations. Les résultats en Europe ont été plus faibles en raison de la conjoncture morose, de dépenses de marketing élevées et des coûts consécutifs à l'ouverture d'une nouvelle usine au Pays de Galles. Sur les neuf premiers mois de l'année, le groupe américain a réalisé un bénéfice de 413,5 millions de dollars (2,23 milliards de francs).

ACHAT

□ **Ebauches SA (horlogerie) achète la principale horlogerie d'Allemagne orientale.** – Ebauches S. A, premier fabricant de petits rouages de montres de la Communauté européenne, a acheté la principale horlogerie de l'ex-RDA, Glashuetter Uhrenbetrieb GmbH (GUB), a annoncé l'office allemand des privatisations, la Treuhandanstalt. Ebauches SA, dont le siège est à Besançon, s'est engagé à reprendre 273 des 422 employés d'ici à 1996 et à investir 30 millions de deutschemarks (120 millions de francs) dans sa nouvelle acquisition. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Située en Saxe, GUB a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires estimé à 12 millions de deutschemarks (40,8 millions de francs).

RÉACTION

□ **Thomson Electroménager (TEM) : la CGT contre la vente à Elfi.** – Les administrateurs CGT du groupe public Thomson SA ont protesté contre la vente de la filiale Thomson Electroménager (TEM) au groupe italien Elfi. Une vente qu'ils qualifient d'*«action de commando parachutiste»* conduite par le PDG, M. Alain Gomez. Selon eux, cette opération a pour but *«de dégager des milliards pour recapitaliser Thomson Consumer Electronics (...). L'Etat refusant de jouer son rôle d'actionnaire, il faut que Thomson vende ses meubles»*, souligne la CGT qui précise que ses administrateurs ont voté contre *«ce bradage des biens de la nation»* (*le Monde* du 25 décembre).

SACRIFICE

□ **Orlyval : les porteurs de titres subordonnés réduisent leurs créances.** – Les porteurs de titres subordonnés convertibles en actions de la société Orlyval ont voté à une large majorité mardi 22 décembre l'abandon des intérêts et le remboursement anticipé de leurs titres, pour un montant unitaire de 60 francs au lieu d'un valeur initiale de 150 francs, à compter du 29 mars 1993. Cette décision représente un abandon de créance global de 90 millions de francs sur 150 millions de francs de titres émis. Elle s'inscrit dans le cadre du montage en cours d'élaboration pour restructurer financièrement la société exploitant la liaison automatique entre l'aéroport d'Orly et la station RER d'Antony. Le consortium de banques et les actionnaires d'Orlyval ont accepté d'abandonner 1 milliard de francs de créances, et l'exploitation devrait être confiée à la RATP, après une liquidation, à l'amiable, de la société exploitante (*le Monde* du 10 décembre).

PLAINTE

□ **Matra maintient sa plainte contre un projet de joint-venture Ford-Volkswagen.** – Le groupe Matra a annoncé qu'il maintenait sa plainte contre un projet de joint-venture Ford-Volkswagen pour la construction de véhicules monospaces au Portugal, malgré le feu vert donné mercredi 23 décembre par la Commission européenne. Les constructeurs automobiles Ford et VW prévoient la construction d'une usine en commun près de Setubal au Portugal avec une capacité de 190 000 monospaces par an à partir de 1995. Ces véhicules feront concurrence à l'Espace fabriqué par Matra pour le compte de Renault, qui détient 50 % du marché européen. Matra indique maintenir sa plainte *«contre la décision d'aides excessives»*. *«Seule la Cour de Justice des Communautés européennes, qui siégera à Luxembourg prochainement, est apte à statuer»*, affirme le groupe français. La Commission a cependant imposé au projet des conditions limitatives, notamment en matière de motorisation : un maximum de 25 % des véhicules commercialisés sous la marque Ford pourront être équipés de moteurs Volkswagen, et ce sur toute période de trois ans renouvelable jusqu'en 2004.

NOMINATION

□ **IBM fait appel à deux de ses anciens responsables.** – IBM mobilise ses anciens. Le patron du premier constructeur informatique mondial, M. John Akers, a décidé de faire appel à deux anciens responsables du groupe comme «conseillers», à partir du 1er janvier. M. Paul Rizzo, soixante-quatre ans, travaillera avec M. Akers sur les activités du groupe aux Etats-Unis, et M. Kaspar Cassani, soixante-quatre ans, ancien président d'IBM Europe pendant sept ans, sera chargé des activités européennes. Les deux hommes travailleront à rendre plus indépendantes les treize filiales créées par IBM fin 1991 pour dynamiser ses activités.

M. Rizzo, qui avait été devancé à la présidence du groupe en 1985 par John Akers, avait quitté IBM en 1987 pour devenir doyen de l'université de Caroline du Nord. M. Cassani, né en Suisse, était parti diriger une école de gestion internationale à Lausanne en 1989.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat directeur de la rédaction
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	17 déc. 1992
Total actif	743 961
dont	
Or	151 148
Disponibilités à vue à l'étranger	88 084
Ecus	48 208
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 382
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	51 263
Concours au Trésor public	40 760
Titres d'Etat (bons et obligations)	
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	119 393
Effets privés	144 374
Effets en cours de recouvrement	29 233
Total passif	743 961
dont	
Billets en circulation	257 027
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	2 603
Compte courant du Trésor public	87 441
Reprises de liquidités	80 300
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	7 932
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	48 346
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	165 047

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,10 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
– Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1991

	18-12-92	24-12-92
Valeurs franç. à rev. variable	98,1	102,2
Valeurs industrielles	100,4	104,5
Valeurs étrangères	86,1	86,7
Pétroles-Energie	87,8	92
Chimie	119	103,8
Métallurgie, mécanique	98,9	101,5
Electricité, électronique	110,5	113,4
Bâtiment et matériaux	93,7	98,8
Ind. de consom. non alim.	108,2	114,2
Agroalimentaire	93,7	97,7
Distribution	100,8	105,3
Transports, loisirs, services	89,9	94,7
Assurances	101,2	107,9
Crédit banque	116,6	120
Sicomi	84,3	82,5
Immobilier et foncier	90,9	91,4
Investissement et portefeuille	86,3	90,2
Base 100 : 31 décembre 1991		
Valeurs franç. à revenu fixe	101,4	102,3
Emprunts d'Etat	100,9	102
Emprunts garantis et assimilés	101,6	102,5
Sociétés	101,7	102,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	3 757,2	3 914,2
Valeurs étrangères	3 412,1	3 436,9
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	542,2	564,8
Valeurs étrangères	461,4	464,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	121,2	122,2
Emprunt d'Etat	122,2	123,6
Emprunts garantis et assimilés	120,3	121,3
Sociétés	119,4	120,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

	18-12-92	24-12-92
Indice général	459,1	477,9
Produits de base	408,1	429,5
Construction	383,3	394,4
Biens d'équipement	231,8	238
Biens de consom. durables	476,2	486,5
Biens de consom. non durables	789,2	830,7
Biens de consom. alim.	787,8	820,4
Services	457,6	471,1
Sociétés financières	428,6	443,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	322	332,6
Valeurs industrielles	471,1	480,6

TOKYO, 28 décembre ↓

Baisse dans le calme

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse, lundi 28 décembre, dans un marché extrêmement calme en raison des fêtes de fin d'année, l'indice Nikkei terminant la séance à 17 188,62 points, en baisse de 368,42 points, soit de 2,1 %. Le volume des transactions a été limité à 100 millions de titres, soit le niveau le plus bas enregistré au cours de cette année.

Des ventes par des fonds d'investissements et des opérateurs ont pesé sur la cote, alors que la plupart des investisseurs restaient en retrait, faute d'incitations nouvelles.

VALEURS	Cours du 24 déc.	Cours du 28 déc.
Ajinomoto	1 310	1 270
Bridgestone	1 170	1 170
Canon	1 380	1 380
Fuji Bank	1 880	1 820
Honda Motors	1 390	1 340
Matsushita Electric	489	481
Mitsubishi Heavy	547	541
Sony Corp.	4 310	4 230
Toyota Motors	1 500	1 480

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du 27 décembre 1992 :

UN ARRÊTÉ

– Du 17 décembre 1992 fixant le taux de redevance pour les visites techniques de véhicules automobiles effectuées en application des articles R.119-1 et R. 120 du code de la route.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4490	4460	Internat. Computer	130	....
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	25	.
Boiron (Ly)	480	479	Locamic	35 95	...
Boisset (Lyon)	235	....	Matra Comm.	305	...
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	790	....	Molex	125	..
Calberson	215	...	N.S.C. Schlumberger	770	....
Cardif	785	790	Publ.Filipacchi	404	401
C.E.G.E.P.	180	...	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	317	....
C.F.P.I.	233	....	Select Invest (Ly)	90	....
C.N.I.M.	934	934	Serbo	123	.
Codetour	285	...	Sopra	316	...
Conforama	....	...	TF1	370	366
Creeks	73	....	Thermador H. (Ly)	316	...
Dauphin	181 80	...	Unilog	215 10	....
Delmas	970	965	Viel et Cie	110	...
Demachy Worms Cie	323	....	Y. St-Laurent Groupe	528	522
Deveaux	950	....			
Devilla	80	....			
Dollfus	151 60	....			
Editions Belfond	198	....			
Europ. Propulsion	176	178			
Finacor	125	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....			
G.L.M.	430	...			
Gravograph	108 40	....			
Guintoli	720	....			
I.C.C.	175 10	....			
Idianova	35 70	....			
Immob. Hôtelière	1000	1000			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 décembre 1992

Nombre de contrats estimés : 29 547

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Dernier	111,04	112,20	112,74
Précédent	110,86	112,04	112,48

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jan. 93	Mars 93	Jan. 93	Mars 93
111	1,34	1,78	–	0,54

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 14 237

COURS	Déc. 92	Janv. 93	Fév. 93
Dernier	1 844,50	1 866	1 866
Précédent	1 849	1 872	1 885

CHANGES

Dollar : 5,46 F ↑

Le dollar s'échangeait nettement en hausse, lundi 28 décembre, après la trêve de Noël. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,46 francs contre 5,4290 francs jeudi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	25 déc.	28 déc.
Dollar (en DM)	Clos	Clos
TOKYO	25 déc.	28 déc.
Dollar (en yens)	123,65	124,05

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (28 déc.)	10-10 1/8 %
New-York (25 déc.)	Clos

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-91*)

	23 déc.	24 déc.
Valeurs françaises	103	103,60
Valeurs étrangères	86,10	86,30
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	473,50	477,91
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 821,11	1 854,38

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	23 déc.	24 déc.
Industrielles	3 313,54	3 336,24

LONDRES (*Indice «Financial Times»*)

	23 déc.	24 déc.
100 valeurs	2 827,40	2 827,50
30 valeurs	2 162,80	2 165,60
Mines d'or	64,40	
Fonds d'Etat	98,45	

FRANCFORT

	22 déc.	23 déc.
Dax	1 523,57	1 526,95

TOKYO

	24 déc.	28 déc.
Nikkei Dow Jones	17 557,04	17 188,62
Indice général	1 341,82	1 321,84

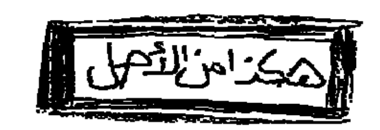
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,4625	5,4655	5,5785	5,5785
Yen (100)	4,4034	4,4095	4,4893	4,5007
Ecu	6,6600	6,6700	6,6736	6,6926
Deutschemark	3,4110	3,4120	3,4333	3,4378
Franc suisse	3,7680	3,7753	3,8160	3,8283
Lire italienne (1000)	3,8100	3,8250	4,7926	4,8141
Livre sterling	8,2900	8,3200	8,3585	8,4163
Peseta (100)	4,8822	4,8091	4,7576	4,7720

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2	3 9/16	3 11/16
Yen (100)	3 3/4	3 15/16	3 11/16	3 7/8	3 1/2	3 11/16
Ecu	10 1/2	10 3/4	10 7/16	10 9/16	9 15/16	10 1/16
Deutschemark	8 13/16	8 15/16	8 11/16	8 13/16	8 5/16	8 7/16
Franc suisse	6 1/4	6 3/8	6	6 1/8	5 13/16	5 15/16
Lire italienne (1000)	12 3/4	13 1/2	12 3/4	13 1/2	12 3/4	13 1/2
Livre sterling	6 3/4	7	7	7 1/4	6 7/8	7 1/8
Peseta (100)	15 1/4	15 1/2	14 15/16	15 3/16	14 1/2	14 3/4
FRANC FRANÇAIS	10 3/4	11 3/8	10 5/8	11 5/8	10 1/4	11

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 DÉCEMBRE

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
5080	C.N.E 3%	5100	5100	5020	- 1 57
825	B.N.P. T.P.	830	830	838	+ 0 96
813	Cr.Lyon T.P.	817	827	820	+ 0 37
1614	Renault T.P.	1620	1649	1625	+ 0 31
1650	Rhone Poul. T.P.	1580	1650	1650	+ 4 43
999	Saint Gobain T.P.	1029	1012	1012	- 1 65
780	Thomson T.P.	800	800	760	- 5 00
630	ACCOR	634	630	633	- 0 16
790	Air Liquide	797	790	795	- 0 25
675	Alcatel-Alsthom	690	691	693	+ 0 43
1610	Als.Superm.	1590	1590	1580	- 0 63
250	A L S P I	253	261 80	262	+ 3 56
485	AGF Sté Centrale	492 50	494 50	497 40	+ 0 98
73	Avenir H. Média	75	77 50	77 50	+ 3 33
1000	Axa (ex Cie Midi)	1008	1010	1015	+ 0 69
124	Bafip	130	133	133	+ 2 31
40	Bail-Equipem.	47	55 80	50	+ 6 38
630	Bail Investiss.	630	630	631	+ 0 16
395	Bancaire	400	400	402 30	+ 0 58
600	Bazar H.-V.	620	658	639	+ 3 06
1220	Berger (M)	1220	1268	1268	+ 3 93
375	Bertrand Faure	371	380	380	+ 2 43
930	Bic	940	935	941	+ 0 11
1070	B.I.P.	1080	1085	1085	+ 0 46
118	BIS	120	120	120	....
420	B N P (CI)	434 60	429	430 50	- 0 94
400	Bollore Tech	405 50	405	409	+ 0 86
2900	Bongrain	2926	2921	2980	+ 1 85
420	Bon-Marché	460	486	453	- 1 52
580	Bouygues	581	589	585	+ 0 69
82	BP France	85	85	86	+ 1 18
940	B S N	944	948	950	+ 0 64
1090	Canal Plus	1102	1102	1099	- 0 27
156	Cap Gem.S.	159	158 30	158 80	- 0 13
176	Carnaudmetalbox	180	179	179	- 0 56
2310	Carrefour	2406	2400	2415	+ 0 37
147	Casino	149 40	149	148 80	- 0 40
96	Casino ADP	100	96	96 10	- 3 90
475	Castorama D.I.	487 40	490	486 10	- 0 27
210	C.C.F.	222	222	220 30	- 0 77
25	CCMC Ly	27	30	30	+ 11 1
395	C.D.M.E.	395	....	...	...
115	C.E.G.I.D.	120	120	120	...
42	Centrest (Ny)	41 50	42	42	+ 1 20
290	C.E.P. Comm.	285	290	291	+ 2 11
70	Cerus	72 95	73 50	73 50	+ 0 75
920	Cetelem	956	960	965	+ 0 94
315	CF Int.	268 60	267	266	- 0 97
275	CGI Info.	270	271	279	+ 3 33
950	C G I P	959	958	950	- 0 94
600	CGP	649	610	659	+ 1 54
1240	Chargeurs S A	1270	1269	1270	..
230	Chausson Dor.	228	230	231	+ 1 32
440	C I C A (M)	440	441	440	.
270	Ciments franc.	278	282	282	+ 1 44
475	Clarins	499	506	512	+ 2 61
370	Club Méditer.	385	385 90	387 40	+ 0 62
830	Colas	874	875	870	- 0 46
220	Cpt. Entrep.	222	228	215	- 3 15
1190	Compt Mod.	1195	1190	1180	- 1 26
235	CPR (Paris Réé.)	248	249	248 80	+ 0 36

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
980	Créd Foncier	968	961	982	+ 1 45
335	Crédit Loc France	341	341	339 10	- 0 56
430	Cr Lyon (CI)	440	451	452	+ 2 73
1090	Credit Nat.	1090	1081	1091	+ 0 09
540	CSEE	515	515	500	- 2 91
3190	Damart	3480	3470	3300	- 5 17
350	Dassault Aviation	378	380	380	+ 0 53
180	Dassault Electr.	189 80	182 70	187	- 1 48
1220	De Dietrich	1320	1344	1324	+ 0 30
480	Degremont	458	460	462	+ 0 87
33	Dév.P.d.C.(Li)	34	32 50	32 50	- 4 41
45	Dév.R.Sud-Est	44	45	45	+ 2 27
280	D M C	268 90	274	266 10	- 1 04
385	Docks France	395	394 50	390	- 1 27
81	Dynaction	84	86	86	+ 2 38
2140	Eaux (Cie)	2162	2159	2170	+ 0 37
700	E.B.F.	700	700	700	....
385	Ecco	382	384	378	- 1 05
360	Elf Aquitaine	358	357	359	+ 0 28
1100	ElfSanofi(ExSanofi)	1114	1109	1107	- 0 63
225	Erap-Elf (Certif.)	229	235	228	- 0 44
610	Eridania-Beghin	582	585	585	+ 0 52
390	Essilor	400	391 50	393 10	- 1 73
177	Essil.Int.(DP)	180 50	182	182	+ 0 83
770	Esso	784	785	787	+ 0 38
1310	Eurafrance	1305	1305	1288	- 1 30
415	Euro RSCG	442	442	442	....
62	Eurodisneyland	64 30	64 50	65	+ 1 09
770	Europe 1	770	770	770	....
27	Eurotunnel	28 50	28 90	28 85	+ 1 23
1450	Exor	1450	1450	1450	..
117	Finextel	116	116	113	- 2 59
240	Fives Lille	242	246	246 60	+ 1 90
605	Fougerolle	615	610	615	....
3380	Fromager. Bel	3230	3340	3340	+ 3 41
1780	Gal.Lafayette	1750	1750	1750	.
330	G.A.N.	344	339	342	- 0 58
320	Gascogne (B)	312	315	313	+ 0 32
1240	Gaz et Eaux	1240	1240	1240	....
565	Geophysique	535	530	530	- 0 93
625	Groupe André SA	645	646	646	+ 0 16
415	Groupe Cité	425	422	422	- 0 71
340	GTM-Entrep.	329	332	332	+ 0 91
1410	Guyenne-Gas.	1460	1460	1460	....
77	Hachette	81 90	83	83 80	+ 2 32
435	Havas	444 20	444	444 40	+ 0 05
230	Idia	230	240 90	240 90	+ 4 74
345	Iméral	354	350	350	- 1 13
135	Immob. Phénix	144 80	144 80	141	- 2 62
130	Ingénico	131	131	129 90	- 0 84
6900	Inst. Mérieux	7120	7080	7130	+ 0 14
415	Interbail	414	414	407	- 1 69
360	Intertechnique	350	380	356	+ 1 71
820	J. Lefebvre	830	853	840	+ 1 20
475	Klépierre	495	480	480	- 3 03
590	Labinal	609	608	608	- 0 16
325	Lafarge	331 90	335	334	+ 0 63

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
260	Lebon	287	.	.	.
3900	Legrand	3920	3930	3920	
2120	Legrand (DP)	2120	2249	2249	+ 6 08
132	Legris Industries	133 50	135	134 10	+ 0 45
705	Locindus	724	724	700	- 3 31
3620	L.V.M.H.	3738	3750	3758	+ 0 54
470	Lyon.Eaux/Dumez	491 80	493 50	491 30	- 0 10
37	Majorette Ly	37	....	....	...
275	Mar Wendel	280	280	279	- 0 36
182	Matra	190	188	187 50	- 1 32
78	Metaleurop	79 95	81	80 80	+ 1 08
15	Métrologie In.	14 35	15	14 35	
180	Michelin	184	184	183 80	- 0 11
80	MMB	83	83	81 30	- 2 05
82	Moulinex	78	81	79	+ 1 28
725	Navig. Mixte	731	729	729	- 0 27
123	Nord-Est	124 20	125 50	125 50	+ 1 05
215	Nordon (Ny)	202 50	..	..	..
41	Olipar	40 90	41	41	+ 0 24
1010	Oréal	1028	1025	1035	+ 0 68
355	Paribas	361	360	360 30	- 0 19
210	Pechiney Int.	211 50	211	211	- 0 24
285	Pechiney (CIP)	296 20	296 20	294	- 0 74
360	Pernod Ricard	366	366	369	+ 0 82
580	Peugeot	587	581	590	+ 0 51
284	Pinault	289 80	285	289 80	...
780	Plastic-Omn.	763	782	780	+ 2 23
186	Poliet Ex.Lamb.Fr	186	187	187 50	+ 0 81
795	Primagaz	803	810	800	- 0 37
639	Printemps	679	698	690	+ 1 62
540	Promodès	554	559	550	- 0 72
210	Radiotechn.	218	230	228	+ 4 59
6440	Redoute (La)	6450	6490	6490	+ 0 62
136	Rémy Cointreau	140	136	136 10	- 2 79
530	R. Poulenc CIP	547	539	546	- 0 18
34	Rochette(La)	35 50	35 55	35 20	- 0 85
410	Roussel Uclaf	408	406	406	- 0 49
2760	R. Impé.Ly *	2750	2720	2720	- 1 09
133	Sade (Ny)	134	135	135	+ 0 75
2450	Sagem	2440	2440	2400	- 1 64
505	Saint Gobain	530	527	533	+ 0 57
1140	Saint Louis	1149	1150	1151	+ 0 17
1610	Salomon Ly	1620	1640	1640	+ 1 23
310	Salvepar (Ny)	304	309 50	305	+ 0 33
1460	S A T	1441	1440	1440	- 0 07
260	Saut. Châtel.	270	276	275	+ 1 85
790	Saupiquet (Ns)	799	777	777	- 2 75
590	Schneider	609	598	605	- 0 66
10	SCOA	9 55	9 50	9 50	- 0 52
380	Scor s.a.	370	350	351 10	- 5 11
340	S.E.B.	340 10	347	347	+ 2 03
425	Sefimeg	423 10	428	428	+ 1 16
128	Selectibanque	130	132 90	128 20	- 1 38
125	Sextant A.	125	124 50	125	.
510	S F I M.	500	495	500	.
170	S.G.E.	174 40	172 90	174	- 0 23
450	Simco	435	442 80	435	...

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
795	St. Rossignol	798	810	811	+ 1 63
355	Sitpos	388 50	379	376	+ 2 04
600	Société Géné.	598	594	600	+ 0 33
40	Sodecco(S)	40	..	.	
66	Sodero(Ns)	67	64	63	- 5 97
975	Sodexho	970	1000	973	+ 0 31
73	Sogenal(Ny)	73 50	78 95	73 20	- 0 41
350	Sogerap	355	350	346 50	- 2 39
1090	Sommer-Allib.	1090	1089	1081	- 0 83
395	SOPHIA	394	380	393	- 0 25
950	Sovac	955	956	960	+ 0 52
265	SPEP	284 90	287	294 90	+ 3 51
290	Spie-Batignol.	280	285	284	+ 1 43
575	Strafor Facom	578	575	578	
255	Suez	254 60	255 90	257 90	+ 1 30
1170	Synthelabo	1160	1158	1158	- 0 17
141	Thomson CSF	145 60	143	144 90	- 0 48
220	Total	227 80	228	228 30	+ 0 22
140	- (certif.)	143	146	146	+ 2 10
188	Truffaut Fin.	179 90	170	178	- 2 17
475	U A P	490	490	492 10	+ 0 43
179	U F B Locab.	175	..	...	.
155	U.G.C. DA (Robur)	170	175	174 80	+ 2 82
400	U I C.	425	425	427	+ 0 47
485	U I F	473	472	480	+ 1 48
770	U I S.	756	....	.	..
340	Unibail	342	341	337	- 1 46
640	Valéo	645	649	640	- 0 78
140	Vallourec	144	145	143 50	- 0 35
245	Via Banque	243	245	250	+ 2 88
220	Worms et Cie	222	223 20	231	+ 4 05
1370	Zodiac	1421	1390	1390	- 2 18
740	Elf Gabon	750	765	770	+ 2 67
86	Amax	87 50	87 90	85 70	- 2 06
161	Amer. Barrick	162 50	164 80	164 90	+ 1 48
133	Amer. Express	135	136	136 30	+ 0 96
275	A T T	285	289 10	289 10	+ 1 44
95	Anglo Amer.C.	97	96	95	- 2 06
161	Amgold	161	....	....	...
210	Banco Santander	204	191	191	- 6 37
700	B.A.S.F.	716	703	719	+ 0 42
880	Bayer	896	890	890	- 0 67
40	Blenheim Plc	39 50	...	..	....
23	Buffelsfont.	23 20	23	23	- 0 86
151	Chase Manh.	152 50	155 80	156 10	+ 2 36
1780	Daimler Benz	1761	1783	1810	+ 2 78
64	De Beers	65	66 45	65 40	+ 0 62
2160	Deutsche Bank	2209	2200	2228	+ 0 86
1180	Dresdner Bank	1184	1203	1205	+ 1 77
34	Driefontein	35	35	36	+ 2 86
260	Du Pont-Nem.	259	262 30	262 30	+ 1 27
220	Eastman Kodak	221 80	226 20	226 20	+ 1 98
6	East Rand	5 45	5 40	5 50	+ 0 92
26	Echo Bay	26 20	27 50	27	+ 3 05
185	Electrolux	175	....	...	...
141	Ericsson	143	142	143	.
335	Exxon Corp	335 50	339	337 50	+ 0 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
225	Ford Motor	225 70	231 30	231 20	+ 2 44
26	Freegold	26	25 95	26	..
11	Gencor	10 90	10 90	10 90	.
475	Gén. Elect.	470 10	475	474	+ 0 83
175	Gén. Motors	179	179 50	179 50	+ 0 28
300	Gén. Belgique	301	.	..	.
38	Gd. Métropol.	37	38 40	37 75	+ 2 03
42	Guinness	43 40	42 55	42 50	- 2 07
19 50	Hanson PLC	19	19 30	19	..
6 50	Harmony Gold	6 90	6 90	6 95	+ 0 72
360	Hewlett Packard	360 20	366 30	366 30	+ 1 69
33	Hitachi	32 65	33 80	33 80	+ 3 52
820	Hoechst	812			..
59	Homestak.	59	58 65	58	- 1 69
85	I C I	85	86	86	+ 1 18
280	I.B.M.	281 60	292	290 40	+ 3 13
380	I T T	377	390 20	390 20	+ 3 50
164	Ito Yokado	165	165	165	
62	Matsushita	48 10	50 40	50 30	+ 4 57
265	Mc Donald's	269	268 90	269 20	+ 0 07
255	Merck	242	247 70	247 50	+ 2 27
565	Minnesota M.	565	.		.
37	Mitsubishi	37 20	38	37 90	+ 1 88
340	Mobil corp	337 60	..	.	..
365	Morgan J.P.	352 50	361 10	361 10	+ 2 44
4160	Nestlé	4238	4210	4211	- 0 64
121	Norsk Hydro	114	110	114 50	+ 0 44
55	OFSI	55	57 75	55 50	+ 0 91
1250	Pétrofina	1237	1259	1259	+ 1 78
425	Philip Morris	420	425 60	426	+ 1 43
59	Philips	59 95	60 55	60 55	+ 1 00
61	Placer Dome	61 30	60 20	63	+ 2 77
295	Procter Gamble	295	304 50	304 50	+ 3 22
181	Quilmès	187	180 10	190	+ 1 60
14 50	Randfontein	13 75	14 65	14 50	+ 5 45
250	Rhone Poul. Rorer	248 70	249	249 40	+ 0 28
445	Royal Dutch	440 10	449 20	449 50	+ 2 14
55	R T Z	55 80	55	55 10	- 1 25
12 50	Saat & Saatch.	12 65	12 40	12 45	- 1 58
18 50	St Helena	17 95	17 35	17 30	- 3 62
310	Schlumberger	309 10	311 10	309	- 0 03
45	Shell transp.	45	45 15	45 35	+ 0 78
1970	Siemens	2005	2012	2015	+ 0 50
186	Sony	187	186 50	185 50	- 0 80
84	Sumitomo Bank	83 50	83	83	- 0 60
159	T.D.K.	163 80	157 50	157 50	- 3 85
56	Telefonica	52 55	54 70	55 50	+ 5 61
28	Toshiba	26 50	28	27 50	+ 3 77
576	Unilever	570	584	585	+ 2 63
260	Unit.Techn.	259 20	260 50	260 50	+ 0 50
153	Vaal Reefs	147	153 20	153 20	+ 4 22
810	Volkswagen	792	810	810	+ 2 27
265	Volvo	240	264	264	+ 10 0
51	West. Deep.	54 90	52	54 25	- 1 18
430	Xerox Corp	421	434 90	434 90	+ 3 30
114	Yamanouchi	114	116 80	119	+ 4 39
4 46	Zambia Cop	4 73	4 79	4 83	+ 2 11

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	....	4 53
10,80% 79/94	101 40	3 40
Emp.Etat 13,4% 83	103 55	0 25
Emp.Etat 12,2% 84	100	12 16
10,26% mars 86	105 40	8 18
OAT 10% 5/2000	111 30	5 89
OAT 9,9% 12/1997	107 19	0 40
OAT 9,8% 1/1996	....	8 91
PTT 11,2% 85	105 50	0 91
CFF 10,30% 86	105 80	8 68
CFF 10,25% nov 90	110 15	8 08
CNA 10 % 1979	100 60	7 69
CNB Bques 5000F	....	4 20
CNB Paribas 5000F	99 10	4 20
CNB Suez 5000F	....	4 20
CNI 1/82 5000F	98 50	4 20
CNT 9 % 86	101 20	5 88
CRH 10,90% déc.85	110 80	8 75
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1050	...
Cerus	....	...
Alcatel 6 % janv. 89	685	...
Ly. Eaux cv 6,5%	785	...
Thoms. cv 9,2% 86	...	...

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1610	....
Arbel	355	355
Bains C.Monaco	905	....
B.Hypoth.Europ	220	...
B.N.P. Intercont.	305	315
Bénédictine	2350	...
Bidermann Internat.	450	...
Blanzy Ouest	700	....
B T P.	21	21 10
Cambodge	1080	...
Carbone Lorraine	248 50	248
Case Poclain	2 20	....
C.B.C.	246	249 50
C.E.G.F (Frigor.)	686	...
Centenaire Blanzy	310	...
Ceragen	23	...
Champex Ny	10 50	..
CIC (CIP)	147 50	147 50
C.I.M.	1051	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.T.R.A.M. (B)	2060	...
Comiphos	595	605
Cie Industrielle	3350	....
Cpt Lyon Alemand	295	295
Concorde	490	499
Constr.Méc.Prov.	8 50	....
Crédit Gén.Ind.	89	....
Cr Universel (Cie)	340	....
Darblay	605	...
Delmas Vieljeux	2000	....
Didot Bottin	573	...
Eaux Bassin Vichy	3020	...
Eca	259 90	269 70
Ent.Mag. Paris	3800	....
Eridania-Béghin CI	470	470
Fidei	375	374 80
Finalens	300	...
F.I.P.P.	40	...
F.N.A.C.	1770	1810
Foncière (Cie)	453	....
Fonciris	315	....
France I.A.R.D.	331	...
France SA (La)	1488	1494
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	312 20	335
Genefim	250	250
Gévelot	361	....
G.F.C.	332	332
Groupe Victoire	650	...
G.T.I (Transport)	284 50	..
Immobail	311	311
Immobanque	617	...
Im.Marseillaise	4150	....
Invest.(Ste Cle.)	3060	...
Lambert Frères	...	....
Lille Bonnières	880	...
Locafinanciere	500	...
Louis Vuitton	506	584
Louvre	2500	2480
Lucia	135	..
Machines Bull	17 10	....
Mag.Uniprix	162	..
Magnant	640	...
Métal Déployé	336	..
Mors	41	41
Navigation (Nle)	149 50	...
Optorg	230	240
Oréal (CI)	582	587
Origny-Desvroise	447	..
Palais Nouveauté	1015	....
Paluel Marmont	440	...
Parfinance	174	...
Paris France	202 50	...
Paris Orléans	179	...
Parthena Invest.	205	...
Pathé Cinéma	....	..
Piper Heidsieck	601	....
Porcher	235	...

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Promodès (CI)	391	..
Publicis	520	525
Rochefortaise	116	...
Rosario	126 10	127 90
Rougier	151	...
S.A.C.E.R.	630	....
S.A.F.A.A.	200	....
S.A.F.I.C Alcan	170	...
Saga	348	....
Saint Dominique (F.)	124	125
Salins du Midi	516	516
Savoisienne M.	145	..
S.C.A.C.	690	...
Senelle	540	...
S.Etud.Part. (M)	152	...
Silic	560	561
S.I.P.H.	63	...
S.M.C.I.	68	..
Sofal	475	...
Soffo	147	...
Sofical	1019	990
Sofitam (ex Satam)	50	...
Sofragi	2240	..
Soudure Autogène	615	...
Sovabail	263	...
Stemi	602	..
Taittinger	2090	2070
Tessn-Acquitas	101 10	..
Tour Eiffel	218 50	.
Ufiner	1025	.
Vicat	448	448
Viniprix	1500	..
Virax	109	...
Maroc Sté Brasserie	200	....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	480	.
Akzo Nv Sico	390	....
Alcan Aluminium	85 50	...
American Brands	210	...
Arbed	241 10	...
Asturienne Mines	82 60	..
Banco Popular Espa.	515	..
B.Reglements Int.	18300	.
Can.Pacifique	65	...
Chrysler Corp	170	...
C I R.	2 85	....
Commerzbank	805	.
Dow Chemical	312 50	310
Fiat	14 20	
GBL (Brux Lamb.)	440	...
Gevaert	830	..
Glaxo Holdings Ltd	65	.
Goodyear Tire	378 90	..
Grace and Co (WR)	178	.
Honeywell Inc. Im.	330	..
Johannesburg	59 65	.
Koninklijke Pakhoed	85	..
Kubota	21 20	..
Midland Bank	39	32
Noranda Mines	72 20	..
Olivetti priv.	5	....
Pfizer Inc	414	..
Ricoh	26 40	...
Robeco	295 60	297 20
Rodamco NV	136 10	138
Rolinco	292 30	293 60
Saipem	3 50	...
Sema Group	26 55	....
SKF Aktiebolaget	48 20	
Tenneco Inc.	178 50	....
Toray Ind	25 20	...
West Rand Cons.	3 90	.

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	310	...
Calciphos	52	..
C G H Cogenhor	7	..
Copirex	580	....
Drouot Assurances	.	.
Electro-Banque	...	.
Europ. Accum.	77 50	..
Europ Soulres Ind.	13	
Gachot S.A.	39 90	.
Guy Degrenne	253	...
Lecteurs du Monde	220	.
Nicolas	1100	..
Particip. Percier	250	...
Quadrant	40	...
Rorento N.V.	240 20	..
St-Gobain-Emballage	1666	..
Schlumberger Ind.	501	..
S E P R.	1380	
S.M.T. Goupil	0 65	..
S P R. act B.	230	..
Waterman	1100	.

SICAV (sélection) 24/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	200 15	194 79
Actimonétaire C	30008 08	30008 08
Actimonétaire D	30008 08	30008 08
Améri-gan	7887 96	7584 58•
Amplitude	635 87	617 35
Associc	1162 87	1162 87
Atout Futur	415 32	405 19•
Auracic	1070 52	1039 34
Avenir Alizes	1738 28	1704 20•
Axa Capital	179 62	174 39•
Axa Court Terme	8394 43	8394 43•
Axa Cro.Ex.Dr Inve.	909 78	883 28•
Axa Ep Fr Ex Agepargn.	769 95	747 52•
Axa Europe	125 30	121 65•
Axa Investments	107 42	104 29•
Axa NPI	116 62	113 22•
Axa Ob.Fr.Exerans	148 22	143 90•
Axa.Ob Ia Ex Mu U Se.	136 66	132 68•
Axa Prem.Ex.Agepre.	121 94	118 39•
Axa SélEx.Dr Sele.	147 44	143 15•
Axa Valeurs PER	119 94	116 45•
Cadence 1	1073 43	1052 38
Cadence 2	1060 55	1039 76
Cadence 3	1052 09	1031 46
Capimonétaire	6627 82	6621 20
Capioblig.	6829 21	6695 30
Capitacic	1399 56	1378 88
Cosmos	1389 46	1355 57•
Comptavalor	3707 95	3702 40
Convertimmo	330 18	323 71
Credinter	445 77	432 79
Credit Mutuel Capital	1347 51	1321 09•
Cred Mut.Ep Cour T.	704 53	704 53
Cred.Mut.Ep Indus.	94 10	91 58•
Cred.Mut.Ep J.	73389 68	73389 68
Cred.Mut.Ep long.T.	193 88	188 69•
Créd.Mut.Ep.Monde	1138 92	1108 44•
Cred.Mut.Ep Quatre	1096 57	1087 22•
Dieze	1343 80	1311 02•
Drouot France	825 31	801 27•
Drouot Sécurité	230 37	223 66•
Ecocic	1066 93	1035 85
Ecupar	126 71	123 02•
Ecur Capitalisation	2719 45	2692 52
Ecur Expansion	506850 12	506090 98
Ecur. Géovaleurs	2347 75	2279 37
Ecur. Investissement	152 01	147 58•
Ecur Monepremière	70839 87	70839 87
Ecur Monétaire	41573 47	41573 47
Ecur. Trésorerie	2562 92	2562 92
Ecur Trimestriel	2049 88	2029 58
Elancic	109 54	106 35•
Energie	267 13	255 02•
Eparcic	3807 62	3807 62
Eparcourt-Sicav	4543 46	4532 13•
Epargne Associat.	26689 13	26385 24
Epargne Capital	11430 59	11317 42
Epargne Croissance	1725 97	1679 76
Epargne Obligat.	206 60	201 07
Epargne Premiere	15097 66	14985 27•
Epargne-Unie	1296 67	1285 04•
Epargne Valeur	443 53	431 66
Eufi Cash cap.	8371 54	8371 54•
Eufinvest cap.	597 78	580 37•
Eurco Solidarité	1087 39	1076 62
Eurocic Leaders	1011 48	982 02
Eurodyn.	1132 14	1104 53•
Euro Gan	5868 89	5643 16•
Europe Nouvelle	517 13	493 68
Fonsicav	15250 44	15250 44
France-gan	9449 69	9086 24•
France Garantie	275 52	274 97•
France Obligations	500 07	485 12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic	444 62	431 67
Francic Pierre	100 16	97 24
Francic-Regions	1046 77	1016 28
Fruct-Associations	37 13	37 13
Fruct-Capi	44 84	44 18
Fructidor	240 96	237 40
Fructifrance action C	899 67	877 73
Fructifrance action D	879 53	858 08
GAN Rendement	5280 50	5202 46•
Gestilion	15679 55	15601 54
Gest.Associations	172 37	168 58
Horizon	1248 23	1212 84•
HLM Monétaire	14727 23	14727 23
Indicia	1034 13	1013 70•
Indust.Fse.Court.T.	1653 18	1553 18•
Interepar	108505 61	105345 25•
Interoblig.	14811 66	14521 24
Intersélection Fce	522 08	511 82
Japacic	145 91	141 66•
Jeunepargne	297 82	293 42
Latitude	2375 66	2372 10
Leumi C.T.	13225 76	13225 76
Leumi L.T.	6839 50	6640 29•
Lion Association	11868 21	11868 21
Lion Institution	31493 02	31414 48
Lionplus	1044 31	1023 83
Lion Trésor	2250 51	2228 23
Lion 20 000	27629 48	27629 48
Livret Bourse Inv.	563 35	546 94
Livret Portefeuil.	713 41	692 63
Méditerranée	166 85	161 99•
Mensuel CIC	10241 06	10139 66
Monecden	71967 79	71967 79
Mone.J	38245 83	38245 83•
Monévalor	86613 47	86613 47
Mutualité dépôts	14249 46	14221 02
Natio Court Terme	100315 00	100015
Natio Court Terme2	300733 00	300733
Natio-Epargne	18732 53	18547 06
Natio-Ep. Ret.	125 52	122 16
Natio Eparg.Trésor	8242 65	8226 20
Natio-Fran.index	1003 66	976 80
Natio-Imm.	1113 86	1084 05
Natio-Inter	1515 20	1474 65
Natio-Monétaire	26633 39	26633 39
Natio-Opportunités	971 45	945 45
Natio-Patrimoine	1295 12	1260 46
Natio-Perspectives	1034 77	1007 08
Natio-Placements	62404 45	62404 45
Natio-Revenu	1048 53	1038 15
Natio Sécurité	11690 41	11690 41
Natio-Valeurs	862 71	839 62
Nippon-Gan	4811 01	4625 97•
Nord Sud Dévelop.	1655 39	1652 09
Obli-Associations	181 93	160 33
Oblicic-Mondial	2713 02	2672 93
Oblicic-Régions	1075 85	1059 95
Oblifutur	3008 99	2935 60•
Oblig. tres caté.	184 53	181 80
Obliion	1445 76	1431 45
Oblisécurité Sicav	13653 59	13653 59
Oraction	1018 36	993 52•
Orvalor	7295 06	7152 01
Paribas Capitalisation	1594 45	1570 89
Paribas Opportunités	125 29	120 18
Paribas Patrimoine	575 81	552 34
Patrimoine Retraite	235 43	230 81
Pervalor	623 90	611 67
Placement A.	1443 57	1415 26•
Placement J.	7625 50	7610 28•
Placement M.	70814 78	70673 43•
Placement Nord	910 04	892 20•
Plénitude	138 27	134 24

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Poste Croissance	22988 24	22965 27
Poste Gestion	69559 65	69559 65
Première Oblig.	11177 96	11166 79
Prévoy. Ecureuil	118 87	115 71•
Prof Associations	31063 97	31063 97
Proficas	981 90	957 95•
Quartz	133 69	130 43•
Réalvalor	709 54	695 63
Rentacic	162 56	160 15
Revenus Trimestr.	5374 37	5321 16
Revenu-Vert	1168 82	1140 31•
St Honoré Vie & Santé	986 22	941 50
St Honoré Bons du Tr	11842 54	11783 62
St Honoré Global	224 91	214 71
St Honoré Invest.	755 92	721 64
St Honoré Pacifique	575 53	549 43
St Honoré PME	484 43	462 46
St Honoré Real	15806 27	15745 29
Sécuricic	1834 68	1834 68
Sécuri-Gan	12399 48	12156 35•
Sécuritaux	1467 65	1467 65
Sicasden	723 34	712 65
Sicav Associations	1945 37	1945 37
SFI-CNP Assur.	669 05	649 56
S G Fr. opport. C et D	1098 94	1077 39
Sicav 5 000	437 05	425 35
S I Est	1320 81	1282 34•
Silvafrance	672 37	654 37
Silvarri	396 48	385 85
Silvarente	219 57	215 26
Silvinter	435 34	423 69
S.N.I	1067 24	1036 16
Sogenfrance C et D	1147 50	1125
Sogépargne	309 60	303 53
Sogevar	972 05	952 99
Soginter	1287 12	1261 88
Soleil Investissements	591 05	568 32•
Solstice	2186 45	2181 •
State Street Act. Eur.	9026 94	8721 68•
State Street Act. Frce.	10056 22	9783 32
St. Str Act.Japon	10586 21	10228 22
State Street Emer Mkts	11442 45	10892 34•
St.Street OAT Plus	10976 15	10760 93
Stratégie Actions	842 88	810 46
Stratégie Rendement	1484 81	1438 07
Technocic	1008 50	979 13
Techno-Gan	5713 83	5494 07•
Thesora	897 19	690 29•
Trésor Plus	1370 46	1356 89
Trésor Trimestriel	1049 54	1039 15
Trésoricic	137457 03	137457 03
Trilion	5187 43	5120 66
UAP Investissement	418 72	403 59•
UAP Actions France	573 73	562 99•
UAP Act. Select.	609 28	587 26•
UAP Aedificandi	534 45	515 13•
UAP Alizé	212 07	204 40•
UAP Alto Sicav	166 52	160 50•
UAP Moyen Terme	148 40	143 04•
UAP Premiere Cat.	11436 29	11022 93•
Uni-Associations	118 97	118 97•
Uni-Foncier	1191 37	1162 31•
Unifrance	561 56	547 86•
Uni Régions	1169 81	1141 28•
Univar	247 75	247 75•
Univers Actions	1249 92	1218 46•
Univers Obligations	1834 75	1790 •
Valorg	2159 23	2157 07
Valrea	66307 75	56279 61

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 24/12	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 432	5 429	5 1	5 6
Ecu	6 665	6 664	....	....
Allemagne (100 dm)	341 210	341 110	331	351
Belgique (100 F)	16 595	16 588	16 1	17 1
Pays-Bas (100 fl)	303 330	303 230	293	313
Italie (1000 lires)	3 807	3 809	3 6	4 1
Danemark (100 krd)	88 360	88 590	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	8 324	8 320	7 9	8 7
Grece (100 drachmes)	2 574	2 574	2 1	2 8
Suisse (100 f)	377 620	377 280	364	384
Suède (100 krs)	77 070	77 880	71	83
Norvège (100 k)	79 910	80 080	74	83
Autriche (100 sch)	48 495	48 481	47	50
Espagne (100 pes)	4 802	4 810	4 5	5
Portugal (100 esc)	3 785	3 780	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 307	4 422	4 1	4 5
Japon (100 yens)	4 387	4 385	4 2	4 4

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/12
Or fin (kilo en barre)	58000	.....
Or fin (en lingot)	58150	...
Napoléon (20f)	331	.....
Pièce Fr (10 f)	400	.....
Pièce Suisse (20 f)	335	.....
Pièce Latine (20 f)	332	.....
Souverain	426	.....
Pièce 20 dollars	2295	.....
Pièce 10 dollars	1200	.....
Pièce 5 dollars	600	.....
Pièce 50 pesos	2145	.....
Pièce 10 florins	346	.....

AGENDA

Nous publions le lundi (daté *mardi*) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

MUSIQUE

CONCERTS

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Vienne Express : 20 h 30 jeu. D'après Pelléas et Mélisande, de Debussy. Avec Jean-François Lapointe, Gérard Théruel (barytons), Thomas Randle (ténor), Jungwon Park, Kyoko Saito, Ai Lan Zhu (sopranos), Armand Arapian, Wojciech Drabowicz, Vincent Le Texier, Jean-Clément Bergeron (barytons-basses), Roger Soyer (basse), Norma Lerer, Sylvia Schlüter (mezzo-sopranos), Jeff Cohen, Claude Lavoix, Vincent Leterme, Olivier Reboul (piano), Peter Brook (mise en scène), Marius Constant (réalisation musicale).

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Martine Olmeda, Mezzo-soprano, Christophe Larrieu, piano. : 12 h 45 lun. Montsalvatge, Duparc, Massenet, Bizet.
CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE. Orchestre des Parisiens : 20 h 30 jeu. Jean-Louis Petit (direction). Valses de Vienne.
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE (40-40-46-46). Marie Scheuble : 19 h lun. Violon. Entrée libre. Valérie Aimard, Violoncelle, Pascal Godart, piano. : 19 h mar. Entrée libre.
EGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). Michelle Leclerc. Orgue : 10 h dim.
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles : 21 h mer., jeu. Vivaldi, Marcello, Bach, Purcell, Philharmonia de chambre de Paris : jusqu'au 2 janvier 1993. 17 h ven. ; 20 h 30 sam. Charles Limouse (flûte), Dario Perez (violon, direction). Pachelbel, Albinoni, Mozart, Vivaldi.
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Chœur Rybine de Moscou : 20 h 30 mer. Vladimir Lisnievski (ténor), Alexandre Naoumenko (basse), Valery Rybine, Nikolaï Karetnikov (direction). Chants orthodoxes de Noël, Chants spirituel du XX[e] siècle, Arnaud Bellenger, Frédéric Presle, Trompette,, Jacques Amade, orgue. : 20 h 30 jeu. ; 17 h 30 ven. Bach, Corelli, Haendel, Vivaldi, Schubert. Les Trompettes de Versailles : 20 h 30 sam. Vivaldi, Marcello, Bach, Purcell.
EGLISE SAINT-MERRI (42-71-93-93). Avon Stuart Chorale : 16 h dim. Avon Stuart (baryton). Entrée libre Florence Bàrbera, Guitare. : 21 h sam. Villa-Lobos. Entrée libre.
LE MADIGAN (42-27-31-51). Radu Blidar, violon, Pascal Godart, piano. jusqu'au 30 décembre. 22 h 30 mer. Roussel, Ravel, Saint-Saëns.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Budapest Strauss Symphony Orchestra : 20 h 30 mer., jeu. Ballets Sopianae, Istvan Bogar (direction). Musique et danses viennoises.**LE CERCLE** (43-22-50-46). Vienne Express : 20 h 30 jeu. Anne Thomas (piano), Michel Ripoche (violon), Eric Fonteny (violoncelle). Strauss, Brahms, Kreisler.
CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Martine Olmeda, Mezzo-soprano, Christophe Larrieu, piano. : 12 h 45 lun. Montsalvatge, Duparc, Massenet, Bizet.
CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE. Orchestre des Parisiens : 20 h 30 jeu. Jean-Louis Petit (direction). Valses de Vienne.
EGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). Michelle Leclerc : 10 h dim. Orgue.
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles : 21 h mer., jeu. Vivaldi, Marcello, Bach, Purcell, Philharmonie de chambre de Paris : jusqu'au 2 janvier 1993. 17 h ven. ; 20 h 30 sam. Charles Limouse (flûte), Dario Perez (violon, direction). Pachelbel, Albinoni, Mozart, Vivaldi.
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Chœur Rybine de Moscou : 20 h 30 mer. Vladimir Lisnievski (ténor), Alexandre Naoumenko (basse), Valery Rybine, Nikolaï Karetnikov (direction). Chants orthodoxes de Noël, Chants spirituel du XX[e] siècle. Arnaud Bellenger, Frédéric Presle, Jacques Amade : 20 h 30 jeu. ; 17 h 30 ven. Trompette, orgue. Bach, Corelli, Haendel, Vivaldi, Schubert. Les Trompettes de Versailles : 20 h 30 sam. Vivaldi, Marcello, Bach, Purcell.
LE MADIGAN (42-27-31-51). Radu Blidar, Violon, Pascal Godart, piano. : jusqu'au 30 décembre. 22 h 30 mer. Roussel, Ravel, Saint-Saëns.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Budapest Strauss Symphony Orchestra : 20 h 30 mer., jeu. Ballets Sopianae, Istvan Bogar (direction). Musique et danses viennoises.

OPÉRAS

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Impressions de Pelléas : jusqu'au 23 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., mar. ; 15 h 20 h 30 sam. D'après Pelléas et Mélisande de Debussy. Avec Jean-François Lapointe, Gérard Théruel (barytons), Thomas Randle (ténor), Jungwon Park, Kyoko Saito, Ai Lan Zhu (sopranos), Armand Arapian, Wojciech Drabowicz, Vincent Le Texier, Jean-Clément Bergeron (barytons-basses), Roger Soyer (basse), Norma Lerer, Sylvia Schlüter (mezzo-sopranos), Jeff Cohen, Claude Lavoix, Vincent Leterme, Olivier Reboul (piano), Peter Brook (mise en scène), Marius Constant (réalisation musicale).
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Lischen et Fritzchen & les fables de La Fontaine : jusqu'au 3 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., sam. ; 15 h 30 ven., dim. D'Offenbach. Elisabeth Conquet (soprano), Alain Paris (baryton), Ensemble instrumental de Fontainebleau, Pierre Merle-Portales (direction), Robert Fortune (mise en scène).
OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Les Mousquetaires au couvent : 20 h mer., jeu. ; 17 h ven., dim. ; 14 h 30 20 h sam. De Louis Varney. Gabriel Bacquier (basse), Michel Vaissère (baryton), Pierre Catala (ténor), Lucette Raillat (mezzo-soprano), Carole Clin, Patricia Jumelle, Cécile Galois (sopranos), Chœurs du CNIPAL, Orchestre ProMelodie, Jean-Paul Chicheret (direction), Michel Dunand (mise en scène).
THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). La Servante maîtresse : jusqu'au 6 février 1993. 18 h 45 mer., jeu., ven., sam., dim., mar. Opéra de Pergolèse. Igor Lewis Borg, Guy Vives (barytons), Simine David, Marie-Claire Leblanc (soprano), Pierre Muller, Sandra Boyer (piano), Elisabeth Navratil (mise en scène).

JAZZ, POP, ROCK

L'ARBUCI JAZZ CLUB (44-41-14-14). Philippe Petit Trio : jusqu'au 30 décembre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Piano, Pierre Maingourd (contrebasse), Eric Dervieu (batterie) ; Jam Session : jusqu'au 27 janvier 1993. 22 h 30 mar.
AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Steve Potts : 22 h 30 mer., jeu. ; Francis Lockwood Trio : 22 h 30 ven., sam. ; Quartet André Jaume-Gérard Marais : 22 h 30 dim., lun. ; Jam Session : 22 h 30 mar.
BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam Session : jusqu'au 30 décembre. 22 h 30 mer. ; Roccoco Septet : jusqu'au 31 décembre. 22 h 30 jeu. ; Alfredo Cutufla, Miguel Gomez Orquesta : 22 h 30 ven., sam. ; Françoise Pujol Trio : 22 h 30 dim.
LE BILBOQUET (45-48-81-84). Rhoda Scott : jusqu'au 5 janvier 1993. 22 h 45 mer., jeu., ven., sam., lun., mar.
BOUFFONS THÉATRE (42-38-35-53). Sébastien Texier Quartet : 16 h sam.
CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62). Ety Zak et les Stompers : 22 h 30 mer., jeu. ; Soul Time : jusqu'au 31 janvier 1993. 22 h 30 ven., sam., dim. ; Marc Tobaly : 22 h 30 lun., mar.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Bert De Kort and his Dixieland Pipers : jusqu'au 12 janvier 1993. 21 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar.
LE CERCLE (43-22-50-46). Jazz Art Bop : jusqu'au 2 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., sam. Alain Mion (piano), Jacques Vidal (contrebasse), Jean-Claude Jouy (batterie) ; José Luis Barreto, Stéphane Spira : 20 h 30 lun., mar. Chant, piano. Tango.
DEL RIO CAFÉ. Armando Assouline Tropical Jazz : 22 h mer.
FRONT PAGE (42-36-98-69). George Wolfheart : 22 h 30 mer. ; Blues Burgers : 22 h 30 jeu. ; Mike Lester : 22 h 30 ven. ; Franck Ash Blues Band : 22 h 30 sam. ; House Band : jusqu'au 31 janvier 1993. 22 h 30 dim. ; Frogmouth : jusqu'au 25 janvier 1993. 22 h 30 lun. ; Swamp Devils : 22 h 30 mar.
GIBUS (47-00-78-88). AR-VAG : 23 h mer. ; The London Roosters : 23 h jeu.
HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle : jusqu'au 29 janvier 1993. 21 h ven. ; Trio New Orleans : 21 h sam.
JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Lionel Hampton and his Orchestra : jusqu'au 9 janvier 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar. ; Boto et Novos Tempos : jusqu'au 3 janvier 1993. 22 h 30 dim.
LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Joël Bouquet Trio, Bruce Anthony Henry : 22 h 30 mer. ; Bruce Anthony Henry, Carl Schlosser : 22 h 30 jeu., ven., sam.
LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar.
LE MONTANA (45-48-93-08). Chris Henderson Quartet : jusqu'au 31 décembre. 22 h 30 mer., jeu. ; Trio Rahoerson : 22 h 30 ven., sam. ; Chris Henderson Band : jusqu'au 31 janvier 1993. 22 h 30 dim. ; Trio René Urtreger : 22 h 30 lun., mar.
MONTGOLFIER (40-60-30-30). Pierre Calligaris : 22 h mer., jeu., ven., sam.
NEW MOON (49-95-92-33). Les French Lovers : 21 h 30 mer., jeu. ; 23 h sam. ; Death Bring : 23 h lun. ; Pierre M et les Boules Brothers : 21 h 30 mar.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Chance Orchestra : 21 h mer.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Jacques Doudelle Swing Orchestra : 21 h mer. ; Megaswing Quartet + One :
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Alain Labib, Pierre de Bethmann, Olivier Rivaux : 22 h 45 ven., sam. Saxophone, piano, contrebasse, Richard Portier (batterie) ; Patrice Caratini, Marc Fosset, Alain Jean-Marie : 22 h 45 mar.
REX CLUB (45-08-93-89). Les Turbines : 23 h 30 mer. Soirée Metallic Jungle ; Wake-up : jusqu'au 31 décembre. 23 h jeu.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Les Arrache-cœurs : 22 h mer., jeu.
SLOW CLUB (42-33-84-30). Handi Scott : jusqu'au 9 janvier 1993. 22 h mer., jeu., ven., sam.
SUNSET (40-26-46-60). Guery Quintet : 22 h 30 mer. ; Christophe Laborde Quartet : 22 h 30 jeu. ; Jean-Michel Pilc Trio : jusqu'au 25 janvier 1993. 22 h 30 lun. ; JPS' Music : 22 h 30 mar. ; José Palmer Quintet : 22 h 30 ven.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Andres Ramos : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.
UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Pick-up : 22 h mer. ; 400 Ducks : 23 h jeu.
LA VILLA (43-26-60-00). Lavern Butler Quartet : jusqu'au 2 janvier 1993. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Tribute to Wes Montgomery : 22 h 30 lun. Gilles Clément (guitare), Alain Jean-Marie (piano), Yves Torchinsky (basse), Eric Dervieu (batterie).

Périphérie

MONTREUIL. INSTANTS CHAVIRÉS (42-87-25-91). Eric Barret Trio : 21 h mar. Saxophone, Hélène Laberrière (contrebasse), Eric Daniel (guitare).

CHANSON

BATEAU-THÉATRE (40-51-84-53). Lacouture : 20 h 30 lun. ; Silvia Malagugini : 22 h 30 mar. Eleonora Rossi (piano), Flavio Esposito (guitare). L'Homme au frac.
BOBINO (43-27-24-24). Clovis : 15 h mer. Les Enfants d'abord.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.
PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-BERCY (40-02-60-02). Dorothée : 15 h 30 20 h sam. ; 14 h 30 18 h dim. ; 20 h mar.
PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Paris musette : jusqu'au 31 décembre. 22 h mer., jeu.
PIGALL'S. Talila : jusqu'au 3 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. ; 15 h dim.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Cinq de coeur : 20 h mer., jeu., ven., sam. ; Hold-up : jusqu'au 23 janvier 1993. 20 h mar. Polar musical de Luce Klein.
THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Josiane Pinson : jusqu'au 2 janvier 1993. 22 h mer., jeu., ven., sam., mar. Que reste-t-il de l'abat-jour? .
THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Jean-Luc Debattice : jusqu'au 4 janvier 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. ; 18 h 30 dim. Artiste de série noire ; Laurent Balay : 19 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim.
THÉATRE DE LA RENAISSANCE (42-08-18-50). La Java des mémoires : jusqu'au 31 décembre. 21 h mer., jeu. De Roger Louret.
THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Franck Travail, Nathalie Villard : 22 h mer., jeu., sam., mer.
TOURTOUR (48-87-82-48). Les Pinces à linge : jusqu'au 15 janvier 1993. 22 h 15 mer., jeu., ven., sam., mar.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58). Emile Lloret : jusqu'au 16 janvier 1993. 20 h lun., mar. Les Amours violentes.
LA VILLA (43-26-60-00). Franck J. Melville : 22 h 30 mar.

Périphérie

BOBIGNY. MAISON DE LA CULTURE (48-31-11-45). Cabaret Karl Valentin : jusqu'au 24 janvier 1993. 21 h mar. Spectacle de Jean Jourdheuil et Jean-François Peuret. Musique de Stéphane Leach, avec François Chattot, Anne Durand, Michel Kullmann, Stéphane Leach.
ISSY-LES MOULINEAUX. PARC DE L'ILE-SAINT-GERMAIN (40-08-05-03). Une nuit de Noël russe : 21 h mer., jeu., ven., sam. ; 14 h 30 17 h 30 mer., sam., dim.
NANTERRE. ESPACE CHORUS (47-32-24-42). Cendrillon : jusqu'au 3 janvier 1993. 14 h 30 mer. ; 14 h 30 17 h 30 sam. ; 10 h 30 14 h 30 17 h 30 dim.

BALLETS

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Ballets Xavier Checa : jusqu'au 23 janvier 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., mar. Capharnaüm, Xavier Checa, Christophe Le Glanic (chorégraphie et mise en scène).
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Le Lac des cygnes : 19 h 30 mer., jeu. Ballet de Tchaïkovski. Etoiles, premiers danseurs et ballet de l'Opéra de Paris, Orchestre de l'Opéra de Paris, Johnathan Darlington (direction), Vladimir Bourmeister (chorégraphie et mise en scène).
PALAIS DES CONGRÈS. Cendrillon : 20 h 30 mer., jeu., ven. ; 15 h 20 h 30 sam. ; 15 h dim. Ballet de Prokofiev. Avec Ekaterina Maximova, Vladimir Vassiliev, Ricardo Bustamante, Stanislas Issaiev, Ballet du Kremlin, Vladimir Vassiliev (mise en scène et chorégraphie).
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Groupe Emile Dubois : jusqu'au 31 décembre. 20 h 30 mer., jeu. La Légende de Don Juan, Jean-Claude Gallotta (chor.) Compagnie Preljocaj : jusqu'au 12 janvier 1993. 20 h 30 mar. La Peau du monde, Angelin Preljocaj (chor.).
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (49-52-50-50). Les Géants de la danse : 20 h 30 lun., mar. Avec Nina Ananiashvili, Kader Belarbi, Patrick Dupond, Alexeï Fadeechev, Rose Gad, Isabelle Guérin, Maximiliano Guerra, Cecilia Kerche, Marie-Claude Pietragalla.

PARIS EN VISITES

MARDI 29 DÉCEMBRE

« Les passages du dix-neuvième siècle, leur origine et leur développement. Une promenade hors du temps (Premier parcours) », 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

« Mystères des Templiers et rois maudits. Sur leurs traces dans le quartier », 10 h 30 et 14 h 30, métro Temple (Art et histoire).

« Exposition : Chine connue et inconnue », 11 heures, entrée du Musée Cernuschi (P.-Y. Jaslet).

« Exposition Sisley, à Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (M.-C. Lasnier).

« Les catacombes, des carrières à la nécropole », 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (P.-Y. Jaslet).

« Les fastes de l'Opéra Garnier. Le mystère du fantôme ». 14 h 30, dans le hall, sous la statue de Lulli (Arts et caetera).

« L'île Saint-Louis et ses jardins, de l'hôtel Lauzun à l'hôtel Chenizot », 14 h 30, métro Pont-Marie (C. Merle).

« La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Deux siècles de musique à l'Opéra Garnier », 14 h 30, en haut des marches, portail central (Europ explo).

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés ». 14 h 40, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

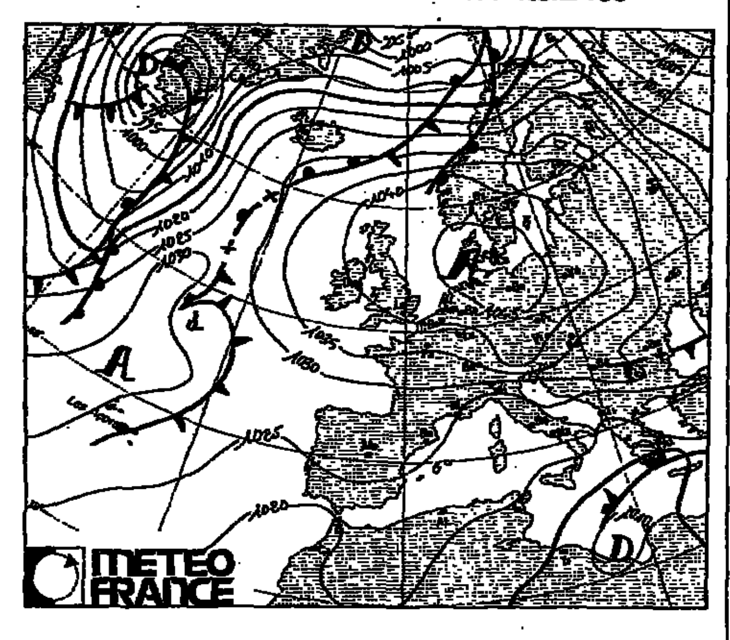
« Crèches de Noël dans deux églises parisiennes : Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, entrée de l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice (Paris et son histoire).



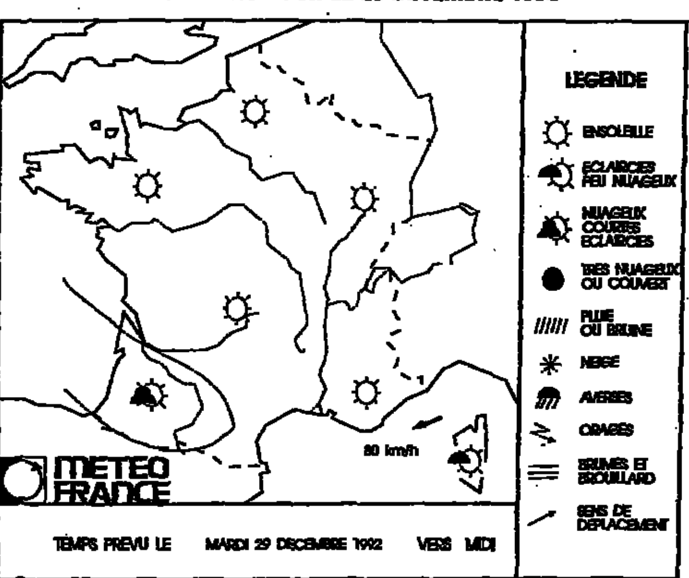


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 DÉCEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC

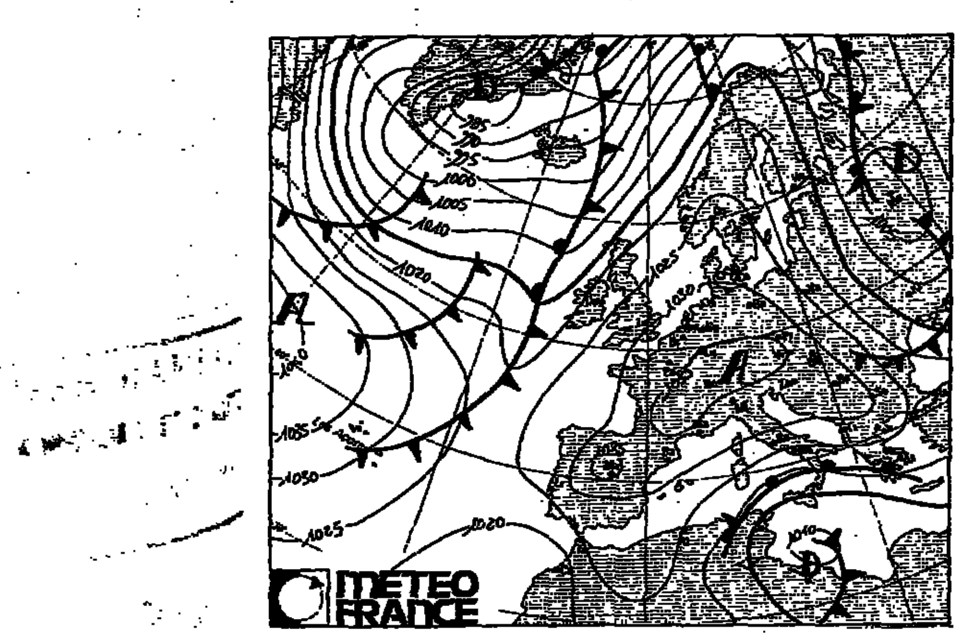


PRÉVISIONS POUR LE 29 DÉCEMBRE 1992



Mardi, froid et ensoleillé. – Le ciel sera clair au nord de la Loire avec un vent d'est modéré. Les brouillards seront plus nombreux au sud de la Loire et seront localement givrants, mais l'après-midi le soleil reviendra. Ces brouillards se dissiperont difficilement sur le Sud-Aquitaine et le soleil sera timide l'après-midi. Sur les Pyrénées, le soleil brillera largement au-dessus de 1 400 mètres. Sur les Alpes et le Sud-Est, ce sera le grand beau temps, très froid en altitude. En Corse, quelques nuages masqueront le soleil par moments. Le vent de nord-est soufflera à 80 km/h en rafales entre la Corse et le continent. Au nord de la Loire, le vent d'est sera sensible, soufflant à 25 km/h et accentuant l'impression de froid. Au lever du jour, il fera –4 à –7 degrés au nord et –2 à –5 degrés au sud. L'après-midi, le thermomètre indiquera –2 à 0 degré au nord, 3 à 5 degrés au sud, jusqu'à 9 degrés du Sud-Ouest au pourtour méditerranéen et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-12-1992 à 6 heures TUC et le 28-12-1992 à 6 heures TUC — le 28-12-92

FRANCE			
AJACCIO	14	2	D
BIARRITZ	8	5	C
BORDEAUX	3	1	C
BOURGES	2	–3	D
BREST	2	–3	D
CAEN	1	–3	D
CHERBOURG	3	–2	D
CLERMONT-FER.	3	–3	C
DIJON	6	–4	D
GRENOBLE	3	1	C
LILLE	–1	–2	D
LIMOGES	2	–4	D
LYON	2	–2	C
MARSEILLE	10	–2	D
NANCY	1	–4	D
NANTES	0	–2	D
NICE	13	4	D
PARIS-MONTS.	1	–1	D
PAU	7	4	C
PERPIGNAN	11	3	B
POINTE-A-PITRE	30	23	N
RENNES	1	–4	D
ST-ETIENNE	2	–2	C
STRASBOURG	–1	–3	D
TOULOUSE	8	2	C
TOURS	1	–3	D
ÉTRANGER			
ALGER	16	11	C
AMSTERDAM	3	–2	C
ATHÈNES	7	3	P
BANGKOK	32	24	D
BARCELONE	12	2	D
BELGRADE	–6	–8	C
BERLIN	0	–6	D
BRUXELLES	0	–3	D
COPENHAGUE	2	–8	D
DAKAR	25	21	N
GENÈVE	1	–2	C
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	2	–5	D
JÉRUSALEM	6	0	C
LE CAIRE	14	9	N
LISBONNE	15	9	D
LONDRES	6	2	D
LOS ANGELES	14	9	P
LUXEMBOURG	–1	–5	D
MADRID	11	2	C
MARRAKECH	19	5	D
MEXICO	–	–	–
MILAN	7	–7	N
MONTRÉAL	–14	–21	C
MOSCOU	–3	–10	A
NAIROBI	23	–	–
NEW-DELHI	26	11	D
NEW-YORK	7	–7	C
PALMA	15	6	D
PÉKIN	–4	–6	N
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	13	2	D
SÉVILLE	18	9	D
SINGAPOUR	27	24	C
STOCKHOLM	–1	–6	C
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	13	6	D
TUNIS	16	8	P
VARSOVIE	0	–11	D
VENISE	7	–1	D
VIENNE	–2	–4	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Détournements

LA télévision est obsédée par la vérité. Elle se targue de tout montrer et de tout dire. « L'heure de vérité », « En quête de vérité », « Et si on se disait tout », « Strip-tease », « Le droit de savoir »... Titres prétentieux qui trahissent plutôt la mauvaise conscience d'un média menteur par nature. Heureusement, la télévision est aussi un formidable fourre-tout, une passoire qui laisse filtrer le meilleur comme le pire. Il incombe au téléspectateur ensuite de faire le tri, de rester vigilant face à la boîte à malices.

Dimanche, plusieurs occasions lui auront été fournies d'aiguiser ce sens critique. A commencer par « L'heure de vérité ». Il est imprudent d'y inviter des hommes libres, car ils n'ont pas appris la langue de bois. Pierre-Gilles de Gennes fut de ceux-là. Sans doute parce que c'est un scientifique (prix Nobel de physique en 1991), pas un homme politique. Il détailla son projet de réforme, élaboré avec d'autres universitaires, pour l'enseignement secondaire. Projet, ajouta-t-il tranquillement, *« détourné »*, puis dénaturé, par le ministère de l'éducation nationale.

« Télés-Dimanche », ensuite, l'émission de Michel Denisot qui démythifie le petit écran, a proposé, sous l'œil benoît de Pierre Tchernia, une savoureuse rétrospective des tics et des manies des présentateurs de télévision et des présidents de la République, lorsqu'ils présentent leurs vœux de Nouvel An. Suivie d'une visite chez le fabricant de ces personnages en latex qui, mieux que l'imitateur le plus féroce, dégonflent les baudruches de la notoriété : les Guignols de l'info. Toujours sur Canal Plus, « Ca détourne a révélé » – comme son nom l'indique – combien il est facile de trafiquer les images. Par un montage hilarant où Brando, Montand, Wonder Woman, Gabin, Liz Taylor, Steve McQueen, Marthe Villalongas se donnent la réplique dans un délire de quiproquos.

Pour enfoncer le clou, le film fort de Ken Loach, *Hidden Agenda – inédit à la télévision* – donna une leçon magistrale, et terrifiante, sur les crimes politiques commis au nom de la raison d'Etat. Ici, les Britanniques en Irlande du Nord. Obsédé, lui aussi, par la vérité derrière les détournements des faits, Loach dénonce le pouvoir scandaleux des services secrets, qui ne s'arrêtent à rien – mensonges, manipulation des médias, meurtres d'innocents – pour arriver à *leurs fins*.

ALAIN WOODROW

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ *signalé dans « le Monde radio-télévision »* ; □ *Film à éviter* ; ■ *On peut voir* ; ■■ *Ne pas manquer* ; ■■■ *Chef-d'œuvre ou classique.*

Lundi 28 décembre

TF 1

20.45 Variétés : Stars 90.
Emission présentée par Michel Drucker. Avec les marionnettes du Bébête Show, Jean Roucas, Stéphane Collaro, Jean Amadou, Muriel Robin et Guy Bedos, les modèles de Christian Dior, de Christian Lacroix et de Jean-Paul Gaultier, Dorothée, Anne, Rondo Veneziano, Didier Barbelivien, Anaïs, Adamo, Maurice André.
22.35 Magazine : Combien ça coûte ?
Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Isabelle Quenin. Invités : Jackie Sardou, Robert-André Vivien, Christian Morin.
0.05 Série : Mike Hammer.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Secret de famille.
De Hervé Baslé, d'après l'œuvre d'Irène Frain (1re partie), avec Véronique Genest, *Paul Crauchet.*
22.15 Variétés : B. B. en chansons.
Emission de Jean-Louis Remilleux et Roland *Coutas. Extraits de toutes les émissions* télévisées avec Brigitte Bardot depuis la première, en 1957, jusqu'à 1962.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Cinéma : Batman. ■■
Film américain de Tim Burton (1989). Avec Michael Keaton, Jack Nicholson, Kim Basinger.
22.50 Journal et Météo.
23.20 Magazine : A vos amours.
Présenté par Caroline Tresca.
Les meilleurs moments.

0.00 Documentaire : Le Roi Tidalium.
De Jean-Michel Barjol.
0.55 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Le Dindon de la farce. ■■
Film américain d'Anthony Perkins (1988). Avec Joe Alaskey, Donna Dixon, Jeff Kober.
21.50 Flash d'informations.
22.00 Le Journal du cinéma.
22.05 ▶ Cinéma : La Guerre du feu. ■■■
Film franco-américano-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981). Avec Everett McGill, Rae Dawn Chong, Ron Pearlman.
23.40 Cinéma : Society. ■
Film américain de Brian Yuzna (1989). Avec *Billy Warlock, Connie Danese, Evan* Richards.
1.16 Di Rosa Girls.
1.17 Cinéma : Michel Strogoff. □
Film italo - franco - allemand d'Eriprando Visconti (1970). Avec John Philip Law, Hiram Keller, Mimsy Farmer.

ARTE

20.40 Cinéma :
Les Enfants du paradis. ■■■
Film français de Marcel Carné (1943-1944). *Avec Arletty, Jean-Louis Barrault, Pierre* Brasseur.
23.40 Court métrage : Paris la belle.
De Pierre Prévert et Marcel Duhamel. Texte de Jacques Prévert, dit par Arletty et Jacques Prévert.

M 6

20.45 Téléfilm :
Miss Brenda et son secrétaire.
De Joseph L. Scanion, avec Donna Mills, Brian Wimmer.
22.25 *Série* : Le Saint.
La filière brésilienne, d'Ian Toynton, avec Simon Dutton, Gayle Hunnicutt.
0.05 Six minutes première heure.
0.10 Magazine : Culture pub.
0.45 Magazine : Jazz 6.
Gerry Mulligan.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. La France est-elle encore un pays catholique (2) ? Avec Mgr Jean Vilnet, Jean Foyer, le Père Guy Gilbert, Noël Copin, Jacques Sutter, André Comte-Sponville.
21.30 Dramatique. Les Manuscrits du Minotaure, de Luis Mizon.
22.40 La Radio dans les yeux.
Livres d'art.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Etoiles de l'Orient ou la nouvelle variété orientale (jusqu'au 31 décembre).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné à Amsterdam) : La Pie voleuse, ouverture, de Rossini ; Concerto *pour piano et orchestre nº 1 en ut majeur* op. 15, de Beethoven ; Symphonie en ré mineur, de Franck, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Heinz Wallberg ; Martha Argerich, piano.
23.09 Ainsi la nuit. Par Anne-Marie Reby. Goyescas, de Granados ; Septuor à cordes op. 408, de Milhaud.
0.33 L'Heure bleue. L'actualité internationale du jazz, par Henri Renaud. Hank Jones, *Benny Goodman.*

Mardi 29 décembre

TF 1

15.45 Club Dorothée.
17.25 Jeu : Une famille en or.
17.55 Série : Hélène et les garçons.
18.25 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous !
Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée : Pauline Ester.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma : L'Arbre de vie. ■
Film américain d'Edward Dmytryk (1957).
23.35 Les Films dans les salles.
23.45 Série : Mike Hammer.
Un pour toutes, toutes pour un, de Chris Byby, avec Stacy Keach, Lindsay Bloom.
0.35 Journal et Météo.
0.45 Documentaire :
La Saga de la chanson française.
Gilbert Bécaud.

FRANCE 2

15.35 Variétés : La Chance aux chansons.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.50 Feuilleton : Beaumanoir (et à 5.25).
17.20 Magazine : Giga.
18.45 Jeu : Le Téléjack
(et à 19.55)
18.50 Jeu : Score à battre.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Secret de famille.
De Hervé Baslé, d'après l'œuvre d'Irène Frain (2e partie), avec Véronique Genest, Bruno Pradal.
22.15 Magazine : Bas les masques.
Présenté par Mireille Dumas. Avec des travestis, dans le cabaret parisien « Le Scaramouche ». Reportage : Qu'est devenue Coccinelle ?, d'Amélie Develay et Pierre Evrard.
23.15 *Journal, Météo et* Visages d'Europe.
23.35 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.35 Série : La croisière s'amuse.
16.25 Téléfilm : *Bing 2.*
De Nino Monti, avec Jean-François Garreaud, Jean-Paul Farré (1re partie).
17.52 Dessin animé : Ernest le Vampire
(et à 18.22, 20.02, 23.07, 0.32).
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour.
Les Inoubliables, de Coluche.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.09 à 19.31, *le journal de la région.*
20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Feuilleton :
Emilie, la passion d'une vie.
De Jean Beaudin, d'après le roman d'Arlette Cousture (5e épisode).
21.40 ▶ Débat :
J'ai divorcé de mes parents.
Présenté par Philippe Alfonsi, en direct de Genève.
22.40 Journal et Météo.
23.10 Téléfilm : Le Voyage d'Eva.
De Patrice Gautier.
0.35 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : *Présumé innocent.* □
Film américain d'Alan J. Pakula (1990).
17.55 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top. Peter Gabriel.
19.20 Flash d'informations.
19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
Extraits choisis.
20.30 Fables géométriques 3.
20.35 Cinéma :
Chérie, j'ai rétréci les gosses. ■
Film américain de Joe Johnston (1989). Avec Rick Moranis, Matt Frewer, Marcia Strassman.
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Cry-Baby. ■
Film américain de John Waters (1990). Avec Johnny Depp, Amy Locane, Susan Tyrell (v.o.).
23.30 Cinéma : Xtro 2. ■
Film canadien de Harry Bromley Davenport (1990). Avec Jan Michael Vincent, Paul *Koslo, Tara Buckman.*
0.58 Di Rosa Girls.
1.00 Cinéma :
Atlantique latitude 41°. ■■
Film britannique de Roy Baker (1958). Avec Kenneth More, Ronald Allen, Michael Goodlife (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire :
Une passion mexicaine.
De François Reichenbach (rediff.).
19.00 Documentaire : Horizon.
Anatomie d'un volcan, de Stuart Harris.
19.55 Série : KY TV.
De John Kilby.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Cinéma :
***Les Enfants du paradis.* ■■■**
Film français de Marcel Carné (1943-1944). Avec Arletty, Jean-Louis Barrault, Pierre Brasseur.
23.40 Court métrage : Paris la belle.
De Pierre Prévert et Marcel Duhamel. Texte de Jacques Prévert, dit par Arletty et Jacques Prévert (23 min).

M 6

17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les Aventures de Tintin.
L'Etoile mystérieuse.
18.00 Série : Equalizer.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Jeu : Le saviez-vous ?
20.35 Magazine : Ciné 6.
20.45 Téléfilm :
Miss Brenda et son secrétaire.
De Joseph L. Scanion.
22.25 Série : Le Saint.
La filière brésilienne, d'Ian Toynton.
0.05 Six minutes première heure.
0.10 Magazine : Culture pub.
0.45 Magazine : Jazz 6.
Gerry Mulligan.

FRANCE-CULTURE

20.30 *Archipel science.* *La collection de cristallographie de l'université de Jussieu.*
21.30 Une semaine dans un kolkhoze. Le village de Ribinskoïe à l'heure de l'économie de marché.
22.40 Les Nuits magnétiques.
L'oreille en coulisse ou les dessous d'un *grand théâtre.*
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Michel Ragon (Enfances vendéennes).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné en mars 1992, lors du Festival de Vienne) : Sonate pour piano en si bémol majeur D 960, de Schubert ; Douze études pour piano, de Debussy, par Maurizio Pollini, piano.
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. *Samson et Dalila, acte 2, de Saint-Saëns ;* Don Carlos, acte 4, de Verdi ; Faust, acte 2, Philémon et Baucis, acte 2, de Gounod.
23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano en la majeur, de Franck ; Quatuor pour piano et cordes en sol mineur op. 25, de Brahms.
0.33 L'Heure bleue. *Carnets de route*, par Philippe Carles. Invité : Jacques Mahieux.

Le Monde

Fragilisé par son affrontement avec le Congrès russe

M. Boris Eltsine pourrait être tenté par une diplomatie plus ferme

MOSCOU

de notre envoyé spécial

M. Egor Gaïdar n'est plus premier ministre mais son successeur, M. Viktor Tchernomyrdine, s'est engagé à mener la même politique que lui. Les principaux ministres de l'ancienne équipe sont encore à leur place, même M. Andreï Kozyrev, le chef de la diplomatie russe, que l'opposition avait pourtant juré de chasser. Quant à l'ancien ministre de l'information Mikhaïl Poltoranine, un réformateur radical qui avait démissionné le 25 novembre dernier, il a même obtenu du galon : il a été nommé, samedi 26 décembre, avec rang de premier vice-premier ministre, à la tête d'un «Centre fédéral de l'information» chargé d'*«assurer une large diffusion d'informations vraies et précises sur le cours des réformes en Russie»*. A ce titre, il contrôlera l'ensemble des chaînes de télévision et des agences de presse nationales...

Une démocratie balbutiée

Les conservateurs les plus radicaux continuent d'en appeler au peuple, mais, dimanche, leur manifestation à Moscou pour marquer la dissolution, il y a un an, de l'URSS n'a groupé une fois de plus que quelques centaines de nostalgiques. Dans leur immense majorité, les Russes continuent de courber l'échine en espérant des jours meilleurs. Quant à M. Mikhaïl Gorbatchev, toujours écouté en Occident, il persiste à croire à une voie moyenne entre le capitalisme et le socialisme. Bref, la fièvre qui, depuis le début du Congrès, s'était emparée de la «classe» politique russe est retombée sans que personne ne sache très bien quelles conclusions tirer de ces semaines qui n'ont pas ébranlé le monde.

Un an après le départ de M. Gorbatchev – départ qui avait donné le véritable coup d'envoi des réformes, – les affrontements de décembre ont montré à quel point les hommes politiques russes balbutiaient encore la démocratie. Le respect de la loi, la séparation des pouvoirs, la continuité de l'Etat, le service public : autant de notions qui ne sont, ici, que... des notions.

M. Eltsine n'a pas été non plus bien brillant en ce ce mois de décembre. Certes, le président «s'en sort» finalement bien, mais au prix de quelles acrobaties ! De son premier discours, sans âme, devant le Congrès à son retour précipité de Pékin pour *«remettre de l'ordre»*, en passant par le «flop» de son appel au peuple, sa visite, presque caricaturale, aux usines Moskvitch et l'abandon de son premier projet de référendum, le président russe, dont on disait que la grande qualité était de décider vite et bien, a fait preuve d'une indécision, voire d'une fébrilité, inquiétante. Au point que certains n'ont pas hésité – injure suprême – à le comparer au Mikhaïl Gorbatchev des dernières années de son mandat, incapable de choisir une voie claire et de s'y tenir.

M. Nikolaï Travkine, un des leaders du groupe centriste, a eu alors beau jeu de déclarer, dans un des rares discours à avoir marqué le Congrès, que M. Eltsine, après avoir rendu d'immenses services à la Russie, avait fait son temps, comme, avant lui, M. Gorbatchev avait fait le sien. Hypothèse pour le moment absurde, M. Eltsine ayant, jusqu'à preuve du contraire, la confiance de ses concitoyens et jouissant, contrairement à la majorité des membres du Congrès, d'une incontestable légitimité démocratique. Mais l'idée commence à faire son chemin ici, notamment dans les milieux les plus réformateurs, d'un passage du témoin à des «quadras» (presque) vierges de collaboration avec l'«ancien régime».

A cet égard, un homme a pris date au cours de ce mois agité : M. Egor Gaïdar. L'ancien premier ministre fait désormais figure de chef de file des réformateurs, déçus par l'attitude ambiguë de Boris Eltsine. Devenu un des principaux conseillers du président, il est désormais placé à un poste d'observation idéal, où il n'aura plus à assumer l'impopularité de la transition.

Entrechats

Tout indique que la «nouvelle» équipe gouvernementale va tenter de poursuivre une politique de réformes qui, en un an, a au moins réussi à considérablement modifier le paysage de la Russie. Tous les jours, et même pendant le Congrès, des décisons sont prises, des règlements édictés, qui transforment les règles du jeu. Certes, la pesanteur de l'ancien appareil, la lassitude de la population, l'amateurisme de certains responsables, la corruption généralisée, la persistance des conflits ethniques freinent ou dévient de leurs buts ces réformes. Deux pas en avant, un pas en arrière, quelques entrechats à gauche ou à droite : il n'empêche que la Russie bouge malgré tout.

C'est dans ce contexte que l'on peut tenter de comprendre ce que pourrait être, dans les mois, voire les semaines ou les jours qui viennent, la politique russe dans le conflit yougoslave. Pour plusieurs raisons, M. Boris Eltsine a besoin d'un «coup» diplomatique. Fragilisé par son affrontement avec le Congrès, ayant perdu une partie de son aura de «patron», le président russe peut retrouver celle-ci en marquant la différence de Moscou avec les thèses occidentales, notamment en cas de projet d'intervention militaire en Bosnie. Si la population russe semble maintenant résignée à accepter un passage, ô combien difficile, à l'économie de marché, elle réagit mal à l'effacement de Moscou sur la scène internationale : *«Après avoir fait peur à tout le monde, maintenant, nous comptons pour du beurre !»* regrettait un étudiant moscovite, pourtant fidèle eltsinien.

Sans aller jusqu'au soutien concret aux «frères serbes» réclamé par les extrémistes, une opposition à une intervention militaire de l'ONU est ainsi probable. M. Eltsine avait fait savoir il y a deux semaines que la Russie pourrait faire jouer son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, et M. Andreï Kozyrev a confirmé cette position, samedi à Genève. L'objectif primordial des dirigeants russes semble être le suivant : d'abord rendre les réformes intérieures inéluctables, et, pour cela, il faut encore quelques mois, le temps, notamment, de faire avancer la privatisation des grandes entreprises. Pour l'atteindre, pour empêcher que les conservateurs ne freinent des quatre fers, ils doivent donner du grain à moudre à ceux-ci. Quelle meilleure occasion qu'une affirmation d'une politique autonome en Yougoslavie ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 et 28 décembre 1992 a été tiré à 497 005 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Les derniers jours de la Tchécoslovaquie

Tchèques et Slovaques se sépareront le 1er janvier.

«Sciences/Médecine» : Les oiseaux malades de la peste

Une épidémie de peste très contagieuse commence à sévir chez différents oiseaux dans l'est de la France. Le dispositif d'alerte est en place.

A Mont-de-Marsan (Landes)

Trois skinheads agressent un Marocain

Trois skinheads ont agressé, jeudi 24 décembre, un jeune Marocain qui attendait son épouse devant un bar du centre-ville à Mont-de-Marsan (Landes). Munis de battes de base-ball, de barres de fer et d'un pistolet à grenaille, ces trois jeunes gens au crâne rasé ont agressé M. Houssine Najjari, qui a reçu un coup de pistolet à grenaille au cours de la bagarre qui a suivi l'intervention des clients du café. Le jeune Marocain, qui a été immédiatement transporté au service des urgences de l'hôpital de Mont-de-Marsan, souffre de contusions multiples et de légères brûlures aux mains et au front.

Deux des skinheads ont été interpellés sur-le-champ et le troisième a été arrêté quelques heures plus tard. Tous trois ont été inculpés de coups et blessures volontaires avec armes et deux d'entre eux ont été écroués à la maison d'arrêt de Mont-de-Marsan. Le troisième, qui est mineur, a été placé sous contrôle judiciaire.

En raison des divisions de l'opposition

Le pouvoir a de bonnes chances de remporter les élections générales au Kenya

Quelque 7,8 millions d'électeurs étaient appelés à désigner, mardi 29 décembre, leur président, leurs députés et leurs conseillers provinciaux. Ces élections générales, premières du genre depuis l'instauration du multipartisme, en 1991, pourraient se conclure par une victoire du régime en place, et notamment du président sortant, M. Daniel Arap Moi, favorisé par les divisions de l'opposition.

NAIROBI

correspondance

Donné pour battu il y a encore six mois, le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, semble aujourd'hui en mesure de remporter l'élection présidentielle à un tour, mardi 29 décembre, du fait de la division de l'opposition, dont les trois principaux candidats font pratiquement jeu égal. Les analystes de l'hebdomadaire *Weekly Review* prédisent une victoire du président sortant, qu'ils créditent, par avance, de 33 % des suffrages.

La seule incertitude réside peut-être dans le résultat des élections législatives : les dirigeants de la Kenya African National Union (KANU, ex-parti unique), s'ils veulent éviter une cohabitation houleuse, se doivent d'obtenir la majorité des cent quatre-vingt-huit sièges à pourvoir. En revanche, l'élection des conseils provinciaux, troisième scrutin organisé ce même mardi, ne revêt qu'un intérêt limité.

Les états-majors de l'opposition déplorent, avec un bel ensemble, le fait d'être partis à la bataille en ordre dispersé. Mais c'est tout aussi unanimement qu'ils refusent de se désister en faveur d'un rival. Les ambitions personnelles des prétendants au «trône présidentiel» – que chacun, en dépit de toute logique, est convaincu de gagner – ont singulièrement limité les espoirs de changement.

M. Mwai Kibaki, âgé de soixante et un ans, chef du Parti démocratique (PD), a apparemment surmonté plusieurs handicaps de départ puisqu'il réussit à présenter le plus grand nombre de candidats à la députation, après la KANU. Taxé d'opportunisme par ses ennemis, qui soulignent son ralliement tardif à l'opposition, il a su, de par sa longue expérience de ministre et de vice-président, rassurer d'autres communautés que la sienne.

Mais la base du PD reste essentiellement d'origine kikouyou, comme lui-même ; et l'on ignore quel sera l'impact de ses représentants, en dehors de son fief, la province centrale. Sur ces hauts plateaux fertiles et surpeuplés, M. Kibaki dispute le vote kikouyou à M. Kenneth Matiba, président du FORD-Asili – fondé par des dissidents kikouyous du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD). Ancien ministre, devenu un des héros de la lutte pour le multipartisme (ce qui lui a valu de passer un an en prison, sans procès), M. Matiba doit, pour décrocher la «timbale» présidentielle, rassembler toute la province centrale. Il n'a pas hésité, pendant les derniers jours de la campagne électorale, à «tribaliser» son discours à l'extrême, afin de marquer des points dans les milieux populaires.

La KANU, qui compte encore quelques ministres kikouyous dans ses rangs, et le FORD-Kenya, auquel s'est ralliée la célèbre militante écologique, Mme Wangari Mathai, achèvent de diviser la communauté kikouyous. Cette dernière a peu de chance de retrouver la toute-puissance qu'elle eut, dans le passé, sous le «règne» de feu Jomo Kenyatta.

Tribalisme

Le quatrième candidat d'envergure est le vieil opposant d'origine luo, M. Jaramogi Oginga Odinga, président du FORD-Kenya. Son âge – les plus bienveillants lui donnent soixante-quinze ans – et sa réputation de «radical», héritée des années 60, constituent un lourd handicap. Mais il est le seul à pouvoir se vanter de ne s'être jamais compromis avec le régime en place. Les spots télévisés réalisés par son parti soulignent sa longue carrière d'opposant, autant que la jeunesse de l'équipe qui l'entoure, formée d'universitaires ou d'avocats de toutes origines ethniques. Pourtant, compte tenu de l'importance du tribalisme dans la vie politique, ces «jeunes Turcs», aussi talentueux qu'ils puissent être, ne jouissent que d'une maigre audience.

Cela n'a pas empêché l'avocat kikouyou Paul Muité, vice-président du FORD-Kenya – et considéré comme un *«traître»* par la vieille garde de sa tribu – de miser ouvertement sur le soutien des jeunes. Ces derniers risquent cependant de lui faire défaut. Privés de carte d'identité, un million d'entre eux (sur 7,8 millions d'électeurs inscrits) n'ont pas pu se faire enregistrer.

Le président Arap Moi, qui compte sur le soutien de la Rift Valley et de la province de l'est (à dominante somalie, elle est le fief du chef d'état-major des armées, le général Mahmoud Mohammed), a «naturellement» bénéficié, en sus, du soutien de l'administration, des médias audiovisuels et, ajoutent ses adversaires, des finances publiques *«qui ont servi, notamment, à débaucher plusieurs candidats de l'opposition»*.

Il existe toutefois un risque pour le président : celui d'un éventuel second tour, où il se trouverait en position défensive. C'est ce qui pourrait se passer, au cas où le chef de l'Etat ne réussisse pas à rassembler, dès le premier tour, plus de 25 % des votes dans cinq des huit provinces.

Irrégularités

M. Arap Moi est pris entre deux feux. D'un côté, il lui faut remporter les élections, pour ne pas avoir à subir le procès de ses quatorze années au pouvoir. La corruption généralisée, la répression, le bourrage des urnes et divers autres scandales – comme celui provoqué par le meurtre mystérieux du ministre des affaires étrangères, Robert Ouko, en février 1990 – ont dangereusement éclaboussé un régime, désormais aux abois.

D'un autre côté, le président sortant, s'il veut éviter de nouvelles sanctions économiques, doit veiller à ne pas irriter les bailleurs de fonds occidentaux par des irrégularités trop voyantes. Pas question d'accepter la légitimité d'une élection considérée comme *«truquée»*, a prévenu l'ambassadeur américain à Nairobi, M. Smith Hempstone. Les observateurs étrangers ont d'ores et déjà relevé une série d'irrégularités – rachat de cartes d'électeurs dans des zones où l'opposition est donnée favorite, enregistrement d'électeurs «pro-KANU» après le délai légal, etc.

Le regain des violences tribales ne laisse pas non plus d'inquiéter. Près de quinze mille villageois du district d'Eldoret-sud sont récemment venus s'ajouter aux quelque cinquante mille «déplacés» du début de l'année. Plus au nord, la petite église de Burnt-Forest abrite, depuis début décembre, de nombreux villageois, chassés de chez eux par des individus armés d'arcs et de flèches. Comme à Nakuru, *«tous les Kikouyous, majoritaires, ont dû fuir : la circonscription devrait désormais revenir à la KANU, assurée du soutien de la communauté kalenjine»*, souligne un missionnaire.

Pour éviter d'éventuelles explosions de violence postélectorales, le rapport des observateurs locaux – ceux mandatés par les églises, en particulier – sera déterminant. Selon le quotidien *Nation*, c'est à *«l'honnêteté des autorités et des agents électoraux»* et à *«la réaction des citoyens»* que l'on pourra mesurer si le Kenya choisit de *«faire un pas en avant»* ou s'il préfère *«tomber dans le chaos, qui caractérise aujourd'hui de nombreuses nations africaines»*.

JEAN HÉLÈNE

Président de Médecins sans frontières

M. Rony Brauman dénonce le «génocide» au Soudan

Le président de Médecins sans frontières, M. Rony Brauman, a déclaré, dimanche 27 décembre, lors du Forum RMC-*l'Express*, qu'un *«véritable génocide»* était en cours contre les chrétiens et les animistes du Soudan et a encouragé une réaction, sous forme *«politique, diplomatique, économique»*.

«Il y a des moyens de réagir contre le génocide», a-t-il estimé, avoir avoir expliqué qu'*«au nom d'un islam triomphant ce sont les chrétiens et les animistes qui sont victimes d'une sorte de purification ethnico-religieuse qui avance sans aucun obstacle, dans le silence le plus complet, car on ne peut pas entrer dans le pays»*. Le président de MSF estime que *«des centaines de milliers de personnes sont déjà mortes et d'autres sont en train de mourir»*. – (AP.)

Dans un entretien à «Time»

M. Clinton considère que le monde de l'après-guerre froide est «très troublé»

M. Bill Clinton est déclaré *«homme de l'année»* dans le dernier numéro du magazine *Time* paru lundi 28 décembre qui publie également un entretien avec le président élu. *«Nous vivons dans un monde très troublé. Nous voyons maintenant le revers de cette merveille qu'est la fin de la guerre froide. Un monde bipolaire avait donné aux Etats-Unis et à l'URSS une capacité limitée à contenir un certain nombre des choses auxquelles nous assistons aujourd'hui en Bosnie. Je suis inquiet de ce qui se passe en Russie. Je crois qu'il est tout à fait possible que nous assistions à quelques retours en arrière»*, affirme M. Clinton. Sur le plan intérieur, le président élu se montre inquiet en raison des espoirs immenses qu'a suscités son élection. *«Nous devons mettre en place une administration qui retrousse ses manches et travaille sérieusement et passionnément à la défense des intérêts du peuple américain»*, déclare M. Clinton.

L'épouse du président élu, Hillary, assistait à une partie de l'entretien. Interrogé sur le nom de la personne qu'il souhaite avoir à ses côtés lors des décisions importantes, M. Clinton a répondu sans hésiter : *«Hillary»*.

